

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
CONSEILS DE GUERRE
ET
DES RÉFORMES

DONT ILS SÉRAIENT SUSCEPTIBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public, sur les matières ci-après,
sera soutenu le JEUDI 28 FÉVRIER 1901, A 2 HEURES 1/2

PAR

Henri PERNOT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE BESANÇON

Président : M. SALEILLES, professeur.

Suffragants : M. LAINÉ, professeur.

M. LE POITTEVIN, professeur.

PARIS

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

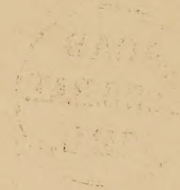
20, Rue Soufflot, 20

M D C C C C I

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

A faint, circular library stamp is visible on the right side of the page. The text within the stamp is mostly illegible due to fading, but some words like "BIBLIOTHEQUE" and "UNIVERSITE" might be discernible.

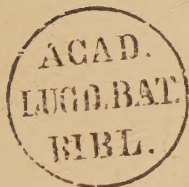
UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
CONSEILS DE GUERRE
ET
DES RÉFORMES

DONT ILS SERAIENT SUSCEPTIBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public, sur les matières ci-après,
sera soutenu le JEUDI 28 FÉVRIER 1901, A 2 HEURES 1/2



PAR

Henri PERNOT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE BESANÇON

Président : M. SALEILLES, professeur.

Suffragants : M. LAINÉ, professeur.

M. LE POITTEVIN, professeur.

PARIS

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, Rue Soufflot, 20

M DCCCCI

A

MONSIEUR ANTOINE BOUVET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE BESANÇON

DOCTEUR EN DROIT

Hommage respectueux et reconnaissant.

INTRODUCTION

Avant 1857 la législation militaire présentait une complication extrême. Réunir et coordonner en un seul corps de loi les textes innombrables, incohérents et épars qui formaient alors « l'arsenal de la justice militaire » telle fut la première préoccupation des rédacteurs du code de justice militaire. Si leur œuvre n'avait eu que le mérite de substituer l'unité à la diversité, elle eût déjà réalisé un sérieux et incontestable progrès, mais le législateur de 1857 ne s'est pas borné à s'approprier sans les contrôler les diverses dispositions législatives antérieures, il a opéré un travail de mise au point et de refonte. Rompant parfois avec les anciennes règles, il a posé un certain nombre de principes d'une sagesse si profonde et en si parfaite harmonie avec les idées qui dominent l'organisation de l'armée qu'aujourd'hui encore personne ne songe à les contester. — Toute infraction militaire présente une gravité différente suivant qu'elle est commise en temps de paix ou en état de guerre ou de siège. Les lois antérieures avaient souvent confondu en leur disposition la réglementation de ces diverses situations. Le code de justice militaire les a, dans tous les cas, soigneusement distinguées. — Les

conseils de guerre étaient des « commissions militaires » composées pour le jugement de chaque affaire selon le bon vouloir d'un général ou du ministre de la guerre : ils seront désormais des tribunaux permanents dont les membres seront recrutés d'après des règles précises et rigoureuses : plus de place dès lors à l'arbitraire. — La composition des tribunaux militaires était invariable et ne subissait aucune modification à raison du grade de l'accusé : il arrivait ainsi que l'inférieur pouvait être appelé à concourir au jugement de son supérieur. Cet état de choses présentait de graves inconvénients qu'il fallait à tout prix faire disparaître. La loi nouvelle pose en principe que l'inférieur ne peut juger son supérieur.

L'exposé des motifs au corps législatif prouve assez d'ailleurs que la rédaction du code de justice militaire fut une œuvre sérieuse et réfléchie. L'autorité et la compétence des jurisconsultes qui y ont participé nous en sont une garantie certaine.

« Assurer la répression éclairée mais énergique de tous les actes contraires à la discipline et consacrer l'indépendance du juge et les garanties de l'accusé qui sont le premier besoin de la justice et de l'honneur des nations civilisées... Célérité dans l'instruction et la procédure afin d'arriver à une répression rapide... Enfin modération dans les peines en les mettant en rapport avec le progrès des mœurs publiques sans cependant affaiblir ni désarmer la puissance militaire » (1) : tels sont les sages principes que le législateur de 1857 a inscrits en

(1) Exposé des motifs au Corps législatif (1857).

tête de son code et dont il s'est constamment inspiré.

Faut-il s'étonner qu'au nom des mêmes principes, on vienne aujourd'hui demander non pas l'introduction dans les règles de la justice militaire de quelques modifications plus ou moins importantes, mais une refonte complète, une révision générale du code ? Assurément non : si les principes qui doivent dominer toutes les législations sont toujours les mêmes, on comprend que les applications qu'ils comportent varient sans cesse avec les besoins et les nécessités des temps.

Rechercher si, lors de sa promulgation, le code de justice militaire était en harmonie complète avec les idées et les mœurs de l'époque, c'est un travail très complexe, plutôt du domaine de l'historien que du jurisconsulte ; essayer au contraire de déterminer les raisons pour lesquelles le code de 1857 ne répond plus aux besoins actuels de notre civilisation, c'est, croyons-nous, une œuvre plus facile à entreprendre.

Les deux causes qui, de l'avis unanime, semblent rendre nécessaire la révision du code de justice militaire sont les suivantes :

1° La composition de l'armée a subi depuis cinquante ans des modifications profondes. Il y a un demi-siècle l'armée formait au milieu des différentes classes de la société une classe à part. Composée d'hommes, qui, demeurant de longues années, quelquefois leur vie entière, au service du pays, étaient de véritables « professionnels » elle ne subissait que fort peu le contact et l'influence de l'élément civil. Aujourd'hui les dispositions de la loi sur le recrutement sont telles que tout Français doit passer par les rangs de l'armée pendant

un temps plus ou moins long ; l'armée, a-t-on dit, c'est la nation elle-même. Une conception si différente ne va pas, on le comprend, sans entraîner dans les règles de la justice militaire des modifications concomitantes.

2° La législation pénale commune a fait d'incontestables progrès qui n'ont pas été étendus à la législation militaire. Augmenter les garanties des accusés, diminuer les peines en permettant aux juges de proportionner aussi exactement que possible le châtiment à la faute, tel a été le double but réalisé par le législateur.

Sans contester la nécessité d'une loi spéciale pour l'armée, tout en reconnaissant que les rigueurs de la discipline exigent souvent un traitement d'une sévérité exceptionnelle, il a paru à un grand nombre d'esprits que la juridiction militaire serait d'autant plus parfaite que ses dispositions se rapprocheraient davantage des prescriptions de la loi commune.

C'est en partant de ce point de vue qu'ont été récemment proposées diverses réformes. Elles peuvent toutes se rattacher à quatre objets principaux :

1° *Organisation des Conseils de guerre.* — La réforme consistera à assurer le recrutement des magistrats militaires dans des conditions telles que les justiciables soient certains de trouver devant ces tribunaux des juges indépendants et éclairés.

2° *Procédure.* — Si la justice militaire doit être rapide, surtout en temps de guerre, cette rapidité ne doit pas dégénérer en précipitation, car la précipitation est exclusive des garanties dues aux prévenus et expose à des erreurs.

3° *Compétence.* — C'est une des questions les plus importantes agitées en ce moment. La compétence des conseils de guerre doit-elle être restreinte aux seuls délits militaires, selon l'opinion qui semble aujourd'hui en honneur? Que faudra-t-il entendre par délit militaire et quelles sont les infractions qu'il conviendra de ranger sous cette dénomination?

4° *Peines.* — La sévérité des pénalités militaires n'est-elle pas excessive? Ne doit-elle pas être tempérée par l'abolition de la peine de mort dans certaines hypothèses, ainsi que par l'admission des circonstances atténuantes et l'application de la loi du 26 mars 1891? (1)

L'importance extrême du sujet nous a obligé, malgré nous, à restreindre notre étude dans des limites assez étroites

Nous nous proposons de borner nos recherches à l'examen de la législation militaire actuellement en vigueur en France. Nous nous sommes inspiré sans doute des lois antérieures et nous en signalerons les dispositions qui pourront paraître intéressantes, mais nous ne donnerons pas un exposé complet de l'histoire des juridictions militaires en France. Bien qu'elle présente un très vif intérêt, l'étude détaillée des législations militaires étrangères demeurera aussi en dehors de notre travail. Nous ne nous interdirons pas cependant quelques comparaisons entre les dispositions de certaines lois étrangères et celles de notre Code et

(1) Voir à ce sujet le projet du gouvernement et diverses propositions, entre autres: celle de M. Massé, celle de M. Pierre Richard, et celle de M. Julien Goujon.

nous signalerons les emprunts utiles que notre législateur pourrait y faire.

Enfin, laissant également de côté l'examen des textes relatifs au temps de guerre et à l'état de siège, et limitant nos recherches aux règles en vigueur dans l'état de paix, nous examinerons :

1° L'organisation des conseils de guerre et des conseils de révision ;

2° La procédure devant ces juridictions ;

3° Les règles qui déterminent leur compétence.

Chacune de ces trois questions fera l'objet d'une partie spéciale où après avoir exposé la législation en vigueur et les critiques dont elle est l'objet, nous examinerons les différentes modifications qui pourraient y être apportées.

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION DES TRIBUNAUX MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER

COMPOSITION DES CONSEILS DE GUERRE ET DES CONSEILS DE RÉVISION

La justice militaire est actuellement rendue en France et en état de paix par les conseils de guerre et les conseils de révision.

Des Conseils de guerre

Il y a un conseil de guerre permanent au chef-lieu de chacune des circonscriptions militaires territoriales formées, à l'intérieur, sous le titre de région de corps d'armée ou de commandement supérieur et en Algérie sous le titre de division militaire. (Art. 2, Code de Justice militaire).

Les conseils de guerre, au nombre de vingt-sept, sont ainsi répartis :

En France vingt et un conseils de guerre dont dix-huit au chef-lieu de chacun des dix-huit corps d'armée, deux à Paris et un à Lyon.

En Algérie : quatre conseils de guerre dont trois au chef-lieu de chacune des provinces et un autre à Oran.

En Tunisie : un conseil de guerre jugeant comme conseil d'armée.

Le conseil de guerre permanent est composé d'un colonel ou lieutenant-colonel président et de six juges,

savoir : un chef de bataillon ou chef d'escadron ou major ; deux capitaines ; un lieutenant ; un sous-lieutenant ou à défaut un deuxième lieutenant, un sous-officier. (Art. 3, C. J. m.)

Il y a près chaque conseil de guerre un commissaire du gouvernement, un rapporteur et un greffier. Il peut être nommé un ou plusieurs substituts du commissaire du gouvernement et du rapporteur et un ou plusieurs commis greffiers. (Art. 4, C. J. m.)

Les commissaires du gouvernement et leurs substituts remplissent près les conseils de guerre les fonctions du ministère public.

Les rapporteurs et leurs substituts sont chargés de l'instruction.

Les greffiers et commis greffiers font les écritures. (Art. 5, C. J. m.)

Nomination des juges du conseil de guerre. — Le général commandant chaque circonscription territoriale dresse sur la présentation des chefs de corps un tableau, par grade et par ancienneté, des officiers et sous-officiers de la circonscription qui peuvent être appelés à siéger comme juges dans le conseil de guerre. Ce tableau est rectifié au fur et à mesure des mutations. Une expédition en est déposée au greffe du conseil de guerre où les accusés et leurs défenseurs peuvent en prendre connaissance. Les officiers et sous-officiers sont appelés successivement et dans l'ordre de leur inscription à siéger dans le conseil de guerre, à moins d'empêchement admis par une décision du général commandant la circonscription. (Art. 19 C. J. m.)

Les présidents et les juges sont pris parmi les officiers et sous-officiers en activité dans la circonscription ; ils peuvent être remplacés tous les six mois et

même dans un délai moindre s'ils cessent d'être employés dans la circonscription. (Art. 6.)

Ils sont nommés par le général commandant la circonscription. La nomination est faite par le ministre de la guerre s'il s'agit du jugement d'un colonel, d'un officier général ou d'un maréchal de France. (Art. 8.)

Modifications à raison du grade de l'accusé. — La composition du conseil de guerre, telle qu'elle est indiquée en l'article 3, subsiste tant qu'il s'agit du jugement d'un simple soldat, d'un caporal ou brigadier ou d'un sous-officier.

Elle est modifiée suivant le tableau annexé à l'article 10 relativement au jugement d'un officier. Il est en effet de principe en matière militaire que l'inférieur ne doit pas juger le supérieur: Ce principe ne reçoit exception en temps de paix que dans les trois cas suivants : 1^o lorsque l'accusé est maréchal de France. En ce cas les maréchaux de France sont appelés, suivant l'ordre d'ancienneté, à siéger dans les conseils de guerre. (Art. 11.) 2^o lorsqu'il y a insuffisance d'officiers ayant le grade requis. Le général commandant la circonscription appellera pour concourir au jugement des officiers d'un grade égal à celui de l'accusé ou d'un grade immédiatement inférieur. (Art. 10.) 3^o Lorsqu'il s'agit de crimes ou de délits commis à l'audience. A ces trois cas prévus par la loi la jurisprudence en ajoute un quatrième : elle décide en effet qu'un sous-officier peut participer au jugement d'un autre sous-officier bien qu'il soit son inférieur : un sergent-major peut être valablement jugé par un sergent. (Cons. Révis. Lyon, 27 mai 1874). (1)

(1) S'il y a plusieurs accusés de différents grades, la composition du conseil de guerre est déterminée par le grade ou le rang le plus élevé. (Art. 14.)

Remplacement des juges. — La loi du 26 juillet 1873 expliquée par la lettre ministérielle du 18 octobre 1873 permet au général ou au ministre de la guerre, suivant les cas, lorsqu'une affaire paraîtra de nature à entraîner de longs débats, de désigner, avant l'ouverture des débats, dans chaque catégorie ou grade devant composer le conseil de guerre un ou deux juges supplémentaires. Ces juges seront pris, d'après l'ordre d'ancienneté, à la suite des juges appelés à siéger au conseil de guerre. Ils assisteront aux débats, dans les mêmes conditions que les autres juges ; mais ils ne prendront part aux délibérations dans la chambre du conseil que dans les cas où ils auraient remplacé un juge empêché, ainsi qu'il est dit ci-après. Si pour une cause régulièrement constatée un juge était empêché de siéger, il sera remplacé par le juge supplémentaire ou le plus ancien des juges supplémentaires de son grade ou de sa catégorie. (Art. 10, Cf. art 394. C. I. C.)

Jugement des fonctionnaires militaires ayant rang d'officier. — Lorsqu'il s'agit de juger un membre de l'intendance, un médecin, un pharmacien, un officier d'administration, un vétérinaire ou tout autre assimilé aux militaires et ayant une hiérarchie propre, lorsque l'assimilation a lieu avec correspondance de grade, le conseil est composé suivant le grade auquel le rang de l'accusé correspond. (Art. 13, C. J. m. modifié par la loi du 18 mai 1875.) Dans le cas contraire, la composition du conseil a été fixée par décret, suivant l'importance du fonctionnaire. (Voir, à ce sujet, décrets des 18 juillet 1857, 18 juillet 1875, 8 mai 1880, 4 septembre 1883.)

Ce qu'il faut retenir c'est qu'aucun assimilé n'est appelé à siéger au conseil. (Voir travaux préparatoires :

proposition en ce sens rejetée; voir également le projet du gouvernement.)

Incapacités et incompatibilités. — Nul ne peut faire partie d'un conseil de guerre, à un titre quelconque, s'il n'est Français ou naturalisé Français et âgé de vingt-cinq ans accomplis. (Art. 22.)

Les parents et alliés jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement ne peuvent être membres du même conseil de guerre, ni remplir près ce conseil les fonctions de commissaire du gouvernement, de rapporteur ou de greffier. (Art. 23.)

Nul ne peut siéger comme président ou juge ni remplir les fonctions de rapporteur dans une affaire soumise au conseil : 1° s'il est parent ou allié de l'accusé jusqu'au degré de cousin issu de germains inclusivement ; 2° s'il a porté la plainte, donné l'ordre d'informer ou déposé comme témoin ; 3° si dans les cinq ans qui ont précédé la mise en jugement, il a été engagé comme plaignant, partie civile ou prévenu dans un procès criminel contre l'accusé ; 4° s'il a précédemment connu de l'affaire comme administrateur ou membre d'un tribunal militaire. (Art. 24.)

Commissaires du gouvernement et rapporteurs. — Les commissaires du gouvernement et les rapporteurs sont pris parmi les officiers supérieurs, les capitaines, les sous intendants militaires ou adjoints soit en activité, soit en retraite. (Art. 7.)

Cette disposition est un moyen terme entre les diverses solutions qui lors de la rédaction du code avaient été proposées à ce sujet. Certains craignaient que les officiers en retraite n'aient pas l'énergie suffisante et surtout que les officiers en activité à qui les fonctions

de commissaire du gouvernement et de rapporteur sont dévolues en temps de guerre, ne puissent faire en temps de paix un apprentissage suffisant. D'autres, inspirés par les mêmes considérations, proposaient qu'on limitât à la moitié le nombre des emplois confiés à des officiers en retraite.

Les commissaires du gouvernement et les rapporteurs sont nommés par le ministre de la guerre. (Art. 9.) Lorsqu'ils sont choisis parmi les officiers en activité, ils sont nommés sur une liste de présentation dressée par le général commandant la circonscription où siège le conseil de guerre.

Un règlement du 16 septembre 1854, encore en vigueur aujourd'hui, détermine, relativement aux officiers en retraite ou en réforme, les conditions d'aptitude à ces emplois ; les principales sont : 1^o avoir moins de 60 ans ou 63 ans suivant que le candidat est capitaine ou chef de bataillon ; 2^o avoir exercé, au cours de l'activité, pendant trois années consécutives, soit pendant diverses périodes s'élevant à trois années, les fonctions de commissaire du gouvernement, de rapporteur ou de substitut.

Lorsqu'il y a lieu à modification dans la composition du conseil de guerre à raison du grade de l'accusé, il faut de même observer cette règle que les fonctions de commissaire du gouvernement doivent être remplies par un officier d'un grade ou d'un rang au moins égal à celui de l'accusé. Il n'est dérogé à ce principe qu'en ce qui concerne le jugement d'un maréchal de France auquel cas le commissaire du gouvernement doit avoir le grade de général de division.

La même règle ne s'applique pas aux rapporteurs : quel que soit le grade de l'accusé, le rapporteur continue ses fonctions, sauf toujours le cas de l'art. 12

où le rapporteur doit avoir le grade d'officier général.

Avant d'entrer en fonctions, les commissaires du gouvernement et les rapporteurs pris en dehors de l'activité, prêtent, entre les mains du général commandant la circonscription, le serment suivant : « Je jure obéissance à la Constitution et fidélité au chef de l'Etat. »

Substituts. — Le commissaire du gouvernement et le rapporteur peuvent être assistés l'un et l'autre d'un ou plusieurs substituts. Ces substituts sont pris parmi les officiers en activité dans la circonscription. Ils sont nommés par le général commandant la circonscription où siège le conseil de guerre. (Art. 9.)

Greffiers. — Les greffiers, officiers d'administration, sont nommés par le chef de l'Etat et soumis pour l'avancement à des règles spéciales. Les décrets des 6 septembre 1875 et 8 février 1879 règlent le mode de nomination et la position des greffiers. Ces fonctionnaires ont rang d'officiers mais ne sont pas assimilés. (Lettre ministérielle du 26 mai 1884.)

Les greffiers demeurent toujours en fonctions, quel que soit le grade de l'accusé déféré au conseil de guerre.

Ils sont assistés d'un ou plusieurs commis greffiers.

Les adjudants commis greffiers sont nommés par le Ministre de la guerre, conformément aux dispositions de la décision ministérielle du 12 avril 1889.

Des Conseils de Révision

Il existe actuellement trois conseils de révision :

Le premier, siégeant à Paris, connaît de toutes les affaires jugées par les Conseils de guerre de France; le deuxième, siégeant à Alger, connaît des affaires jugées

par les Conseils de guerre d'Alger et de Tunis. Le troisième a été établi en Cochinchine pour le jugement des affaires du corps d'occupation du Tonkin.

Le conseil de révision est composé d'un président, général de brigade, et de quatre juges, savoir : deux colonels ou lieutenants-colonels; deux chefs de bataillon ou chefs d'escadron ou majors. (Art. 17.)

Il y a près de chaque conseil de révision un commissaire du gouvernement et un greffier.

Les fonctions de commissaire du gouvernement sont remplies par un officier supérieur ou un sous-intendant militaire. Il peut être nommé un substitut du commissaire du gouvernement et un commis greffier, si les besoins du service l'exigent.

Choix et nomination. — Le président et les juges du conseil de révision sont nommés par le général commandant la circonscription et pris parmi les officiers en activité dans cette circonscription. Ils peuvent être remplacés tous les six mois et même dans un délai moindre, s'ils cessent d'être employés dans la circonscription. Les nominations sont faites en suivant l'ordre du tableau prescrit par l'art. 19. (Art. 28.)

Le conseil de révision ne subit pas de modification dans sa composition à raison du grade de l'inculpé. Cette règle ne comporte qu'une exception prévue par l'art. 30. Au cas où le conseil de guerre dont le jugement est attaqué a été présidé par un général de division ou un maréchal de France, le conseil de révision doit être lui-même présidé par un général de division ou un maréchal de France.

Les commissaires du gouvernement sont pris parmi les officiers supérieurs ou parmi les sous-intendants militaires en activité de service ou en retraite; ils sont

nommés par le Ministre de la guerre. Les substituts sont pris parmi les officiers ou parmi les membres de l'intendance en activité de service: il sont nommés par le général commandant la circonscription. — Les conditions et les formes de la nomination des greffiers et commis greffiers sont les mêmes que devant les conseils de guerre.

Les conditions d'incapacité et d'incompatibilité sont également celles prévues par les articles 22 et suiv. C. J. m., à cette exception que l'âge de trente ans accomplis est exigé. (Art. 31.)

CHAPITRE II.

APPRÉCIATIONS DES RÉGLES DE LA LÉGISLATION ACTUELLE ET PROJETS DE RÉFORME

Ce très rapide coup d'œil d'ensemble jeté sur l'organisation des tribunaux militaires nous permet de résumer brièvement l'œuvre législative de 1857.

Un des griefs les plus sérieux élevés, et à juste titre, contre la loi de brumaire an V, qui régissait antérieurement à 1857 la justice militaire, c'est que, sous son empire la composition du conseil de guerre était laissée entièrement à l'arbitraire du général commandant la circonscription, qui pouvait, selon son bon vouloir, la modifier à tout moment. Ce ne sont pas des tribunaux que les conseils de guerre, écrivait, en 1825, M. Foucher ⁽¹⁾, ce sont des « commissions militaires ».

Actuellement, au contraire, c'est suivant leur ordre d'inscription sur le tableau prescrit par l'art. 19 C. J. m. que sont appelés successivement à siéger au conseil les officiers et sous-officiers, à moins d'empêchement reconnu valable par le général commandant la circonscription.

« Grâce à cette précaution, le conseil de guerre perd tout à fait le caractère d'une commission militaire créée en vue de telle affaire ou de tel accusé. On sait d'avance qui doit juger. Pour ne pas siéger, il faut un empêchement reconnu valable par le général commandant la circonscription, c'est-à-dire ayant une cause légitime, et

(1) FOUCHER, *Administration de la justice militaire en France et en Angleterre*. 1825.

quand le juge est empêché, soit par la maladie, soit par le service, ce n'est pas arbitrairement qu'un autre magistrat lui est substitué. C'est le sous-officier ou l'officier du même grade, immédiatement dans l'ordre du tableau, qui doit le remplacer (1) ».

La composition du conseil de guerre n'était pas en principe modifiée à raison du grade de l'inculpé et il pouvait se présenter des cas où l'inférieur était appelé à concourir au jugement de son supérieur. Une telle règle présentait de grands dangers : on pouvait craindre en effet ou bien que l'inférieur redoutant au cas d'acquiescement les représailles de son supérieur, n'exprimât pas son opinion en toute indépendance et ne se laissât plus facilement fléchir, ou bien au contraire que le subordonné ne fût animé de quelque rancune ou quelque inimitié personnelles vis-à-vis de son chef à raison du service, et qu'en ce cas il ne se laissât malgré lui dominer par de semblables considérations. Le code de 1857 met fin à cet état de choses. Désormais le conseil de guerre sera, conformément à l'article 40, modifié à raison du grade de l'inculpé de telle façon que les justiciables comparaitront toujours devant leurs supérieurs ou leurs pairs mais en aucun cas devant leurs inférieurs.

Ces deux réformes introduites dans les règles de la composition du conseil de guerre, constituent un progrès des plus sérieux. L'admission de ces deux règles concorde tellement avec les principes qui dominent l'organisation de la justice militaire qu'aujourd'hui encore elle ne fait l'objet d'aucune contestation.

Cependant si le législateur s'est efforcé d'assurer aux justiciables militaires des juges éclairés et indépendants,

(1) Rapport au Corps législatif.

il n'est pas bien certain qu'il ait pleinement réussi dans son œuvre. Depuis longtemps déjà des critiques très sérieuses et très acerbes ont été élevées, avec plus d'intensité peut-être en ces derniers temps, contre l'organisation des conseils de guerre.

Le législateur de 1837 avait fort bien compris toute la complexité du problème. « Il ne saurait y avoir de véritable justice, disait le général Allard dans l'exposé des motifs au Corps législatif, que là où règne une impartialité absolue, des lumières suffisantes pour apprécier les faits les plus divers, l'indépendance de position et ce détachement de tout intérêt et de toute préoccupation qui sont à la fois la garantie de l'accusé et celle d'une saine application de la loi. »

Jamais on n'a exprimé en termes plus exacts ni dans un langage plus élevé les garanties que la société est en droit d'exiger de ceux à qui elle confie la mission la plus élevée mais aussi la plus redoutable qui soit, celle de disposer de la vie, de la liberté et de l'honneur de leurs semblables. Le magistrat vraiment digne de ce nom doit avoir une connaissance parfaite des principes du droit et des textes législatifs qu'il est chargé d'appliquer. De plus et par-dessus tout, il doit ne se laisser guider que par sa conscience, être impartial, or il ne saurait y avoir de véritable impartialité que celle garantie par l'indépendance de position. Il faut encore au magistrat militaire, juge d'exception, appelé à connaître et à juger des infractions de nature particulière, quelque chose de plus. Il est nécessaire, et cette nécessité domine toutes les autres, qu'il ait une notion exacte des habitudes et des mœurs de l'armée, qu'il appartienne lui aussi à l'armée, qu'il soit lui aussi soumis à la loi qu'il est chargé d'appliquer. A cette condition seulement il appréciera sainement les infractions qui lui sont déférées, il

pourra apporter, dans l'exercice de ses fonctions, cette sévérité indispensable au maintien de la discipline militaire et qui mesure le châtiment non pas à l'immoralité du coupable mais aux conséquences de sa faute relativement à la collectivité à laquelle il appartient. Cette idée, fondamentale en la matière, nous la trouvons exprimée en ces termes dans le rapport au Corps législatif. « L'armée ne sent bien l'équité du coup qui est frappé que s'il part de ses rangs : c'est seulement devant ce juge, devant ce pair qui connaît ses habitudes, comprend son langage, sait les devoirs qu'il pratique lui-même, au sein de cette famille militaire qui remplace pour lui la famille absente que le coupable peut trouver une indulgence sans péril s'il n'y a eu que faiblesse, une justice non suspecte s'il y a eu crime. Traduit devant les tribunaux ordinaires le militaire y rencontre des magistrats qui ne peuvent avoir au fond du cœur ce sentiment vif et profond du devoir militaire qui est le guide et l'âme du juge d'épée. »

Les termes dont se sert en son intéressant ouvrage M. le Faure⁽¹⁾, pour exprimer la même idée, sont d'une énergie fort remarquable. « Pour appliquer une telle loi des juges civils seraient incompetents, ils ne pourraient comprendre cette nécessité absolue, loi suprême de la société militaire. Des officiers seuls auront le sentiment de ces devoirs, ils accepteront cette responsabilité, ils ne faibliront pas. Ils savent qu'aujourd'hui, demain ou plus tard il leur faudra donner leur vie sur le champ de bataille pour le salut commun. Ils n'hésiteront pas devant l'étendue formidable de leurs obligations. Seuls ils pourront juger : il faut avoir la mort devant les yeux pour agir ainsi. Celui qui condamne à la peine la plus

(1) LE FAURE : *Lois militaires de la France*.

sévère un homme coupable d'une faute légère serait un criminel s'il n'était lui-même dans la tourmente. »

Nous apprécierons plus loin ces considérations et nous verrons si elles s'appliquent aussi rigoureusement en toutes circonstances. Il nous suffit de dire en ce moment que l'idée que nous venons d'exprimer a eu une influence prépondérante, qu'elle a dominé le législateur, souvent au point de lui faire perdre de vue des nécessités non moins urgentes que nous avons aussi signalées : exiger des magistrats la science et l'expérience et assurer leur indépendance.

Science et Expérience

Tous ceux qui ont eu l'occasion de voir à l'œuvre les juges militaires et en particulier les membres du barreau, en contact journalier avec eux, se plaisent à reconnaître le soin qu'ils apportent à l'étude des dossiers et l'attention qu'ils prêtent à la discussion. Mais tous également savent combien ces magistrats sont étrangers aux questions si graves, soumises à leur appréciation. Certains d'entre eux, et il faut les en louer hautement, ne se cachent pas pour avouer leur inexpérience relativement à ces fonctions qui du jour au lendemain leurs sont déférées sans qu'ils puissent s'y refuser, le cruel embarras dans lequel ils sont trop souvent jetés et les angoisses qu'ils éprouvent. Écoutons cet éloquent aveu de l'un d'eux. « J'ai rempli par ordre, il y a de cela quelques années, la fonction de substitut du rapporteur près d'un tribunal militaire, et je puis affirmer sur l'honneur que je n'eus jamais l'âme plus torturée qu'à cette époque de ma vie, par suite de mon manque d'ex-

périence et de mon ignorance complétée des principes du droit que je n'avais jamais étudiés (1). »

Mais à côté de ces magistrats délicats et scrupuleux qui comprennent les vices de notre législation et qui hésitent avant d'engager leur responsabilité, combien d'autres ne se rendent même pas compte des difficultés de leurs fonctions. Pour tous ceux qui ont passé par les rangs de l'armée et qui ont pu constater quelle assurance en toute matière donne à l'officier sa situation, combien peu d'entre eux savent douter d'eux-mêmes, il est bien certain que cette catégorie d'officiers est de beaucoup la plus nombreuse.

Est-il bien étonnant d'ailleurs qu'il en soit ainsi ? Assurément non et ce serait de l'aveuglement que de faire aux juges militaires un grief de leur inexpérience en matière judiciaire : c'est de la loi et non des hommes qu'il faut faire le procès. Qu'a fait le législateur de 1857 pour assurer aux justiciables militaires des juges de par leurs études et leur savoir à la hauteur de la situation qu'il leur confiait ? La réponse est très simple : un examen bien sommaire va nous la dicter.

Commissaire du gouvernement et rapporteur. —

Quelles conditions d'aptitude exige-t-on aujourd'hui des fonctionnaires permanents de la justice militaire : les commissaires du gouvernement et les rapporteurs ? Aucune. Bien plus, ainsi qu'on l'a souvent fait remarquer avec juste raison les conditions actuelles du recrutement de ces fonctionnaires sont telles qu'il est impossible de rencontrer chez eux les qualités qui leur seraient le plus indispensables : la connaissance des

(1) Victor JANNESON, *Réforme des Conseils de guerre*, préface. Savine, éditeur.

lois et de la pratique judiciaire. Ces magistrats, nous le savons, sont, pour la plupart, choisis parmi les officiers en retraite. « Fatigués par de longues années de service, ils ont passé l'âge où l'homme peut se livrer avec fruits à des études de jurisprudence, où il jouit encore de cette facilité, de cette rapidité de conception, de cette souplesse d'esprit, indispensables pour bien saisir toutes les subtilités du droit criminel. Ils ne peuvent plus se former au talent de la parole et seraient dans l'impossibilité de résister à l'extrême fatigue d'une longue discussion en public (1). » Au reste les fonctions de commissaire du gouvernement ou de rapporteur sont une impasse ; un officier distingué ne se résoudra jamais à y faire sa carrière, il y perdrait à jamais son avenir : de telles situations ne sont plus aujourd'hui recherchées que par des officiers âgés ou que quelque infirmité permanente éloigne de l'activité. Et cependant l'importance et la gravité des rôles de commissaire du gouvernement et de rapporteur n'échappent à personne. Le rôle du rapporteur est l'analogue de celui du juge d'instruction devant la justice civile ; or les fonctions de juge d'instruction sont unanimement considérées comme une des plus délicates auxquelles un magistrat puisse être appelé au cours de sa carrière. Quant au commissaire du gouvernement, ses attributions correspondent à celles du Procureur de la République : si, en matière militaire, il n'a pas la direction de l'action publique, c'est à lui qu'incombe la mission souvent difficile de prendre la parole à l'audience, au nom de la société, et de défendre ses intérêts. Si l'on considère

(1) MOULY, tome I, page 521, cité par CHANSON, page 203, *Justice militaire pour l'armée de terre*, page 203. Paris, 1897. Marchal et Billard, éditeurs.

que le commissaire du gouvernement aura souvent à lutter contre les maîtres du barreau, rompus à la lutte judiciaire, et si l'on songe à l'impression que peut produire sur l'esprit de juges d'occasion l'éloquente parole d'un avocat, on se convaincra que la protection des intérêts de la société est bien insuffisamment assurée.

Juges des conseils de guerre. — Les officiers appelés à siéger comme juges, dans les conseils de guerre, ont-ils du moins reçu quelque préparation qui leur permette de remplir convenablement la mission qui leur est confiée ? Pas davantage.

Certains parmi les officiers, sont sortis des écoles de sous-officiers (Saint-Maixent, Versailles, Saumur) ; dans l'enseignement de ces écoles on peut dire qu'aucune part n'est donnée aux notions mêmes les plus élémentaires du droit.

Les officiers sortis des écoles militaires supérieures ont, à la vérité, reçu quelque vague enseignement juridique. « Mais là encore, qui ne sait combien l'étude du droit tient une place restreinte, en quel rang secondaire elle est reléguée dans la réalité des choses et dans les habitudes, sinon dans les programmes... Qu'importe donc aux yeux du jeune officier un peu plus ou un peu moins de science juridique. Il saura toujours condamner les malheureux (des criminels après tout) traduits en conseil de guerre. Puis enfin, s'il faut tout dire, la fierté de porter l'épée ne va pas, à vingt ans, sans quelque dédain pour les gens de loi, de simples robins. Les imiter serait presque déroger, et l'on ne déroge pas volontiers (1) ».

(1) CHANSON, *opus. cit.*, page 195.

Rien d'ailleurs de plus excusable, de plus légitime même, disons-le, de la part de ces officiers de s'adonner tout entiers aux études et aux exercices militaires, vers lesquels les ont particulièrement attirés leurs goûts et leurs aptitudes, et de s'occuper fort peu de « législation ». Aussi bien le souci de leur carrière, la préoccupation de leur avancement les y obligent, et à ces différents points de vue la science du droit ne saurait être d'une utilité quelconque au militaire. On ne peut cependant pas raisonnablement exiger d'un officier qu'il s'astreigne à une étude, si peu approfondie soit-elle, de la législation pénale ordinaire et militaire, pour le cas d'ailleurs incertain où, au cours de sa carrière, il serait appelé à siéger durant six mois parmi les juges d'un conseil de guerre.

Il est inutile de remarquer que si les officiers n'ont pas acquis ces connaissances juridiques, au moins élémentaires, pendant leur séjour à l'école, il leur sera impossible de les acquérir par la suite. Ce n'est vraisemblablement pas à des études de ce genre qu'ils occuperont leur vie de garnison, et ce serait folie de leur en faire un grief. Bien plus, et ceci est plus grave, « l'habitude d'obtenir une obéissance immédiate et sans discussion, jointe à la conscience de ce qu'il doit lui-même à la discipline, imprime à l'esprit de l'officier, juge accidentel, une rigidité qui le dispose mal aux tempéraments, aux nuances de la criminalité (1) ». En d'autres termes, il n'est pas de plus mauvaise préparation à l'exercice des fonctions judiciaires qu'un séjour prolongé dans l'armée.

Ce n'est pas tant encore la science juridique, la connaissance sommaire des textes et de l'interprétation

(1) CHANSON, page 207.

qu'ils comportent, qui manquent aux officiers : il se rait injuste, en effet, de ne pas reconnaître combien sont nombreux depuis quelques années les officiers qui font leurs études de droit et obtiennent les diplômes de licencié et même de docteur. Ce qui leur manque surtout, et il n'en saurait être autrement avec l'organisation actuelle, c'est l'expérience, c'est la pratique des affaires. « Ce qui fait le bon juge, c'est l'expérience », lit-on dans le rapport de M. Langlois au Corps législatif, mais on est tenté de sourire en constatant que la seule conclusion pratique que le législateur de 1857 ait su tirer de ce principe, c'est la prorogation de *trois mois à six mois* de la durée des fonctions des juges militaires. C'était considérer les fonctions judiciaires comme fort simples, ou bien croire que plus que tous autres les militaires sont aptes à les exercer !

Président. — Parmi les juges des conseils de guerre, le président remplit assurément le rôle le plus délicat. C'est toujours une mission très difficile que celle de présider les débats d'une juridiction répressive. S'agit-il de la présidence de la cour d'assises, un nombre assez restreint de conseillers de cours d'appel, tous magistrats de carrière, accèdent à cette fonction particulièrement délicate. Devant les tribunaux militaires, une difficulté nouvelle surgit, et ce n'est pas la moindre. Le président doit, devant cette juridiction, plus que devant toute autre, prêter une attention toute particulière à ne pas trahir son opinion, à ne pas laisser deviner par les autres juges qui siègent à ses côtés et sont tous ses inférieurs, sa manière de voir sur la cause soumise à leur appréciation. Si l'on y réfléchit sérieusement et si l'on songe qu'un seul mot, un geste même, peut révéler au juge la pensée du président, on voit que la di-

rection des débats devant un conseil de guerre, confiée à un homme qui n'est pas un magistrat de profession, présente des difficultés presque insurmontables.

Notons bien encore que, comme le président des juridictions ordinaires, le président du conseil de guerre est investi d'un pouvoir discrétionnaire qui lui permet d'employer un certain nombre de moyens pour arriver à la découverte de la vérité. Il peut aussi, en vertu du même pouvoir, poser comme résultant des débats, soit d'office, soit sur la demande de la défense ou du ministère public, certaines questions. Il a enfin la police de l'audience, et à cette occasion de très larges attributions lui sont conférées (1). Comment cet officier, dont la présidence du conseil de guerre n'est pas la seule occupation, puisqu'il est tenu également pendant cette période de satisfaire à toutes les exigences du service, sera-t-il suffisamment éclairé sur ses multiples fonctions ?

« La qualité d'officier et la connaissance approfondie du droit ne peuvent être exigées simultanément » (projet du gouvernement). Ce point est hors de doute et c'est assurément une exagération condamnable que de vouloir exiger, avec certains auteurs, le titre de docteur en droit de la part de juges militaires alors que le diplôme de licencié est seul requis des magistrats de droit commun. Et cependant il est non moins douteux que les connaissances juridiques soient indispensables aux juges militaires pour remplir dignement leurs fonctions. On a souvent comparé les magistrats militaires à des jurés (2). Cette comparaison est exacte à certains points

(1) Voir *infra*.

(2) Notre excellent confrère M. René Guyon, avocat à la cour d'appel de Besançon, a publié dans la *Revue politique et parlementaire* (numéro du 10 octobre 1900) un très intéressant article sur le fonctionnement des conseils de guerre. Il y présente les juges mi-

de vue ; les magistrats militaires, pas plus que les jurés, ne sont des magistrats de carrière, ce n'est qu'accidentellement qu'ils sont appelés à concourir au jugement des infractions à la loi pénale. Mais sous beaucoup d'autres rapports elle est fort erronée : elle laisse oublier que les juges militaires sont, à la différence des jurés, à la fois juges du droit et juges du fait, qu'après avoir résolu la question de culpabilité, ils sont chargés de faire eux mêmes l'application de la loi pénale, en un mot, que la juridiction militaire est une institution autonome et absolument indépendante de la justice civile. Aussi arrive-t-il souvent que les affaires soumises aux conseils de guerre soulèvent des questions juridiques complexes et délicates, « telles, pour ne parler que des plus fréquentes, les questions de compétence, de tentative, de complicité, de cumul des peines, de prescription acquise ou interrompue, de responsabilité, d'action publique et d'action civile, d'autorité de la chose jugée considérée comme mode d'extinction de l'action publique, etc., etc. (1) ». Toutes ces questions ne peuvent pas ne pas embarrasser les juges des conseils de guerre, et cependant, dans la nécessité de les résoudre séance tenante, il les tranchent souvent dans un sens contraire au vœu de la loi.

Conseils de Révision. — Si, des conseils de guerre, nous passons aux conseils de révision, dont les membres

litaires comme des jurés, mais le conseil de guerre est, à son avis, un jury perfectionné, à ce double point de vue que les officiers dont il se compose : 1° ont une culture intellectuelle générale supérieure à celle de la majorité des jurés ; 2° ils restent en fonctions pendant six mois, ce qui leur permet d'acquérir quelque expérience.

(1) CHANSON, page 196.

ne sont plus juges du fait mais uniquement du droit, devant lesquels on ne discute que des questions de procédure et de compétence, nous remarquons qu'aucune condition de capacité n'est requise des officiers qui les composent. Avec combien plus de raison protestera-t-on contre la législation actuelle. Est-ce une garantie que d'exiger des membres des conseils de révision un grade supérieur à celui dont sont pourvus les magistrats des conseils de guerre? Comment le prétendre? « De ce qu'on se bat bien, de ce qu'on connaît bien l'art de la guerre, l'on n'en est pas plus apte qu'un autre à réviser les formes d'un jugement; on peut être un excellent soldat et être fort mauvais légiste : aussi a-t-on vu souvent des jugements annulés pour des minuties lorsque plusieurs ont été confirmés quoiqu'ils renfermassent de véritables infractions à la loi ⁽¹⁾. » Le conseil de révision, c'est pour la juridiction militaire l'analogue de la cour de cassation pour la juridiction civile ; or, on a souvent fait remarquer que les fonctions de magistrat à la cour de cassation exigent un apprentissage tout spécial, même de la part des anciens premiers présidents de cours d'appel, magistrats de carrière et d'expérience. Il leur faut s'initier à des questions toutes nouvelles : ne voit-on pas chaque jour les maîtres les plus en renom des barreaux des cours d'appel hésiter à conseiller un pourvoi devant la cour suprême avant d'avoir au préalable sollicité l'avis d'un avocat à la cour de cassation⁽¹⁾ ? Les membres des conseils de révision militaires ne demeurent que six mois en fonctions : il est donc impossible qu'ils soient à la hauteur de leur tâche.

(1) FOUCHER, *Organisation de la Justice militaire en France et en Angleterre*, 1825.

Concluons donc en disant qu'aucun effort n'a été fait par le législateur pour assurer aux justiciables des tribunaux militaires la garantie de juges instruits et éclairés.

Indépendance de Position

Il importait de prémunir le juge militaire contre un double danger. Il fallait tout d'abord le mettre à l'abri de l'influence de ses collègues qui, ici plus que devant tout autre tribunal, était à redouter à raison de la grande disparité de situation qui sépare les différents juges du conseil de guerre : le président est colonel et l'un des juges est sous-officier ! Il convenait aussi de le mettre en garde contre une bienveillance excessive qui eût pu parfois être le résultat de la communauté d'existence et de la solidarité qui unissent étroitement les hommes exerçant la même profession.

A ces deux conditions seulement le juge militaire pouvait émettre son opinion en toute indépendance, avec toute l'impartialité désirable. Le législateur de 1857 s'était parfaitement rendu compte de cette nécessité : les diverses dispositions que nous allons signaler témoignent bien de cette double préoccupation. C'est pour assurer l'indépendance de tous les magistrats appelés à participer au même jugement que l'art. 131 C. J. m. prescrit au président de recueillir les voix en commençant par les grades inférieurs. Si l'article 13 C. J. m. a été rédigé tel qu'il figure aujourd'hui au Code, c'est bien parce que le législateur a craint les effets, nuisibles à la bonne administration de la justice, de l'esprit de corps et de la camaraderie auxquels les officiers auraient pu

(2) *Bulletin de la Société de législation comparée*, mars 1900.

involontairement céder. Le rapporteur au Corps législatif ne dissimule pas d'ailleurs sa manière de voir à cet égard. « Dans un tribunal composé de sept juges, où trois voix suffisent à l'acquiescement, il ne nous a pas paru sans danger, écrit-il, de faire siéger deux juges de même profession que l'accusé, faisant partie comme lui d'un corps très peu nombreux dont tous les membres se connaissent, qui ont des intérêts communs à défendre et un honneur commun à soutenir. Nous avons redouté l'esprit de corps, les affections personnelles, l'identité de position (1) ». C'est bien aussi pour la même raison que l'article 10 C. J. m. restreint à deux le nombre des juges du même grade que l'accusé, lorsque celui-ci est officier.

Et cependant, de l'avis de la plupart des auteurs, l'indépendance du juge militaire n'est pas suffisamment assurée par la loi. Pour atteindre ce résultat, diverses mesures ont été depuis longtemps proposées : entre autres et en première ligne la suppression des sous-officiers du nombre des juges militaires. Cette question est aujourd'hui encore vivement discutée.

Suppression des sous-officiers. — De vives protestations surgirent au sein du Corps législatif lorsqu'il s'agit de supprimer le sous-officier de la composition du conseil de guerre appelé à juger un officier, en vertu du principe général que l'inférieur ne peut juger le supérieur. C'est, disait-on, blesser d'honorables susceptibilités que d'écarter ainsi ces militaires des fonctions qu'ils ont toujours dignement remplies. C'est enlever à la juridiction militaire l'élément démocratique qui a toujours participé à sa composition, c'est

(1) Projet du gouvernement en sens contraire.

enfin réserver aux officiers seuls le droit d'être jugés par leurs pairs. La mesure fut néanmoins votée. Aujourd'hui de savants auteurs, aux ouvrages desquels nous renvoyons pour les très intéressants développements qu'ils comportent (1), proposent la suppression complète et absolue des sous-officiers dans la composition des conseils de guerre. C'était l'idée émise déjà par le célèbre criminaliste Le Graverend : « Je pense (2), écrivait-il, que l'on ne doit plus admettre de sous-officiers dans les tribunaux militaires, parce que le sous-officier n'a pas sur le siège l'indépendance nécessaire en présence de ses officiers ». C'est de la même idée que s'inspirent les auteurs que nous venons de citer et nous croyons cette idée exacte : son instruction peu développée, son état d'infériorité vis-à-vis de tous les autres juges empêchent d'une manière presque absolue le sous-officier de formuler un avis éclairé et indépendant. Ce ne serait pas, au reste, un motif suffisant pour faire rejeter une semblable innovation que la crainte de blesser les sous-officiers dans leur susceptibilité : l'intérêt de la justice doit passer avant toute autre préoccupation. Puis « les sous-officiers, dit M. Mouly, ne désirent guère que les fonctions qu'il se sentent aptes à remplir et ils sont, en général, plus embarrassés de ce mandat de juge, qui les saisit à l'improviste, sans préparation, qu'ils ne sont jaloux de le conserver ». Craint-on d'enlever aux justiciables les garanties auxquelles ils ont droit, « il n'est pas un soldat qui ne vous dise qu'il aimerait mieux être jugé par son général que par son caporal ou son sergent. Ce n'est qu'une manière de traduire cette observation bien

(1) M. TAILLEFER, *La Justice militaire dans l'armée de terre en France et dans les principaux pays*. Paris, 1895. Larose, éditeur.
M. CHANSON, *op. cit.*

2) LE GRAVEREND, *Traité de législation criminelle*, tome II, p. 645.

vieille que les jugements sont d'autant mieux rendus que les juges ont plus d'expérience et de lumières, qu'ils ont plus d'indépendance dans leur position (1) ».

La question sera posée devant les Chambres et elle y sera sans doute très vivement discutée. Un très remarquable projet, que nous étudierons par la suite, partant d'un point de vue tout autre, propose, en effet, non pas la suppression des sous-officiers, mais l'augmentation de leur nombre dans la composition des conseils de guerre appelés à juger un des leurs. L'article premier du projet Massé est ainsi conçu :

« Le tableau inséré à l'article 10 du Code du 9 juin 1857 est modifié ainsi qu'il suit :

GRADE DE L'ACCUSÉ	GRADE DU PRÉSIDENT	GRADE DES JUGES
Soldat.	Colonel ou lieutenant-colonel	1 chef de bataillon, chef d'escadron ou major. 1 capitaine. 2 soldats.
Caporal ou brigadier.	Colonel ou lieutenant-colonel	1 chef de bataillon, chef d'escadron ou major. 1 capitaine. 2 caporaux ou brigadiers.
Sous-officiers.	Colonel ou lieutenant-colonel	1 chef de bataillon, chef d'escadron ou major. 1 capitaine. 2 sous-officiers du grade de l'accusé.

(1) MOULY PIERRE, cité par Chanson, page 201.

Admission des hommes de troupe au nombre des juges des Conseils de guerre. — Est-il bien opportun, au moment où chacun reproche aux juges militaires leur peu d'instruction juridique et leur manque d'indépendance, de songer ainsi à remettre en honneur cette disposition de loi de l'époque intermédiaire qui appelait les caporaux et brigadiers ou les hommes de troupe, suivant le cas, à concourir au nombre de deux, au jugement de leurs camarades ? Tel n'est pas notre avis. A aucun point de vue en effet les hommes de troupe ne sauraient être des juges à la hauteur de leur tâche. Ce n'est pas à l'âge de vingt et un ou vingt-trois ans (il faudrait d'ailleurs déroger à l'article 22 C. J. m.) qu'il est possible d'avoir la pondération nécessaire à l'appréciation des faits soumis à une juridiction répressive. C'est à bon droit que l'on taxerait de légèreté le législateur qui confierait aux mains d'hommes aussi jeunes des intérêts aussi graves que la vie, l'honneur et la liberté de leurs semblables !

Comprendraient-ils suffisamment l'extrême importance de leur mission et ne serait-il pas à craindre qu'ils ne se laissent quelquefois et trop souvent dominer par un sentiment exagéré de la camaraderie ? Cette connaissance parfaite des mœurs et des habitudes de la vie militaire, si nécessaire aux juges des conseils de guerre, comment peut-on espérer la rencontrer chez des hommes qui n'appartiennent à l'armée que depuis quelques mois, deux ou trois ans au plus ? L'immense majorité d'entre eux considèrent l'obligation militaire comme un dur fardeau ; ils n'aspirent qu'au moment de leur libération, et c'est bien naturel ! Et c'est de leur appréciation que dépendrait le maintien de la discipline de l'armée ! Cette connaissance des lois pénales et de la pratique judiciaire, que l'on juge si utile aux magistrats militaires, son-

gera-t-on à l'exiger de nos soldats ? Enfin et au point de vue qui nous occupe en ce moment, il n'est pas besoin de longue réflexion pour reconnaître qu'il serait à peu près impossible à des hommes de troupe de donner leur avis avec toute l'indépendance et la liberté d'esprit désirables. Bien qu'ils soient appelés à formuler leur opinion avant tous autres, alors même que les suffrages seraient exprimés au scrutin secret, il n'en est pas moins vrai qu'il importe d'éviter autant que possible parmi les juges d'un même tribunal une trop grande disparité de situation. Asseoir des hommes de troupe aux côtés de leurs supérieurs hiérarchiques sous l'autorité desquels ils sont constamment et étroitement placés, qui à tout moment, en toute occasion, peuvent efficacement le leur rappeler, c'est, il faut le dire hautement, une innovation dangereuse à laquelle il ne faut pas s'arrêter.

Situation privilégiée des officiers. — Cependant, si les considérations que nous venons d'exprimer tendent à faire rejeter la proposition de M. Massé, il n'en est pas moins vrai qu'elle signale une particularité très fâcheuse de la loi militaire, à laquelle il faudra bien, par quelque moyen, porter remède. Cet honorable député a été frappé, et à bon droit, de la différence de situation existant devant les tribunaux militaires (1) entre les officiers

(1) Ce n'est pas seulement au point de vue des règles établies pour la composition des conseils de guerre que l'officier jouit d'une situation de faveur. L'étude des pénalités édictées par le C. J. m. révèle également en ce sens certaines particularités qui méritent d'être signalées. La question des peines étant en dehors du cadre de notre travail, nous nous contenterons de les mentionner. La législation militaire a édicté certaines peines spéciales dont les principales sont : les travaux publics et la destitution. (Art. 186 C. J. m.) La peine des travaux publics, bien que correctionnelle, revêt une gravité exceptionnelle puisque la durée pour laquelle

d'une part et les sous-officiers et hommes de troupe de l'autre. Les premiers bénéficient d'un véritable privilège de juridiction : parmi leurs juges ils sont toujours assurés de trouver deux officiers de leur grade, chez lesquels ils peuvent espérer rencontrer de bienveillantes disposi-

elle est prononcée varie entre deux et dix ans (art. 193 C. J. m.), et qu'elle est subie dans des établissements situés hors de France. (Voir LARCHER et OLIER : *Institutions pénitentiaires de l'Algérie*). Cette peine n'est pas applicable aux officiers. Elle est remplacée à leur égard par une double peine : 1^o celle de la destitution ; 2^o un emprisonnement dont la durée varie entre deux et cinq années. (Voir art. 217, 218, 219, 220 C. J. m.) Quelque graves que soient les conséquences de la destitution d'un officier (art. 192 C. J. m.) nous pensons que la situation de ce dernier est encore privilégiée relativement à celle de l'homme de troupe. Dira-t-on que l'officier destitué a sa carrière à jamais brisée? Il faut répondre que l'avenir du soldat condamné aux travaux publics est aussi irrémédiablement compromis? L'officier aura, à la différence du soldat, cet avantage appréciable de recouvrer quelques années, souvent cinq années plus tôt, sa liberté. La comparaison des peines édictées en matière de désertion à l'intérieur en temps de paix (art. 232 et 233 C. J. m.) contre les sous-officiers, caporaux ou soldats d'une part et les officiers de l'autre fait apparaître une flagrante inégalité. Tandis que les premiers sont punis de deux à cinq ans d'emprisonnement, l'officier « absent de son corps ou de son poste » (le législateur n'a pas cru devoir le qualifier de déserteur) n'est puni que de six mois à un an de la même peine. Et cependant combien la désertion de l'officier est plus grave que celle de l'homme de troupe : combien celui qui se soustrait aux devoirs qu'il s'était volontairement imposés, qui transgresse la première loi qu'il était chargé de faire respecter, est plus coupable que le soldat pour qui le service militaire est le plus dur des impôts !

Ainsi donc, en résumé : 1^o lorsqu'une plainte en conseil concerne un officier, elle aboutit le plus souvent à une simple peine disciplinaire ; 2^o au cas de poursuites il est constant que la proportion des acquittements est plus forte dans les affaires concernant les officiers que dans celles où sont inculpés les soldats ou les sous-officiers ; 3^o enfin, alors que la qualité d'officier devrait dans tous les cas être considérée comme une circonstance aggravante, elle motive le plus souvent une atténuation de peine. (Voir à ce sujet LALOÉ, *Observations sur la compétence des Conseils de guerre*, page 187.)

tions. Nous ne sommes pas les premiers à signaler combien la proportion des acquittements prononcés par les conseils de guerre est plus forte dans les affaires concernant les officiers que dans celles où sont inculpés des sous-officiers et homme de troupe (1).

Cette garantie, qu'il y a tout lieu de croire efficace, est refusée aux sous-officiers et hommes de troupe. A la vérité le conseil de guerre appelé à juger un sous-officier comprend parmi ses membres un sous-officier, mais en raison de l'imprécision du texte de la loi, ce sous-officier peut être l'inférieur ou le supérieur de l'accusé, rarement il sera son égal. Quant à l'homme de troupe il est jugé exclusivement par ses supérieurs. Pourquoi cette protection accordée ainsi au mépris de la logique et de la justice ? Si l'on doit protection aux accusés, on doit protéger plutôt le faible que le fort, et si les accusés méritent quelque intérêt, ils en méritent d'autant moins que leur situation est plus élevée et partant leur faute plus grave et moins excusable. On est habitué en France à se faire une autre idée de la justice et à considérer que le grand principe de l'égalité de tous devant la loi ne doit jamais être transgressé, pas plus en matière militaire qu'en toute autre matière.

C'est sous l'inspiration de ces idées que M. Massé a proposé de réparer la flagrante iniquité consacrée par la loi en accordant aux sous-officiers et hommes de troupe le même avantage qu'aux officiers : la présence parmi les juges des conseils de guerre de deux membres de leur grade ou de leur situation. Nous avons vu combien

(1) Victor FOUCHER, *Commentaire du Code de Justice militaire* (1858), page 270. Voir aussi le Rapport de M. Langlois au Corps législatif, où il est expressément reconnu que la proportion des acquittements est « de moitié pour les officiers, de trois septièmes pour les sous-officiers et d'un quart pour les simples soldats. »

cette innovation présentait d'inconvénients pratiques ; nous avons dit qu'elle était, à notre avis, irréalisable ; mais n'allons pas conclure qu'il faille conserver plus longtemps les dispositions de notre législation qui consacrent une si manifeste iniquité. Puisqu'il est impossible d'accorder à tous par le même procédé les mêmes avantages, il ne reste qu'un seul moyen de réparer l'injustice, c'est de supprimer la disposition de faveur dont bénéficient les officiers : leur situation redeviendra ainsi identique à celle des sous-officiers et hommes de troupe. Décider que tous les militaires, quels qu'ils soient, officiers ou soldats, seront jugés par leurs supérieurs, c'est, à notre avis, adopter la solution la plus conforme à l'esprit de la législation militaire. Notre savant maître, M. Berthélemy l'a écrit avec beaucoup de raison, « les décisions des conseils de guerre sont *des jugements par les chefs* », c'est commettre une grave erreur que de considérer leur juridiction comme une juridiction de *pairs* (1).

Supprimer dans la composition du conseil de guerre le sous-officier, interdire à l'homme de troupe l'accès des fonctions judiciaires, telles sont les solutions qu'exige le maintien de l'indépendance du juge. Convendra-t-il d'aller plus loin encore et de remettre en honneur une proposition mise en avant, toujours dans le même ordre d'idées, par M. le duc de Broglie en 1829. Il y demandait qu'aucun juge ne fit partie d'un conseil de guerre s'il n'était pourvu au moins du grade de capitaine. « Les grades de lieutenant et de sous-lieutenant, disait-il assez sévèrement, sont des grades que l'on traverse dans la première jeunesse, à l'époque de l'ambition, dans toutes

(1) H. BERTHÉLEMY. *Traité élémentaire de droit administratif*, page 367, note 2.

les illusions de l'avenir, dans toutes les espérances d'un avancement qu'il faut hâter à tout prix pour qu'il y ait quelque chance d'aspirer plus haut. C'est au grade de capitaine que commence l'indépendance relative (1). » Foucher poussait encore plus loin cette même idée lorsqu'il demandait que les conseils de guerre fussent toujours composés en majorité d'officiers supérieurs. « Quels seront les grades des juges, écrivait-il, ne pourraient-ils pas être déterminés ainsi qu'il suit ? Un maréchal de camp, président, un colonel juge, deux officiers supérieurs juges, trois capitaines juges (2). »

C'est assurément une question extrêmement délicate que de déterminer ou tout au moins de prévoir dans quelle mesure certains magistrats pourront être exposés à subir l'influence de leurs collègues, aussi devrat-elle être soumise au plus minutieux examen lors des travaux législatifs de la réforme des juridictions militaires. Quoi qu'il en soit, nous pensons qu'à tout le moins, à ce point de vue deux modifications paraissent désirables. 1^o La première innovation consisterait dans l'introduction dans notre code d'une disposition interdisant la présence dans le même conseil de guerre d'officiers du même régiment. Nous ne pouvons mieux faire, pour mettre en relief les graves inconvénients auxquels peut donner lieu cette lacune de notre législation que de mettre sous les yeux du lecteur le passage suivant de l'ouvrage de Foucher (1825). « Je voyais (3) dernièrement affiché un jugement où sur les sept membres, le président et quatre autres juges étaient du même corps. Qu'en résulte-t-il ? C'est que l'indépendance ne peut ré-

(1) DE BROGLIE. Rapport à la Chambre des pairs, 1829.

(2) FOUCHER, *op. cit.* (1825), page 18.

(3) FOUCHER, *op. cit.*, page 15 et suiv.

gner que difficilement dans les délibérations alors que chaque juge est appelé à donner son vote sous les yeux d'un chef dont son avancement dépend. Une autre réflexion que fait naître cette réunion d'officiers du même régiment c'est l'esprit de corps qui a toujours une grande influence. »

2° Bien que dans la pratique on évite généralement d'appeler un officier au jugement d'un homme de troupe (1) faisant partie du corps auquel il appartient lui-même, aucun obstacle légal ne s'y oppose. Et cependant il y a là tout au moins la possibilité d'un abus. Le chef qui connaît en bien ou en mal l'inculpé, son subordonné, ne peut pas le juger en toute indépendance; il apporte à l'audience une idée préconçue, favorable ou défavorable à l'accusé et c'est ce qu'il faut éviter. Le maréchal Marmont, (2) expliquant pourquoi on avait retiré aux colonels le droit de rendre la justice dans leurs régiments, écrivait : « On a voulu mettre les accusés à l'abri des passions personnelles des chefs, en les faisant juger par un tribunal composé en grande partie d'officiers étrangers à leur corps ».

Sans exprimer des soupçons aussi injurieux pour les chefs, nous croyons qu'il est utile de consacrer législativement la pratique judiciaire que nous venons de signaler.

Comment se fait-il donc qu'en présence de critiques aussi sérieuses, d'inconvénients aussi graves que ceux dont nous avons parlé, et qui depuis longtemps ont été formulés, l'organisation des conseils de guerre n'ait,

(1) L'art. 308 § 6 Code pénal militaire italien contient une disposition aux termes de laquelle un officier ne peut concourir au jugement d'un homme de sa compagnie.

(2) Maréchal MARMONT : *De l'esprit des Institutions militaires*.

depuis 1857, reçu aucune notable modification? C'est que, avant toutes autres, on a toujours considéré comme prédominante et fondamentale cette idée que le juge militaire devait, pour apprécier sainement les infractions qu'il est chargé de juger, appartenir à l'armée. Exiger des magistrats de l'ordre judiciaire certaines connaissances juridiques, assurer leur indépendance en consacrant leur inamovibilité, c'est chose facile, en théorie tout au moins. Vouloir, au contraire, trouver réunies ces conditions chez des officiers que rien n'a préparés au rôle qu'ils sont appelés à remplir, c'est, on le comprend, d'une difficulté très grande. Aussi la question de la composition des conseils de guerre et du recrutement de leurs membres est-elle aujourd'hui très discutée.

Examens des principaux systèmes proposés au sujet de la composition des tribunaux militaires. — Un assez grand nombre de systèmes ont été proposés pour résoudre ce problème : nous croyons pouvoir les ramener tous à deux types principaux. Ou bien on voudrait faire des juges militaires quels qu'ils soient, aussi bien rapporteurs et commissaires du gouvernement que juges proprement dits, des magistrats permanents, inamovibles. Ou bien au contraire et c'est aujourd'hui la théorie la plus en honneur, on reconnaît qu'il est nécessaire de créer une magistrature militaire. Cette magistrature serait composée de fonctionnaires spéciaux dont on exigerait certaines capacités, mais le corps de la justice militaire ainsi créé ne comprendrait pas les juges proprement dits, mais seulement les commissaires du gouvernement et les rapporteurs. Nous allons, au reste, exposer en tous leurs détails ces diverses théories.

Un premier système qui, aujourd'hui, semble à peu près ignoré, mais qu'il est intéressant de rappeler, a

pour lui l'autorité du célèbre jurisconsulte Le Grave-
rend. Il consiste à choisir les membres du conseil de
guerre exclusivement parmi les officiers en retraite.
Cette opinion a été également soutenue par le comte
Gaspard de Pons, dans son curieux ouvrage intitulé :
« Opinion d'un soldat sur la révision *prochaine* des lois
pénales militaires (1) ». On comprend les avantages d'un
tel mode de recrutement : les officiers en retraite exclu-
sivement occupés de ces fonctions judiciaires y acquier-
raient rapidement, pense-t-on, des connaissances suf-
fisantes. Chez eux aussi on aurait plus de chance de ren-
contrer une indépendance plus grande, car, leur carrière
terminée, ils sont à jamais exempts des soucis d'avenir,
des préoccupations d'avancement. Du reste, ajoute-t-on,
on soumettrait ces magistrats à un stage préparatoire de
deux ou trois ans par exemple, après lequel, suivant les
cas, on leur retirerait leurs fonctions ou bien, au con-
traire, on leur assurerait l'inamovibilité.

Mais les objections ne manquent pas. Ceux qui pen-
sent qu'il est nécessaire au juge militaire d'appartenir à
l'armée, craindraient sans doute que de tels magistrats ne
se départissent de la sévérité indispensable au maintien
de la discipline, et ne soient trop facilement portés à l'in-
dulgence. Puis, ce qui paraît plus sérieux, l'âge auquel
ces officiers accèderaient ainsi à de nouvelles fonctions,
s'il présente à certains égards des garanties, est un obs-
tacle presque absolu à l'acquisition de connaissances
nouvelles si peu en rapport avec leurs précédentes
études. C'est trop présumer d'un officier de cinquante
ans que de croire à la possibilité de son perfectionnement
rapide dans la science du droit et la pratique judiciaire.
A un autre point de vue, et l'on a beaucoup insisté sur

(1) Cet ouvrage a été publié en 1827.

cette considération, il faut songer qu'en temps de guerre les fonctions de juges aux conseils de guerre seront exclusivement dévolues aux officiers en activité de service : il importe donc de préparer ces derniers dès le temps de paix aux fonctions qu'ils rempliraient en cas de guerre.

Enfin et surtout, la raison principale qui, selon nous, ferait aujourd'hui, comme en 1857, échouer ce premier système s'il était encore soutenu, c'est qu'il présente le grave danger d'assurer à des juges criminels la perpétuité de leurs fonctions. Le législateur a de tout temps redouté l'exercice prolongé d'une magistrature répressive. Pourquoi, dans nos anciens parlements, établissait-on un roulement tous les dix mois entre les magistrats de la chambre criminelle, d'où lui était venu le nom de la chambre de la Tournelle ? C'est « afin que l'accoutumance de faire mourir et condamner les hommes n'altérât la douceur naturelle des juges et les rendit aucunement cruels et inhumains en exerçant continuellement leurs charges,⁽¹⁾ ». N'est-ce pas encore le reproche bien souvent formulé contre les magistrats des tribunaux correctionnels, que de prêter peu d'attention aux arguments de la défense, de confondre souvent en leur esprit l'inculpé et le coupable et de se contenter souvent de bien fragiles présomptions pour prononcer une condamnation ? « C'est avec la tête qu'on statue au civil, c'est le cœur qui dicte les sentences criminelles, écrit dans son remarquable ouvrage M. Abel ⁽²⁾. Demandez-le aux magistrats qui ont eu le *malheur* de siéger plusieurs an-

(1) DESMAZES : *Le parlement de Paris*, page 32.

(2) ABEL : *Du passé, du présent, de l'avenir de la Justice militaire en France*. Extrait de la *Revue historique du droit français et étranger*, mai-juin 1857.

nées comme président d'une chambre correctionnelle s'il n'est pas vrai que la sensibilité s'émousse par la vue incessante des turpitudes humaines ? Le grand avantage du jury, c'est de remettre le sceptre de la justice aux mains d'hommes neufs et impressionnables ». Ces inconvénients de la justice correctionnelle ont été depuis longtemps signalés et c'est pour y remédier qu'a été proposée, à plusieurs reprises, l'institution d'un jury correctionnel (1). Et cependant les magistrats chargés en France de la répression des délits, ne sont pas exclusivement investis de cette attribution : ils sont occupés, le plus souvent, par le jugement des affaires civiles. Combien le danger serait plus grand si l'on assurait aux membres des conseils de guerre la permanence de leurs fonctions, eux qui sont exclusivement chargés de la justice répressive et dont la compétence s'étend non pas seulement au jugement des délits mais à celui des crimes !

Le système soutenu aujourd'hui par M. Victor Jannesson en son ouvrage déjà cité se heurterait lui aussi aux mêmes inconvénients. D'après cet auteur il conviendrait pour le recrutement des membres des conseils de guerre de créer une école de droit militaire. Cette école « assurerait le recrutement de jeunes magistrats que l'on formerait aux idées de l'armée et à la discipline en même temps qu'on leur enseignerait à fond les principes du droit. Le recrutement des magistrats militaires serait ainsi assuré de la même manière que celui des membres du corps de service de santé. »

(1) Voir à ce sujet la proposition déposée sur le bureau de la Chambre, le 2 février 1899, par MM. Giroud, Groussier, Gervais, Peschard et Puech. Elle a été renvoyée à la Commission de législation criminelle. Voir également : *Le Jury correctionnel*, par H. COULON, avocat à la Cour. — Marchal et Billard, éditeurs.

Le principal mérite de cette théorie comme aussi de la précédente, c'est qu'elles se préoccupent toutes deux d'assurer non seulement à certains mais à tous les magistrats militaires les moyens de remplir leurs fonctions en connaissance de cause. Mais outre le grave reproche que nous lui avons adressé par avance et qui est d'occuper la vie entière de ces magistrats-officiers à la répression des crimes et des délits, le système de M. Jannesson présente encore de très sérieuses difficultés d'application. Tout d'abord la création d'une école de droit militaire et l'institution d'un corps de la justice militaire seraient l'occasion de très grandes dépenses : aussi bien l'urgence d'une semblable innovation paraît au moins contestable au moment où il est question de restreindre dans des limites assez étroites la compétence des tribunaux militaires. De plus, croit-on que le séjour de quelques années dans une semblable école puisse donner à ces jeunes gens une connaissance exacte de l'armée et de ses mœurs ? Non : ce n'est pas parce qu'ils porteront l'uniforme et manieront l'arme quelques heures par semaine qu'ils sauront ce qu'est l'armée. Prétendre que les officiers sortis des écoles militaires supérieures ne savent pas ce qu'est la vie de caserne parce qu'ils n'ont pas vécu de l'existence du soldat, c'est assurément une exagération : par le contact journalier qu'ils ont avec leurs hommes, ces officiers acquièrent l'expérience qui leur faisait défaut au début de leur carrière. Mais combien cette remarque sera rigoureusement exacte lorsqu'elle s'appliquera à des juges militaires recrutés ainsi qu'on le propose et qui ne seront officiers que de nom. A quoi bon, en résumé, une semblable réforme ? De deux choses l'une : ou bien la connaissance de la vie et des mœurs du soldat est indispensable aux juges militaires (c'est actuel-

lement la seule justification des conseils de guerre) et en ce cas les juges recrutés par ce procédé seront manifestement insuffisants à cet égard, ou bien au contraire il est à la portée de chacun d'apprécier les infractions au devoir militaire, en ce cas pourquoi créer une école de droit militaire ? C'est un rouage inutile : les juges civils sont de tous points supérieurs. Ajoutons que, d'après l'état actuel de nos lois, il est fort peu de magistrats qui n'aient passé au moins une année dans les rangs de l'armée. Ce séjour, si court soit-il, leur en a assurément appris plus long que le passage pendant plusieurs années dans une école de droit militaire !

Cette conception des tribunaux militaires permanents semble aujourd'hui et avec raison assez peu en honneur. Mais à défaut d'un conseil de guerre composé entièrement de magistrats permanents, ne serait-il pas tout au moins désirable que quelques-uns de ces magistrats dont le rôle semble le plus important soient choisis de manière à présenter toutes garanties de savoir et d'indépendance, et deviennent également inamovibles. C'était l'opinion de Foucher. « Je penche (1), écrivait-il, pour que la partie agissante des conseils de guerre (si j'ose m'exprimer ainsi) soit seule inamovible ». C'est également l'avis de M. Chanson. L'objection principale à ce système n'a pas échappé à ses partisans : elle est en effet facile à prévoir. Si le président du conseil de guerre est un magistrat de carrière, expérimenté et de plus inamovible, l'influence que peut exercer sur ses collègues sa seule supériorité de situation deviendra beaucoup plus redoutable. C'est une idée toute naturelle de la part de juges peu expérimentés de dégager leur responsabilité dont ils sentent souvent très lourdement

(1) FOUCHER, *op. cit.*, page 15 et suiv.

le poids, en s'en remettant à l'avis de leurs collègues plus instruits et plus éclairés. Il suffit d'avoir quelque habitude des débats devant les cours d'assises pour se convaincre de l'influence qu'un juré peut exercer sur ses collègues s'il occupe une situation plus élevée que la plupart d'entre eux et surtout s'il a quelque pratique des affaires judiciaires. Devant un conseil de guerre, chaque fois qu'il se présenterait une question soulevant quelque difficulté juridique, et les cas seront nombreux, on peut prévoir que toujours ou presque toujours l'opinion du président prévaudrait. Sans doute l'avis du président, magistrat éclairé et expérimenté sera, dans la majorité des cas, conforme à la vérité et à la justice : l'influence du président s'exercera le plus souvent dans l'intérêt de la société et des accusés. « Les procédures seraient mieux instruites qu'elles ne peuvent l'être aujourd'hui, écrivait Le Graverend, les débats seraient dirigés avec plus de soin, l'accusation serait développée avec plus de méthode parce que le président et le commissaire du gouvernement n'étant plus distraits de leurs fonctions judiciaires par d'autres occupations ne tarderaient pas à acquérir une grande habitude des affaires, une grande facilité à les traiter et c'est ainsi qu'ils influeraient sur les jugements qui émaneraient du conseil. » Mais ne savons-nous pas que l'habitude de juger émousse la sensibilité du magistrat criminel ou correctionnel : ce magistrat, après quelques années de carrière est presque fatalement enclin à voir facilement la culpabilité. Les présidents d'assises en particulier sont pour la plupart tellement dominés par cette idée que les accusés ne seraient pas poursuivis s'ils n'étaient pas coupables qu'ils ne font qu'un avec le Ministère public et que l'interrogatoire auquel ils procèdent est un premier réquisitoire. C'est ce danger du rôle prépondérant du

président qui serait particulièrement à redouter si, seul parmi les juges, il était magistrat permanent et inamovible.

Système du projet du Gouvernement. — Ces raisons ont, sans doute, influé sur la rédaction du projet du gouvernement. Ce projet n'apporte, en effet, aucune modification aux règles qui concernent le recrutement des juges proprement dits appelés à siéger dans les conseils de guerre. On continuera donc à les choisir comme par le passé sans exiger d'eux aucune condition d'aptitude et de capacité. La réforme proposée ne concerne que le recrutement des membres des parquets militaires, ou pour parler plus exactement, des commissaires du gouvernement et des rapporteurs. Elle peut se résumer ainsi qu'il suit. Le gouvernement considère que les rôles confiés au commissaire du gouvernement et au rapporteur sont d'une importance considérable et que l'influence de ces magistrats est très grande sur la solution des affaires soumises aux conseils de guerre. Il convient donc d'assurer dans les meilleures conditions possibles leur recrutement. Pour concilier les divers intérêts qui s'élèvent en cette matière, et pour s'assurer le concours de magistrats tout à la fois au courant des questions juridiques et connaissant les habitudes de l'armée, le moyen suivant est mis en avant. Les commissaires du gouvernement et les rapporteurs seront choisis à la suite d'un concours dont les bases et les programmes seront ultérieurement déterminés d'après des règles analogues à celles employées pour le recrutement des membres de l'intendance. Ce concours aura lieu parmi les officiers en activité de service ayant atteint le grade de capitaine. Il sera ainsi créé un corps de justice militaire ayant une hiérarchie propre et indépen-

dante dont les membres seront officiers mais non assimilés. La carrière honorable et les assurances d'avancement que l'on offrira à ces officiers, séduiront vraisemblablement un assez grand nombre d'entre eux que leurs aptitudes particulières attirent de préférence vers ces fonctions. Ainsi les commissaires du gouvernement et les rapporteurs ne seront plus comme ils l'étaient jusqu'ici des officiers en retraite âgés et peu expérimentés. L'article 6 du projet détermine les différents grades auxquels peuvent être successivement promus les magistrats militaires. Il est ainsi conçu : « La hiérarchie et le rang des fonctionnaires qui en font partie sont ainsi réglés :

<i>Commissaire-inspecteur....</i>	Général de brigade.
<i>Commissaire de 1^{re} classe...</i>	Colonel.
<i>Commissaire de 2^e classe...</i>	Lieutenant-colonel.
<i>Rapporteur de 1^{re} classe....</i>	Chef de bataillon.
<i>Rapporteur de 2^e classe....</i>	Capitaine.

L'avancement a lieu *exclusivement au choix*.

Le cadre constitutif est fixé conformément au tableau annexé à la présente loi.

Les lois et décrets relatifs aux pensions militaires, les tarifs de ces pensions, les lois et décrets relatifs aux limites d'âge des officiers et assimilés, à la durée minima des services à accomplir dans chaque grade pour être promu au grade supérieur, sont applicables aux fonctionnaires de la justice militaire suivant le rang que chacun d'eux occupe dans la hiérarchie ».

Que penser de cette réforme ? Sans doute elle n'est pas à l'abri de certaines critiques. On dira peut-être en effet qu'elle n'est qu'une demi-mesure, qu'il eût été préférable ou bien d'exiger de tous les magistrats sans exception appelés à participer à l'administration de la jus-

tice militaire les mêmes garanties, ou de maintenir les règles actuelles. Il est, croyons-nous, facile de répondre aux partisans de la première idée que déjà le législateur de 1857 appelait de ses vœux la réforme qu'ils proposent aujourd'hui. « Votre commission, lit-on dans le rapport au Corps législatif, serait tentée à cette occasion d'exprimer un vœu : ce serait que l'étude des lois militaires fut encouragée par l'Etat dans les écoles militaires comme dans l'armée. Les conseils de guerre sont les juges du droit aussi bien que du fait et rien ne supplée la science, soit pour suivre une instruction criminelle, soit pour exercer à l'audience les difficiles fonctions du ministère public ». Si l'amélioration de l'instruction juridique dans l'armée n'a pas encore été depuis si longtemps réalisée, c'est très probablement qu'elle est irréalisable. Quant à maintenir les règles anciennes, c'est vouloir de parti pris se montrer hostile à tout progrès. N'est-ce pas un progrès en effet que de rencontrer auprès de chaque tribunal militaire les fonctions les plus importantes aux mains de magistrats instruits et éclairés. Si l'instruction est dirigée par un savant magistrat, le plus souvent l'affaire sera parfaitement élucidée dès avant les débats : combien alors la tâche du juge deviendra plus facile, combien il prendra parti avec plus d'assurance !

En son réquisitoire, le commissaire du gouvernement pourra parfois faire la lumière sur des questions qui sans ses explications seraient demeurées pour les juges du conseil de guerre de véritables énigmes. N'est-ce pas des avantages appréciables ? (1) De plus l'influence de ces

(1) Certains auteurs ajoutent que le commissaire du gouvernement, magistrat de carrière et d'expérience pourra devenir pour le président et les juges du conseil de guerre un guide précieux

magistrats n'est plus ici à redouter comme l'eût été celle d'un président choisi dans les mêmes conditions.

Certains auteurs, s'inspirant des mêmes idées, proposent des moyens différents relativement au recrutement des membres des parquets militaires. « Quand on veut, dans l'armée, écrit M. Seligman (1), avoir des hommes de valeur, ayant des connaissances spéciales, on procède comme on fait par exemple pour les établissements d'artillerie pour les écoles militaires. On y détache des officiers pendant un certain nombre d'années. » De même l'on pourrait, ajoute-t-il, déléguer de jeunes officiers, lieutenants ou jeunes capitaines auprès des parquets des tribunaux ou des cours d'appel. Après un stage auprès des juridictions de droit commun,

dans l'exercice de leurs difficiles fonctions. « Il saurait au besoin, écrit M. René Guyon dans l'article que nous avons cité, d'un mot ou d'un geste discret, rappeler à un président, encore novice et encore brouillé avec la procédure des débats, une formalité essentielle d'interrogatoire ou de constatation. Le Ministère public, en dehors de son rôle, peut ainsi devenir, grâce à son expérience une sorte de surveillant de la forme et assurer aux débats la régularité procédurière qu'ils doivent revêtir. » Nous croyons qu'il faut n'accepter cette idée qu'avec une prudente réserve. C'est à notre avis une des critiques les plus sérieuses que mérite le projet du gouvernement de créer un magistrat dont, par la force même des choses, l'influence deviendra prépondérante. Sur toutes les questions un peu délicates avec lesquelles les magistrats militaires ne sont pas familiarisés, ils écouteront plutôt que le défenseur de l'accusé le commissaire du gouvernement qui, en même temps que jurisculte est comme eux un militaire : il est facile de le prévoir. Or cette influence prépondérante du magistrat du Ministère public est particulièrement redoutable : il est à craindre qu'elle ne s'exerce pas toujours dans l'intérêt de la justice et de la vérité. Ce n'est pas sans motifs que le législateur de 1857 (art. 131 C. J. m.) a interdit au commissaire du gouvernement l'accès de la chambre des délibérations. Voir à ce sujet au *Bulletin de la Société générale des prisons* (janvier 1900) l'article de M. Leredu.

(1) *Bulletin de la société de législation comparée*. Mars 1900.

ces officiers seraient nommés substitués, puis rapporteurs : ils passeraient quelques années dans ces fonctions, puis retourneraient dans l'armée pendant un certain temps et de nouveau rentreraient avec le grade de commandant et en qualité de commissaire du gouvernement dans l'administration de la justice militaire.

M. Chanson propose lui aussi un moyen analogue, mais beaucoup plus compliqué que ce dernier (voir page 206, *op. cit.*).

Nous pensons qu'à ces deux systèmes quelque ingénieux qu'ils puissent paraître, il faut préférer le système du gouvernement. Les fonctions de commissaire du gouvernement et de rapporteur sont en effet très délicates et exigent une grande expérience. L'exercice prolongé de semblables attributions, loin de faire redouter les inconvénients signalés tout à l'heure à propos des juges proprement dits, ne saurait présenter que des avantages. Au reste le projet du gouvernement relatif au choix des magistrats des parquets militaires fait partie d'un ensemble de réformes dont il ne faut pas le séparer et ces réformes paraissent très désirables. Les fonctionnaires de la justice militaire devenus de véritables magistrats, ne seront plus désormais les subordonnés du général en chef, ils agiront en pleine indépendance : cette modification à elle seule, nous le verrons plus loin, a une extrême importance. La restriction de la compétence des tribunaux militaires aux délits militaires, également proposée par le même projet, simplifiera notablement le rôle des juges du conseil de guerre et atténuera ainsi dans une certaine mesure les inconvénients que font craindre leur inexpérience.

Nous croyons cependant que le principal grief que puisse soulever le projet actuel c'est de ne s'être

aucunement préoccupé des juges militaires proprement dits, c'est-à-dire des officiers appelés à concourir aux jugements des conseils de guerre. Peut-être eût-il suffi de quelques mesures faciles à réaliser pour donner satisfaction à de nombreux adversaires : n'est-il pas simple en même temps que très utile de décider par exemple que la durée des fonctions judiciaires sera prolongée de six mois à un an ou à deux ans ? (1) Ou bien n'aurait-on pas pu proposer que pendant la durée de leurs fonctions judiciaires les officiers soient exemptés de leur service habituel, afin qu'ils puissent se consacrer exclusivement à leurs nouvelles attributions ?

Quoiqu'il en soit, nous considérons que la réforme dont nous venons de parler, bien qu'elle ne supprime pas toutes les difficultés, constituera une heureuse innovation dont il faut souhaiter la prochaine réalisation.

Unité de la juridiction militaire en France ; critiques. — La création d'une magistrature militaire aura-t-elle pour conséquence nécessaire l'institution de tribunaux militaires nouveaux correspondant aux diverses juridictions répressives établies dans l'ordre civil ? Nous savons en effet que toutes les infractions commises par des militaires, quelque gravité qu'elles affectent, qu'elles soient qualifiées par la loi contravention, délit ou crime, relèvent de la connaissance d'une juridiction unique, les conseils de guerre. En matière ordinaire au contraire les contraventions sont jugées par les juges de simple police, les délits par les tribunaux correctionnels établis aux chef-lieux d'arrondissement, les crimes par les cours d'assises. La juridiction militaire

(1) L'article 305 du Code pénal militaire italien fixe à deux années la durée des fonctions des juges militaires.

demeurera t-elle un tribunal unique ou bien devra-t on créer des cours d'assises militaires, des tribunaux correctionnels et de police militaires? Cette dernière solution est actuellement proposée par un auteur très compétent en cette matière, M. Victor Jannesson. Sans doute le fonctionnement des juridictions d'exception est d'autant plus parfait qu'il se rapproche davantage des règles du droit commun, mais, au cas particulier, nous ne pensons pas qu'une réforme aussi considérable doive être opérée. L'auteur cité plus haut reconnaît lui-même qu'avant d'instituer des cours d'assises militaires, il y aura lieu de décider s'il convient de faire intervenir le jury en matière militaire. C'est précisément ce point de départ très contestable qu'il faudrait établir. Nous ne croyons pas, pour notre part (nous nous sommes déjà expliqués sur ce point), qu'il faille considérer le conseil de guerre comme une juridiction de pairs, mais bien au contraire comme une juridiction de supérieurs. Un semblable système, vicieux en son point de départ, prêterait également aux critiques en son application. Instituer pour le jugement d'un officier un conseil de guerre composé uniquement d'officiers du même grade que l'inculpé, c'est créer un danger pour l'impartialité du juge. C'est de plus une disposition nouvelle à ajouter à celles déjà nombreuses qui existent dans notre code en faveur des officiers : il suffit pour s'en convaincre de constater combien le nombre est restreint d'officiers du même grade, surtout d'un grade élevé, dans la même région.

Comment, toujours d'après M. Jannesson, sera composé le jury appelé à juger les hommes de troupes? Il faut bien aussi que leurs juges soient leurs égaux, on devra donc exclure formellement les officiers. Mais il faut également que les juges des crimes militaires aient quelque connaissance des mœurs et des habitudes de

l'armée. Pour concilier ces diverses exigences, M. Jannesson propose le moyen suivant. « Qui empêcherait par contre, écrit-il, d'établir des listes sur lesquelles on choisirait le nom de jurés militaires en faisant appel à la réserve et à l'armée territoriale ? Rentrés dans leurs foyers après l'accomplissement de leur temps de service dans l'armée active, ces hommes se trouveraient assez initiés aux mœurs et à l'esprit de l'armée etc., etc. » Nous avons exposé les inconvénients que présente l'introduction des simples soldats dans les conseils de guerre, nous nous contenterons de renvoyer aux explications plus haut données sur ce point, persuadés que les mêmes obstacles, s'opposent, bien qu'avec une force inégale, à cette nouvelle modification. Comment, l'on exclurait des conseils de guerre les officiers en retraite pour la raison que, ne faisant plus partie de l'armée, ils n'ont plus assez vivace en leur esprit le souvenir des exigences de la vie militaire, et l'on y introduirait des hommes qui souvent n'ont même pas compris la nécessité des règles sévères qu'ils ont dû subir ! On les constituerait les arbitres souverains des violations du droit militaire ! Nous ne croyons pas qu'il soit possible d'agir ainsi.

Quant à la création de tribunaux correctionnels militaires à l'image des tribunaux correctionnels ordinaires, l'utilité ne s'en fait pas non plus sentir. Le conseil de guerre actuel composé de sept juges ne présente-t-il pas de suffisantes garanties, bien supérieures à celles que l'on pourrait espérer d'un tribunal correctionnel ?

Reste l'institution de tribunaux militaires inférieurs destinés à connaître des infractions de peu de gravité. Nous pensons avec de savants jurisconsultes ⁽¹⁾ qu'en

(1) M. l'avocat général MEYNIEUX, *La Réforme du Code de Justice militaire*. — *Gazette des Tribunaux* du 22 octobre 1898.

créant sous le nom de conseil ou tribunal de régiment ou sous quelque autre appellation, une juridiction tendant à réaliser ce but, notre code, se conformant ainsi aux législations en vigueur dans de nombreux pays de l'Europe (1), réalisera une heureuse réforme. Sous l'empire de la loi de 1857 qui nous régit, il peut dépendre du général de renvoyer devant le conseil de guerre le militaire inculpé d'une simple contravention. Outre la longue procédure occasionnée par une semblable décision, est-il bien nécessaire d'infliger à l'auteur d'une faute légère l'humiliation d'une comparution devant le conseil de guerre? Ne serait-il pas plus sage d'établir pour le jugement des contraventions, et même des délits de peu d'importance, une juridiction fonctionnant à l'exemple des conseils de discipline, dans chaque régiment ou corps de troupe? Quand il s'agit d'une infraction légère, les chefs de corps hésitent à faire traduire un militaire devant un conseil de guerre, dans la crainte d'un acquittement qui produirait un déplorable effet au point de vue de la discipline : ils infligent alors des peines disciplinaires. Mais, puisque l'on recherche avant tout, en matière de justice militaire, l'exemple et l'intimidation, le système de répression que nous venons d'indiquer serait infiniment plus efficace à cet égard. Il conviendrait, aussi, ajoute M. l'avocat général Meynieux, comme complément d'une semblable réforme, de décider que les condamnations prononcées par ces tribunaux militaires inférieurs ne figureront pas au casier judiciaire; telle est également notre opinion.

Résumé des réformes qui paraissent désirables. —
Résumons en terminant cette longue étude, les mo-

(1) Voir *infra*.

difications qui nous semblent devoir être apportées à l'organisation de la justice militaire. La juridiction militaire, avons-nous dit, est une juridiction de supérieurs et non de pairs, et c'est avec raison qu'on peut reprocher au législateur de 1837 d'avoir méconnu le principe de l'égalité de tous devant la loi et créé en faveur des officiers un véritable privilège de juridiction. Pour rétablir l'égalité il nous semble nécessaire de décider, à l'exemple de la loi italienne, (1) que tout militaire, officier, sous-officier ou homme de troupe sera jugé exclusivement par ses supérieurs.

Pour obtenir une justice plus éclairée, nous avons exposé le système qui nous paraît préférable, savoir le recrutement des commissaires du gouvernement et des rapporteurs dans des conditions présentant toute garantie de savoir et d'impartialité. Ce système, quoiqu'il offre des avantages, est à notre avis, incomplet : il y manque quelque disposition permettant au juge militaire proprement dit d'acquérir une plus grande expérience de ses fonctions judiciaires. (2)

Pour assurer l'indépendance du juge, nous avons également signalé diverses mesures utiles : 1° la suppression des sous-officiers dans les conseils de guerre, 2° l'interdiction pour les officiers d'un même régiment de siéger dans le même conseil de guerre, 3° la prohibition pour un officier de participer au jugement des militaires appartenant au corps de troupe dont il fait lui-même partie.

L'ensemble de ces réformes, constituera, nous en sommes persuadé, un progrès très sérieux sur la législation actuellement en vigueur.

(1) Article 312, Code pénal militaire italien.

(2) Voir *supra*.

Conseils de Révision. — Il nous reste un mot à dire de la question des conseils de révision « Les tribunaux militaires, écrivait M. Langlois, seront bien organisés si l'accusé y est protégé contre les violations de son droit d'accusé, contre les fausses applications de la loi, par une juridiction supérieure en lumières, en importance et en dignité. » Les conseils de révision militaires, juridiction de recours extraordinaire répondent-ils à toutes ces exigences ? Assurément non : l'étude que nous en avons faite, les critiques qu'ils soulèvent depuis fort longtemps, nous amènent tout naturellement à cette réponse. Nous avons exposé d'une manière assez explicite notre opinion sur cette matière pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Mais quelles modifications apporter à ce régime ? Sur ce point deux opinions se sont fait jour. D'après certains auteurs très considérables⁽¹⁾, il conviendrait de constituer à la place du conseil de révision actuel une juridiction mixte composée à la fois de magistrats civils et d'officiers supérieurs. Cette solution, aux yeux de ses partisans, aplanit toutes les difficultés ; les magistrats civils choisis parmi les conseillers à la cour de cassation apporteraient à ce tribunal suprême l'appoint précieux de leur expérience juridique et les officiers le concours de leurs connaissances militaires. Quelque ingénieux que paraisse ce système, on a fait remarquer avec raison que le concours des magistrats officiers était assez peu nécessaire, les questions soumises au conseil de révision étant des questions de droit et non de fait : l'intérêt de la discipline n'y est pas en jeu. Cette réflexion a conduit d'excellents esprits à proposer l'attribution des recours contre les décisions des conseils de guerre à la cour de

1) M. MEYNIÉUX, *op.cit.*

cassation. Cette réforme figure aujourd'hui dans les projets principaux dont nous avons parlé. (Projet Massé, projet du gouvernement.) Les objections qu'il a soulevées ne semblent pas devoir le faire repousser : la principale est le retard ainsi occasionné à la solution des affaires militaires, mais rien ne s'oppose à l'adoption d'une mesure obligeant la cour de cassation à statuer dans un délai déterminé ; au reste, il ne faut pas l'oublier, le militaire qui se pourvoit en révision est un condamné et non un inculpé. Cette réforme, à l'exclusion de toute autre, présenterait cet avantage immense de réaliser l'unité de jurisprudence en matière criminelle ; il arrive quelquefois que les conseils de révision qui statuent non seulement sur des questions militaires mais qui ont à résoudre fréquemment des problèmes de droit pénal ordinaire adoptent au sujet de ces dernières des solutions directement opposées à celles consacrées par la Cour de Cassation. La contrariété des décisions de ces deux juridictions supérieures est assurément très fâcheuse et il importe d'y mettre fin.

CHAPITRE III.

APERÇU SUR L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX MILITAIRES DANS LES PRINCIPAUX ÉTATS DE L'EUROPE. RÉFORMES RÉCENTES.

L'organisation de la justice militaire de la France, comparée à celle des principaux états de l'Europe, présente les deux caractères très particuliers que nous allons signaler :

1° La répression de toutes les infractions, quelle qu'en soit la gravité et quels qu'en soient les auteurs, est confiée à une juridiction unique, les conseils de guerre dont les décisions sont souveraines et sans appel, et au-dessus desquels il n'existe qu'une juridiction de recours extraordinaire, les conseils de révision. L'examen des législations étrangères nous montrera au contraire que dans la plupart des nations, il existe : *a*) des tribunaux inférieurs dont relèvent les contraventions et les délits de moindre importance et des tribunaux d'un ordre supérieur qui connaissent des infractions plus graves ; *b*) une juridiction du second degré devant laquelle peuvent être déférées par la voie de recours ordinaire de l'appel, les décisions des tribunaux militaires.

2° L'administration de la justice militaire est, en France, parfaitement homogène. Elle est entièrement laissée aux mains de magistrats militaires : aucun fonc-

tionnaire civil n'y participe à une période quelconque de la procédure et à quelque titre que ce soit.

A ce dernier point de vue notre code de justice militaire présente une certaine analogie avec la législation anglaise qui, elle aussi, n'admet aucun magistrat civil dans le fonctionnement de la justice militaire.

Mais le plus grand nombre des codes militaires étrangers, consacrent au contraire la participation de l'élément civil à l'administration de la justice dans l'armée. Les uns confient les fonctions du ministère public et de l'instruction à des magistrats qui ne sont pas des officiers, les autres admettent même la présence parmi les membres des juridictions de jugement, d'un ou plusieurs magistrats civils, soit comme président, soit comme assesseurs.

C'est à ce double point de vue, que nous allons nous placer dans l'examen rapide de la législation militaire des principaux pays de l'Europe, en insistant cependant plus particulièrement sur les réformes récentes introduites en Allemagne par le code de procédure pénale militaire du 1^{er} décembre 1898, et en Belgique par le code de procédure pénale militaire du 15 juin 1899.

Angleterre

La justice militaire est organisée en Angleterre par une loi votée en 1879 sous le nom de « *The army discipline and regulation act.* » Les tribunaux militaires anglais sont composés exclusivement d'officiers, choisis autant que possible en dehors du corps de l'accusé, et en général d'un grade supérieur au sien. Ils sont nommés pour une seule affaire, par le chef qui ordonne la réunion du tribunal militaire. Mais à la différence de la législation française, la législation an-

glaise institue plusieurs tribunaux qui sont ; 1^o le conseil de guerre de régiment (*régiment court martial*) 2^o le conseil de guerre de district (*district court martial*) 3^o le conseil de guerre général (*général court martial*) 4^o le conseil général de campagne (*général field court martial*).

Conseil de guerre de régiment. — Il est réuni par l'ordre du chef du régiment. Il est composé de trois officiers et il juge les sous-officiers et soldats en matière disciplinaire et pour les affaires de peu d'importance. Il ne peut infliger plus de quarante-deux jours de prison.

Conseil de guerre de district. — Il est composé de cinq officiers et juge les sous-officiers et soldats pour les infractions plus graves sans pouvoir infliger plus de deux ans de prison.

Conseil de guerre général. — Il est formé de neuf membres et juge : 1^o les officiers en tout état de cause ; 2^o les sous-officiers et soldats coupables d'infractions punies de la peine des travaux forcés ou de la peine de mort. Tandis que devant les conseils de guerre de régiment et de district les fonctions du ministère public sont confiées à l'adjudant du régiment, il est adjoint au conseil de guerre général un fonctionnaire spécial, le *deputy judge advocate*, chargé de réunir sur la cause les renseignements nécessaires, d'assurer l'observation des formes de la procédure, et de veiller à ce que les droits accordés par la loi à l'accusé, soient sauvegardés.

Le général commandant le district a seul le pouvoir de convoquer les conseils de guerre généraux et de district.

Conseil de guerre général de campagne. — C'est un tribunal extraordinaire qui ne peut fonctionner que dans les possessions anglaises d'outre-mer. Il juge les offi-

ciers, sous-officiers et soldats, et est convoqué par l'officier commandant supérieur, lorsqu'il estime que l'affaire ne doit pas être soumise aux conseils ordinaires, ou qu'il s'agit d'attentats contre la propriété et les personnes. Il est composé de trois membres, exceptionnellement de deux, et si la condamnation est la mort ou les travaux forcés, elle doit, avant l'exécution, être confirmée par l'officier commandant en chef.

Italie

La justice pénale militaire est administrée en Italie par : 1° des commissions d'enquête (*commissioni d'inchiesta*); 2° des tribunaux militaires territoriaux (*tribunali militari territoriali*); 3° des tribunaux militaires près les troupes concentrées (*tribunali militari presso le truppe concentrate*); 4° le tribunal supérieur de guerre et marine (*tribunale supremo di guerra e marina*) (Art. 293 C. P. m.).

La Commission d'enquête joue un rôle analogue à celui des chambres de mise en accusation dans notre procédure criminelle de droit commun (Art. 420 et suivants C. P. m.).

Elle est, à la vérité, une juridiction de contrôle et de surveillance des actes du juge d'instruction. La commission d'enquête est composée d'un officier supérieur président et de deux capitaines; deux autres capitaines sont désignés en qualité de suppléants (Art. 300).

Le tribunal militaire près les troupes concentrées ne fonctionne qu'en temps de guerre. Enfin le tribunal supérieur de guerre et marine, comme notre conseil de révision, est une juridiction de recours extraordinaire, saisie seulement des questions de forme et de compétence. On peut donc dire qu'en Italie comme en France,

le jugement des infractions militaires, quelle que soit leur gravité, est confié à une juridiction unique, les *tribunaux militaires territoriaux*. Aucune distinction n'est faite par la loi italienne, entre la haute et la basse justice. Il convient cependant de noter que, s'il n'existe pas de tribunaux militaires inférieurs ayant pour mission de réprimer les contraventions et les délits de peu de gravité, le code pénal militaire italien renferme plusieurs dispositions permettant expressément, sous certaines conditions, au chef de corps de l'inculpé, d'éviter à ce dernier la poursuite devant le conseil de guerre en le punissant seulement de peines disciplinaires. Citons l'art. 212 qui au cas de vente, mise en gage d'effets militaires, autorise le chef de corps à n'infliger aux auteurs de ces infractions qu'une peine disciplinaire lorsqu'ils s'en rendent coupables pour la première fois et que la valeur des objets vendus ou mis en gage est inférieure à dix liras. L'art. 225 accorde à la même autorité un pouvoir identique au cas de vol (Art. 214) filouterie, appropriation indue, commis par des militaires, au préjudice d'autres militaires etc., etc., lorsque la valeur des objets soustraits ou dérobés ne dépasse pas cinq liras.

Mais à un autre point de vue, le système de la législation italienne se sépare nettement du code français de 1837. Si en Italie, comme en France, les fonctions de juges sont déférées exclusivement à des officiers, (Art. 295) si le rôle de magistrat instructeur est également confié à un membre de l'armée (Art. 298 : capitaine ou officier subalterne en activité ou en retraite), il existe, au siège de tout tribunal militaire de véritables magistrats étrangers à l'armée, ou qui du moins sont chargés exclusivement de fonctions judiciaires : *l'avocat fiscal militaire*, assisté d'un ou plusieurs substituts. L'un, comme les autres, doivent être

pourvus de leurs grades juridiques (Art. 299). Le rôle de ces magistrats est d'une extrême importance. Outre leurs attributions de l'audience, ils ont pour mission de surveiller les opérations de l'instruction et la loi leur accorde le droit d'intervenir et de prendre des réquisitions à tout moment de l'information. On comprend donc que le code militaire italien ait exigé de ces magistrats des connaissances juridiques très développées, mais on est surpris de constater qu'aucune condition d'aptitude ou de capacité n'est exigée des magistrats instructeurs.

Signalons en terminant que, à la différence des tribunaux militaires inférieurs composés exclusivement de militaires, le tribunal supérieur de guerre et marine est composé à la fois de magistrats militaires et de magistrats civils. L'art. 317 C. P. m. détermine ainsi la composition de ce tribunal : 1° un président qui ne peut être de grade inférieur à celui de lieutenant général ou de vice-amiral ; 2° huit juges savoir : trois conseillers d'état et deux présidents de section ou conseillers de cour d'appel.

Un projet de réforme du code a été déposé au sénat italien le 22 décembre 1891 et n'a pas encore été discuté.

Allemagne

Le code pénal militaire commun à tout l'empire allemand date du 20 juin 1872. Restait à accomplir l'œuvre de l'unification relative à la procédure et à l'organisation des tribunaux militaires. (1) Ce but a été atteint par

(1) Quatre codes particuliers étaient encore en vigueur en 1898 : 1° le code prussien du 3 avril 1845, successivement adopté par la Confédération de l'Allemagne du Nord, le grand-duché de Bade

la promulgation du nouveau code allemand de procédure pénale militaire du 1^{er} décembre 1898.

La loi allemande fait très nettement la distinction entre la *haute* et la *basse justice*. La basse justice ne s'étend qu'aux personnes qui n'ont pas rang d'officiers (Art. 14). Elle comprend seulement : 1^o les délits militaires punis d'arrêt et les contraventions (Art. 15); 2^o certains délits qui ne peuvent entraîner une peine supérieure à six semaines d'emprisonnement ou cent cinquante marcks d'amende, et dont l'art. 16 donne l'énumération. La haute justice s'étend à toutes les personnes justiciables de la justice militaire et comprend toutes les actions punissables (Art. 17).

La justice militaire, qu'il s'agisse de haute ou de basse justice, est exercée par les chefs de juridiction *Gerichtsherren* et par les tribunaux de jugements *erkennenden Gerichte*.

1. CHEFS DE JURIDICTION. — Les *Gerichtsherren* sont : 1^o pour la *basse justice* : a) *dans l'armée*, le commandant du régiment, le commandant d'un bataillon indépendant, le commandant d'une subdivision territoriale, le commandant de Berlin, le commandant d'une petite forteresse; b) *dans la marine*, le commandant d'une division de matelots, le commandant d'un détachement ou bataillon indépendant.

2^o Pour la *haute justice* : a) *dans l'armée* le général commandant, le commandant de division, le gouverneur

et l'Alsace-Lorraine; 2^o le code saxon du 4 novembre 1867; 3^o le code wurtembergeois du 20 juillet 1818, modifié par des ordonnances ultérieures; et 4^o pour la Bavière le code du 29 avril 1869, modifié par les lois des 28 avril et 27 septembre 1892 et 18 août 1879. (*Bulletin mensuel de la Société de Législation comparée*, n^o de février 1900. (Communication de M. Paul HAMEL.)

de Berlin, le gouverneur ou commandant d'une grosse forteresse, le gouverneur commandant d'une localité déclarée en état de guerre ; *b) dans la marine* le général commandant et le chef d'une station.

Les attributions du *Gerichtsherr* sont analogues à celles du général en chef dans notre législation. La conception est bien identique : le chef suprême doit être également le magistrat suprême.

Le *Gerichtsherr* a la haute surveillance des opérations de l'instruction confiée à ses assesseurs : officiers judiciaires, *Gerichtsoffiziere* ou employés de justice militaire *Kriegsgerichtsrathe* nommés les premiers par lui-même, les seconds par l'empereur. Ces magistrats sont les subordonnés du *Gerichtsherr*, ils doivent obtempérer à ses instructions et le *Gerichtsherr* est toujours en droit de prendre connaissance par lui-même de la procédure, sans pouvoir cependant prendre part directement à l'information (Art. 162).

Le *Gerichtsherr* est seul compétent pour ordonner l'emprisonnement préventif dans les cas déterminés par l'art. 176. La liberté provisoire doit être accordée par lui toutes les fois que la peine encourue par le délinquant sera celle de l'amende ou d'un emprisonnement n'excédant pas six semaines (Art. 179).

Enfin le *Gerichtsherr* décide de l'issue que comporte l'instruction, non-lieu ou poursuite, et, en ce dernier cas, il détermine le tribunal compétent pour statuer (*Standgericht* ou *Kriegsgericht*). Il rédige l'acte d'accusation (Art. 255), convoque le tribunal répressif (Art. 261), assiste à l'audience mais n'y soutient pas lui-même l'accusation (ce rôle est confié au *Kriegsgerichtsrath*). C'est également le *Gerichtsherr* qui assure l'exécution du jugement.

II. TRIBUNAUX RÉPRESSIFS. — Ce sont 1^o les conseils de garnison (*Standgerichte*) ; 2^o les conseils de guerre (*Kriegsgerichte*) ; 3^o les tribunaux supérieurs de guerre (*Oberkriegsgerichte*) ; 4^o le tribunal militaire de l'empire (*Reichsmilitärgericht*).

Standgericht. — Ce tribunal se compose de trois juges appartenant depuis au moins un an à l'armée ou à la marine et désignés pour un an par le *Gerichtsherr*. Ces juges sont : un officier d'état-major président, un capitaine premier assesseur, un premier lieutenant deuxième assesseur (Art. 38). Le *Standgericht* ne doit pas condamner à plus de six semaines d'emprisonnement ou cent cinquante marks d'amende — en campagne et à bord, avec la rétrogradation à la deuxième classe de soldats, à plus de trois mois de prison et à une amende de plus de trois cents marks avec ou sans cumul (Art. 47). — Ce tribunal fonctionne en temps de guerre sous le nom de *Feldstandgericht*.

Kriegsgericht. — Il se compose de cinq juges, un conseiller et quatre officiers. Les conseillers sont nommés par le chef du contingent compétent (Art. 93). Ils doivent, aux termes de la loi du 27 janvier 1877, être aptes à remplir les fonctions judiciaires. Ils sont sous les ordres du *Gerichtsherr* en tant qu'ils n'exercent pas leurs fonctions de juge (Art. 97). Ils peuvent être révoqués de leurs fonctions ou mis à la retraite ; ils ne peuvent, en ce cas, être remplacés que par des personnes remplissant les mêmes conditions d'aptitude et de capacité.

Les officiers appelés à faire partie du *Kriegsgericht* varient suivant le grade de l'inculpé : l'art. 50 détermine suivant les cas la composition de ce tribunal.

Au cas où le *Gerichtsherr* estime que la peine sera celle de mort ou de plus de six mois de prison, ce tri-

bunal sera composé de deux conseillers et de trois officiers. En ce dernier cas le grade des officiers appelés à participer au jugement sera déterminé par l'art. 51. Signalons au sujet de ce tribunal : 1° que les sous-officiers et les soldats ne sont jamais appelés à en faire partie ; 2° que l'inférieur peut concourir au jugement de son supérieur.

Le *Kriegsgericht* est compétent : 1° en première instance pour les faits qui échappent à la juridiction du *Standgericht* ; 2° il connaît des appels formés contre les décisions du *Standgericht* (Art. 62).

Ober-Kriegsgericht. — Il se compose de sept juges désignés pour un an savoir : deux conseillers des tribunaux supérieurs de guerre et cinq officiers dont le grade est déterminé par l'art. 67. Il siège près de chaque commandement général et connaît des appels dirigés contre les jugements rendus en première instance par les *Kriegsgerichte*.

Reichsmilitärgericht. — Ce tribunal suprême siège à Berlin. (Art. 72). A sa tête se trouve comme président un général en chef ou un amiral ayant le rang de général commandant. Ce magistrat nommé par l'empereur ainsi que les autres juges, dirige les débats sans prendre part à la juridiction ; il ne peut être remplacé par un membre du tribunal (Art. 74). Les membres militaires du tribunal de l'empire doivent avoir au moins le rang d'officiers d'état-major ; ils sont nommés pour deux ans (Art. 79). Près du tribunal militaire de l'empire se trouvent des « *sénats* » composés d'un président et d'un nombre déterminé de conseillers et d'officiers (Art. 77). Ces sénats semblent remplir un rôle analogue à celui des sections devant notre Conseil d'Etat. Les présidents de sénats et les conseillers sont des fonctionnaires militaires : ils doivent être aptes aux

fonctions de juge et avoir accompli leur trente-cinquième année (Art. 81). Les sénats jugent avec quatre membres militaires et trois juristes y compris le président. Ils jugent avec quatre juristes et trois membres militaires quand les moyens de la révision portent sur la violation des formes de la procédure ou d'une prescription fondamentale des lois civiles (Art. 84). La réunion des sénats forme l'assemblée plénière du tribunal militaire de l'empire. Cette assemblée doit se composer d'au moins deux tiers des membres, y compris le président.

Le tribunal militaire de l'empire est, comme notre conseil de révision, une juridiction de recours extraordinaire : il ne peut être saisi que dans les cas expressément et limitativement déterminés par les art. 397 et 400 du code.

Belgique

La loi belge du 15 juin 1899 est intitulée : *Code de procédure pénale militaire*. Comme l'indique son titre, elle est surtout relative à l'organisation des tribunaux militaires et à la procédure suivie devant ces juridictions.

On peut, au point de vue qui nous occupe, résumer les dispositions du nouveau code belge en faisant remarquer que : 1° les fonctionnaires des parquets militaires, *les auditeurs militaires*, sont de véritables magistrats dont on exige des connaissances et aptitudes juridiques ; 2° à côté des juges militaires des juridictions de jugement (conseils de guerre permanents et cour militaire) figure, en qualité d'assesseur ou de président suivant le tribunal, un magistrat civil, jurisconsulte expérimenté,

dont le rôle consiste à éclairer ses collègues sur les questions juridiques qui leur sont soumises.

Auditeur militaire. — L'auditeur militaire a de multiples fonctions : il cumule les rôles attribués respectivement par notre code au commissaire du gouvernement et au rapporteur. Il est à la fois juge d'instruction et magistrat du ministère public. 1° Il préside la *commission judiciaire* chargée de l'instruction écrite lorsque cette commission est formée au siège du conseil de guerre (Art. 35). Les opérations de l'instruction sont en effet confiées, non pas à un magistrat unique, mais à une commission composée de l'auditeur militaire qui « la préside et dirige l'instruction » selon les termes du même article 35, d'un capitaine et d'un lieutenant désignés conformément à l'article 36. (Voir au sujet des avantages que présente ce système l'ouvrage de M. Jean Legrave, auditeur militaire du Hainaut : *Code de procédure pénale militaire expliqué par les rapports et les discussions des deux Chambres législatives*, page 86, Bruxelles, 1899, veuve Larcier, éditeur.) 2° Il remplit à l'audience les fonctions de ministère public. 3° Il est chargé de l'exécution des décisions des conseils de guerre.

L'auditeur militaire près les conseils de guerre permanents peut avoir un substitut ; il est dans tous les cas assisté d'un auditeur militaire suppléant (Art. 76).

Tous ces magistrats, les auditeurs militaires, leurs substituts et leurs suppléants doivent être docteurs en droit, âgés de 30 ou 25 ans suivant les cas et connaître la langue française et la langue flamande. Ils sont nommés par le roi et révocables par ce dernier. Ils reçoivent dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers supérieurs.

Auditeur général. — L'auditeur près la Cour mili-

taire prend le nom d'auditeur général. Il remplit auprès de cette juridiction les fonctions du ministère public (Art. 122). Il peut également remplir lui-même toutes les fonctions de la compétence des auditeurs militaires. Il a le droit d'occuper devant les conseils de guerre permanents le siège du ministère public (Art. 123). Il surveille les actes des auditeurs militaires et des greffiers des conseils de guerre, la tenue de leurs registres et écritures, la conservation des archives, la convenance des locaux, la conduite des agents auxiliaires et tout ce qui se rapporte à l'administration de la justice (Art. 124). Il est soumis, ainsi que son substitut, aux mêmes conditions d'aptitude et de capacité que les auditeurs des conseils de guerre : il doit de plus être âgé de 35 ans accomplis. L'auditeur général et son substitut ont voix consultative dans les assemblées générales de la Cour (Art. 129).

Conseils de guerre permanents. — Ces tribunaux, dont le siège est déterminé par l'article 45, sont composés de : 1^o un officier supérieur, président ; 2^o un membre civil ; 3^o deux capitaines ; 4^o un lieutenant (Article 46).

Les *membres militaires* sont désignés à tour de rôle, parmi les officiers en activité de service. Ils sont désignés pour une session d'un mois : chacun d'eux a un suppléant. Les membres effectifs ou leurs suppléants doivent connaître la langue flamande (Art. 47).

Le *membre civil* du conseil de guerre est nommé par le roi, pour un terme de trois ans, parmi les juges effectifs des tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel où siège le conseil. En cas d'empêchement, il est remplacé par un autre juge désigné par le premier président de la Cour d'appel. Il prend rang immédiatement après le président.

L'introduction d'un magistrat civil parmi les juges militaires constitue une des principales innovations de la loi du 13 juin 1899. Elle est la conséquence de la restriction des pouvoirs de l'auditeur militaire. Sous l'empire du code de 1814, en dehors des multiples fonctions plus haut signalées, l'auditeur militaire était encore l'assesseur des juges dans la chambre des délibérations. « C'était là un des vices les plus graves de cette organisation que ce rôle complexe qui le constituait virtuellement juge et partie dans toutes les causes (1). » Le législateur belge a ainsi très heureusement remédié à ce grave danger.

Cour militaire. — Il y a pour tout le royaume une Cour militaire siégeant à Bruxelles (Art. 102). Ce tribunal suprême est également une juridiction mixte. Il se compose : 1° d'un président qui doit être choisi parmi les membres des cours du pays, ayant rempli pendant dix ans des fonctions judiciaires. Il est inamovible et soumis aux dispositions de la loi sur la retraite des magistrats ; il reçoit dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers généraux (Art. 103) ; 2° de membres militaires au nombre de quatre : un lieutenant-général ou général major, un colonel ou lieutenant-colonel et deux majors. Ces membres sont désignés d'après les règles posées aux articles 106 et suivants.

Cette juridiction connaît des appels des jugements des conseils de guerre. Elle juge directement : 1° tous les officiers de l'armée d'un rang supérieur à celui de capitaine ; 2° les membres militaires des conseils de guerre poursuivis pour infractions commises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

(1) Jean LEGRASSE, *op. cit.*, page 91.

Autriche-Hongrie

Le système de cette législation se rapproche par certains côtés de l'organisation de la justice militaire dans l'empire Allemand.

Il existe en Autriche-Hongrie une basse justice chargée de réprimer les infractions de moindre gravité commises par les soldats et les sous-officiers. Le tribunal chargé de cette juridiction est composé de huit juges dont un auditeur, fonctionnaire judiciaire militaire. Il ne peut prononcer une peine supérieure à six mois d'arrêt.

La haute justice comprend les conseils de guerre : *Kriegsrechte*. Composés également de huit juges y compris l'auditeur, de grade variable avec celui de l'accusé, ces tribunaux se divisent en : tribunaux de garnison, tribunaux d'académies (pour les écoles militaires) tribunaux de la garde, tribunaux de landwehr autrichiens et hongrois.

Enfin comme juridiction d'appel figurent : le *tribunal militaire supérieur*, le *tribunal supérieur de landwehr*, et au-dessus de toutes ces juridictions la *Cour suprême*, qui fonctionne comme Cour de cassation.

Le *tribunal militaire supérieur* siège à Vienne sous la présidence d'un général et a pour membre huit auditeurs colonels.

Le *tribunal supérieur de landwehr* fonctionne à Budapest dans les mêmes conditions, comme tribunal d'appel des décisions des tribunaux de landwehr hongrois.

La *cour suprême* a également son siège à Vienne et se compose d'un général président et de six juges dont cinq sont des auditeurs supérieurs.

La particularité la plus intéressante à signaler dans cette législation c'est que l'auditeur militaire, juge d'ins-

truction et magistrat du Ministère public est également appelé à concourir au jugement.

Russie

La justice militaire est réglementée en Russie par le code de 1859 ; elle est administrée par : 1° les conseils de guerre de régiment ; 2° les conseils de guerre de circonscription ; 3° la cour suprême militaire.

Conseil de guerre de régiment. — Compétent pour juger les infractions peu graves commises par les soldats et sous-officiers, il est composé d'un officier supérieur président, nommé pour un an, et de deux officiers subalternes nommés pour six mois.

Conseil de guerre de circonscription. — Il connaît : 1° des appels contre les décisions des conseils de guerre de régiment ; 2° en premier ressort des affaires concernant les officiers ou qui, concernant les sous-officiers et soldats, échappent à raison de leur gravité à la juridiction des tribunaux inférieurs. Il est composé de neuf membres dont trois sont des fonctionnaires gradués en droit, membres permanents et les six autres, membres temporaires sont des officiers parmi lesquels deux au moins sont des officiers supérieurs. Il sont nommés pour six mois par le chef de la circonscription militaire.

Cour suprême militaire. — Elle siège à Saint-Pétersbourg. Elle constitue une véritable cour de cassation qui ne connaît pas des faits mais des questions de forme et de compétence. Elle se compose de sept membres, présidés par un général : elle siège à trois membres : les magistrats qui en font partie sont tous nommés directement par l'empereur.

Auprès de chaque tribunal militaire sont attachés un certain nombre de juges d'instruction et de procureurs militaires, tous gradués en droit.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX MILITAIRES

La procédure établie par le C. J. m. a été organisée sur le plan et à l'image de la procédure pénale du droit commun. « Partout où l'intérêt militaire, qui est aussi la garantie de la société, n'a pas été évident, où il n'a pas commandé une dérogation à la loi générale, c'est la disposition du C. I. c. qui a prévalu (1). »

Cependant, entre la procédure suivie devant les tribunaux militaires et la procédure en vigueur devant les tribunaux ordinaires, nous aurons l'occasion de constater des différences nombreuses et profondes. Il importe avant tout d'en expliquer les causes.

Les particularités de la procédure militaire peuvent toutes se rattacher à deux principes que nous allons aisément dégager. Le premier de ces principes, c'est que la répression des délits militaires, doit avant tout être très rapide. « La première condition de la justice militaire, c'est le besoin de la célérité : il s'agit bien de punir, mais il s'agit avant tout d'intimider, etc... (2) »

Nous retrouverons à chaque pas des conséquences de ce principe. Signalons par avance et entre un grand nombre : l'absence de la voie de l'appel ; le délai très court de vingt-quatre heures laissé au condamné pour se pourvoir en révision etc...

Une seconde idée dominait les préoccupations du législateur, c'est que les magistrats militaires permanents, pour être des juges, n'en sont pas moins des officiers, subordonnés à leurs supérieurs aussi bien relativement à leurs fonctions judiciaires, qu'en ce qui concerne leur service. « L'idée de justice militaire est d'ailleurs insé-

(1) Rapport au Corps législatif.

(2) *Ibidem*.

parable de l'idée de hiérarchie et discipline (1) ». Comprendrait-on, lisons-nous dans les travaux préparatoires, un officier supérieur « agissant de lui-même », alors qu'il y a au-dessus de lui des chefs, à l'autorité desquels il est subordonné, et au contrôle desquels il semblerait se soustraire s'il lui était permis d'agir de sa propre initiative ? Aussi, verrons nous les pouvoirs les plus étendus et les plus divers, soigneusement séparés en matière ordinaire, confiés ici à l'autorité militaire la plus haute du corps d'armée, le général en chef, « gardien suprême de l'honneur de l'armée ».

Ces deux principes sont, chacun pris en particulier, fort contestables.

La célérité dans la répression, dont personne ne songe à contester la nécessité en temps de guerre, s'impose-t-elle avec la même urgence en temps de paix ? « En temps de paix, écrit M. Lalé (2), la répression a plutôt le caractère de châtiment, de punition, et si c'est une faute de mettre une lenteur inutile à la prononcer, c'est un danger d'apporter au jugement une trop grande rapidité ; celle-ci conduit à la précipitation et la précipitation expose à l'injustice. Il faut se tenir à une égale distance des extrêmes, et apporter dans l'administration de la justice la modération qui est l'une des qualités fondamentales du magistrat (3) ».

Le rôle si important confié par le code de 1857 au

(1) Rapport au Corps législatif.

(2) *Op cit*

(3) « En fait de justice il ne s'agit pas tant de faire vite que de faire bien : on doit se défier d'une justice pénale qui mettrait son honneur dans sa rapidité, et l'on peut demander à ceux qui veulent cette justice expéditive s'ils aiment mieux être fusillés en six semaines qu'acquittés en trois mois. » Henri BARBOUX, *Revue politique et parlementaire* (10 octobre 1899), page 18.

général en chef est, depuis longtemps déjà, l'objet de vives critiques et la législation militaire paraît sur ce point très fortement ébranlée. Aussi bien, il a semblé à certains auteurs que la justice militaire s'accommodait difficilement de ce principe de hiérarchie, dont on la proclamait inséparable.

De plus, et il est intéressant de le constater, ces deux idées placées à la base des règles de la procédure militaire s'excluent souvent l'une l'autre.

Le principe de hiérarchie veut que, dès le début de l'information jusqu'à la mise en jugement, aucun acte de procédure ne soit fait, qui n'émane du général en chef, il doit en toute circonstance lui être référé. Il en résulte une prolongation très notable de la durée des procédures, qui nuit à la rapidité si nécessaire cependant à la répression du délit militaire, et qui surtout préjudicie gravement aux justiciables. Il a été démontré, en effet, nous reviendrons plus tard sur ce point (1), qu'en matière de délits la sentence intervenait beaucoup plus rapidement devant les tribunaux correctionnels que devant les conseils de guerre.

On comprend donc aisément que la procédure actuellement suivie devant la juridiction militaire, en état de paix, soit l'objet de très vives critiques et qu'une refonte complète en soit proposée.

La procédure devant les tribunaux militaires comprend trois phases. La première consiste dans la constatation du délit et la recherche du coupable ; c'est ce que l'on a appelé l'information préparatoire. Elle est, nous le verrons, confiée aux officiers de police judiciaire militaire.

La seconde phase a pour point de départ l'ordre d'in-

(1) Voir *infra*. — Troisième partie. — Compétence.

former du général en chef, et se termine par l'ordonnance de non-lieu ou l'ordre de mise en jugement, délivré par la même autorité : c'est l'instruction proprement dite.

Enfin la procédure de jugement, ou ensemble des règles de l'audience, constitue la troisième et dernière phase. Nous consacrerons un chapitre à l'examen de chacune de ces phases, et, dans un quatrième chapitre nous exposerons la procédure devant les conseils de révision militaires.

CHAPITRE PREMIER

DE L'INFORMATION PRÉPARATOIRE

L'information préparatoire est l'œuvre des officiers de police judiciaire militaire. « La police judiciaire militaire recherche les crimes ou les délits, en rassemble les preuves, et en livre les auteurs à l'autorité chargée d'en poursuivre la répression devant les tribunaux militaires. » Telle est la définition de l'art. 83 du C. J. m. cf. art. 8, C. I. c.

Les art. 84 et 85 du C. J. m. contiennent l'énumération suivante des officiers de police judiciaire militaire : « Art. 84. La police judiciaire militaire est exercée, sous l'autorité du général commandant la circonscription :

1° Par les adjudants de place. — 2° Par les officiers, sous-officiers, et commandants de brigade de gendarmerie. — 3° Par les chefs de poste. — 4° Par les gardes d'artillerie et du génie. — 5° Par les rapporteurs près les conseils de guerre, en cas de flagrant délit. »

« Art. 85. Les commandants et majors de place, les chefs de corps, de dépôt et de détachement, les chefs de service d'artillerie et du génie, les membres de l'intendance militaire, peuvent faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes et les délits, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir.

Les chefs de corps peuvent déléguer les pouvoirs qui

leur sont donnés par le précédent paragraphe, à l'un des officiers sous leurs ordres. »

Les pouvoirs de tous ces officiers, qu'ils appartiennent à l'une ou à l'autre des catégories ci-dessus mentionnées, sont en principe les mêmes. Il faut cependant remarquer que le rapporteur ne peut exercer ses fonctions qu'en cas de flagrant délit.

En fait, sauf dans des cas exceptionnels, les fonctions d'officier de police judiciaire sont toujours remplies par les magistrats énumérés en l'art. 85, C. J. m., c'est-à-dire les officiers délégués par les chefs de corps.

Voici comment on procède.

Un fait délictueux est-il commis par un militaire d'un corps de troupe, le commandant de sa compagnie, de sa batterie ou de son escadron, doit le signaler immédiatement au chef de corps. Ce dernier, le plus généralement un colonel, usant de la faculté qui lui est laissée par l'art. 85, ou bien se chargera lui-même de l'information préparatoire, ou bien déléguera ses fonctions à un officier de son corps de troupe. Ce dernier doit avoir le grade de capitaine au moins, si l'inculpé est un homme de troupe ou un sous officier, et le grade de lieutenant-colonel si l'inculpé est un officier (1).

Les chefs de corps délèguent le plus souvent les fonctions d'officier de police judiciaire à un de leurs capitaines, de préférence à un capitaine adjudant major, qui n'est pas pourvu d'un commandement. Il est fort rare de rencontrer dans un dossier militaire une instruction faite au corps par le chef de corps lui-même. Les colonels, absorbés d'ailleurs par un grand nombre d'autres fonctions, font bon marché de la circulaire

(1) *Instruction pour l'Inspection générale du service de la Justice militaire* (Journal militaire officiel du 19 avril 1885).

ministérielle du 23 juin 1875. « Il importe, y est-il dit, d'user avec une *grande réserve* de ce droit de délégation ; et ce n'est qu'autant qu'ils ne pourront agir personnellement, qu'il leur sera loisible d'y recourir. »

Rôle de l'officier de police judiciaire. — Quel est le rôle de l'officier de police judiciaire militaire ? L'art. 86, C. J. m. le détermine d'une façon très précise.

Art. 86 : « Les officiers de police judiciaire reçoivent en cette qualité les dénonciations et les plaintes qui leur sont adressées. Ils rédigent les procès-verbaux nécessaires pour constater le corps du délit et l'état des lieux. Ils reçoivent les déclarations des personnes présentes ou qui auraient des renseignements à donner. — Ils se saisissent des armes, effets, papiers et pièces tant à charge qu'à décharge, et en général de tout ce qui peut servir à la manifestation de la vérité en se conformant aux art. 31, 33, 35, 36, 37, 38, 39 et 65 du C. I. c. »

Les règles relatives aux dénonciations et aux plaintes sont contenues au C. I. c. Toutefois des règles spéciales sont établies au cas où la plainte en Conseil a pour objet un fait d'insoumission ou de désertion (Art. 94 et 95 C. J. m.).

L'acte le plus important, comme aussi le plus difficile, qui rentre dans les attributions de l'officier de police judiciaire, c'est l'interrogatoire. « Cet interrogatoire, écrivent MM. Leclerc de Fourolles et Coupois (1), est d'ailleurs l'acte le plus difficile de tous ceux qu'a à accomplir l'officier de police judiciaire ; c'est celui qui

(1) *Le code de justice militaire pour l'armée de terre interprété par la doctrine et la jurisprudence* par LECLERC DE FOUROLLES et Th. COUPOIS, page 325. Châlons-sur-Marne. Martin frères, éditeurs 1899 (3^e édition).

exige le plus de discernement, de réflexion et d'habileté, il faut donc donner à celui qui en est chargé tous les moyens de s'éclairer avant de le commencer. »

Des hypothèses particulières sont prévues par les art. 89 et 90, C. J. m. S'il s'agit de procéder à un acte de leur ministère dans un établissement civil, les officiers de police judiciaire doivent au préalable, adresser à l'autorité civile ou judiciaire certaines réquisitions (Art. 89).

Au cas où il est nécessaire de s'introduire au domicile d'un particulier, l'officier de police judiciaire ne peut le faire « sans l'assistance du juge de paix ou de son suppléant ou du maire ou de son adjoint ou du commissaire de police (Art. 90) ».

En cas de flagrant délit les attributions de ce magistrat sont plus étendues encore. 1° Il peut procéder à l'arrestation des militaires et des individus justiciables des tribunaux militaires, inculpés d'un crime ou d'un délit (Art. 87, C. J. m.).

Hors ce cas, aucun militaire en activité de service ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordre de ses supérieurs. Mais il faut bien comprendre cette prohibition : « C'est seulement, dit Foucher (1), l'arrestation effective qui est interdite, et non le droit d'ordonner que l'accusé soit mis sous main de justice, dans les formes prévues par le Code. « Le chef, sous l'autorité immédiate duquel est placé le militaire sous le coup d'un mandat, est d'ailleurs obligé de faire exécuter ce mandat; il ne lui est pas permis d'entraver le cours de la justice. 2° L'officier de police judiciaire a de plus, toujours dans le cas de flagrant délit, le droit de constater, dans

(1) FOUCHER, *Commentaire du Code de justice militaire* sous l'art. 87.

un établissement civil, un crime ou un délit de la compétence des tribunaux militaires, ou d'y faire arrêter un justiciable de ces tribunaux, sans réquisition préalable à l'autorité civile ou judiciaire (Art. 87, 88, 89, C. J. m.).

L'officier de police judiciaire, est toujours assisté, au cours de ses travaux, d'un greffier. Ce greffier, qui doit avoir l'âge de vingt-cinq ans, est choisi parmi les sous-officiers du corps auquel appartient l'inculpé. Ses opérations terminées, l'officier de police judiciaire rédige, suivant les formes prescrites au C. J. m., un rapport circonstancié sur les faits de la cause. Dans ce rapport, il ne doit pas exprimer son avis. Aux termes de l'art. 97 du C. J. m., les actes et procès-verbaux dressés par ces officiers sont transmis directement, et sans délai, au général commandant la circonscription.

Appréciation des règles de notre législation militaire relatives à l'information préparatoire

Les attributions des officiers de police judiciaire militaire, sont, on le voit, multiples et variées. Elles ont de plus, une importance considérable. Les rapports de ces officiers servent tout d'abord à renseigner exactement l'autorité militaire sur les faits délictueux : le général en chef, d'après les résultats de l'information préparatoire délivrera ou non *l'ordre d'informer*. De plus, il faut bien le remarquer, l'art. 104, C. J. m., permet au rapporteur de ne pas entendre à nouveau les témoins, si les opérations de l'officier de police judiciaire ont été régulières. C'est donc encore sur les procès-verbaux d'information préparatoire, que les juges du conseil de guerre seront appelés à statuer (1).

(1) En pratique, dans la plupart des cas, le rapporteur n'entend pas à nouveau les témoins dont les dépositions ont été reçues par les officiers de police judiciaire.

Ce rôle si important, d'officier de police judiciaire présente de très grandes difficultés. Il exige des officiers à qui il est confié, des notions nettes et précises sur un très grand nombre de questions : pouvoirs de l'autorité judiciaire qu'il importe de ne pas dépasser au mépris de la liberté de l'individu ; limites des attributions respectives de l'autorité civile et de l'autorité militaire, qu'il est essentiel d'observer, pour éviter des conflits ; formalités souvent compliquées, requises par le C. I. c. ; etc., etc...

Cette instruction préparatoire présente-t-elle, pour les prévenus, des garanties suffisantes ? Les magistrats à qui elle est confiée sont-ils à la hauteur de leurs fonctions ?

Il est bien difficile de le prétendre, et tel n'est pas l'avis des magistrats militaires, qui ont exprimé leur opinion sur ce point (1). En examinant de près comment il est procédé, il est facile de constater les vices de notre organisation, en cette matière.

Nous l'avons vu, les fonctions de police judiciaire sont difficiles ; elles exigent la réunion d'un grand nombre de connaissances et surtout l'expérience qu'il est difficile de rencontrer chez ce « juge d'instruction improvisé. »

Laissons de côté les officiers désignés à l'art. 84, pour nous occuper seulement de ceux qui, délégués par les chefs de corps en vertu de l'art. 85, procèdent, dans la généralité des cas, à l'information préparatoire : un inconvénient beaucoup plus grand va se révéler. L'officier de police judiciaire militaire est nommé par le chef de corps. Sa première préoccupation est, malheureusement trop souvent, de rechercher quelle peut être

(1) Voir JANNESSON, *op. cit.*

l'intention de son colonel sur l'issue à donner à l'information dont ce dernier l'a chargé. Le colonel, ce grand maître du régiment, ce chef avec lequel il est constamment en rapport, et dont son avenir dépend dans une certaine mesure, c'est pour ce capitaine chargé temporairement de fonctions judiciaires, une autorité avec laquelle il doit nécessairement compter. L'intention du chef de corps est souvent facile à découvrir, car, à en croire certains officiers, qui, au cours de leur carrière, ont été chargés de ces fonctions, il n'est pas rare que le colonel dicte à son subordonné la conduite qu'il doit tenir, et lui impose formellement sa volonté. La recherche de la vérité et l'amour de la justice, la découverte et la punition des coupables, ne sont pas, et ne peuvent pas être les seules préoccupations d'un chef de corps. N'est-il pas, lui aussi, « le gardien suprême de l'honneur » de son régiment ? N'est-il pas de son devoir de maintenir le bon renom de son corps de troupe et d'éviter les scandales ? Or, l'honneur du régiment, c'est avant tout l'honneur de ceux qui en constituent l'élite : les officiers. Un délit ou un crime commis par un homme de troupe ou même un sous-officier passera inaperçu ; si l'auteur est un officier, l'affaire aura toujours un grand retentissement, et le contre-coup s'en fera sentir sur le corps de troupe auquel appartient le coupable. La solidarité qui existe dans l'armée entre officiers, à tant de points de vue si précieuse, n'aura-t-elle pas ici très souvent pour effet de détourner la poursuite et d'éviter la condamnation de celui qui, par sa situation, méritait au contraire un châtement plus exemplaire ?

Très fréquemment, en matière militaire, la faute de l'inférieur n'est que le résultat de la négligence ou même de la complicité du supérieur. Pour ne citer qu'un

exemple, les irrégularités, si fréquemment, relevées dans la comptabilité des sous-officiers, seraient, sinon évitées, du moins rendues fort rares par une surveillance exacte et minutieuse de la part des officiers chargés de la vérifier. Poursuivre le sous-officier, ce serait inévitablement impliquer l'officier, ce qui produirait un très fâcheux effet. Aussi un grand nombre d'informations ouvertes dans de semblables conditions se terminent-elles, au mépris formel de la loi et des principes les plus élémentaires de la justice, par de simples peines disciplinaires.

Nous en avons dit assez pour montrer que l'indépendance de l'officier de police judiciaire n'est pas suffisamment sauvegardée. Remarquons encore que l'officier de police judiciaire est nommé par le chef de corps, pour une affaire déterminée, ce qui le soumet d'une façon plus étroite encore à son influence.

A supposer que l'officier de police judiciaire remplisse ses fonctions avec parfaite indépendance, la présence, comme magistrat instructeur, d'un officier faisant partie du même corps de troupe que l'inculpé et souvent que la plupart des témoins ne peut-elle pas, à certains points de vue, paraître très regrettable ?

Devant un officier avec lequel ils sont en rapport journalier, les soldats pourront-ils répondre avec toute l'indépendance et la liberté d'esprit désirables ? Ces hommes ne seront-ils pas préoccupés avant tout de ne pas déplaire au chef dont ils dépendent étroitement ?

**Réformes proposées : suppression de l'enquête
faite au corps**

Ces graves inconvénients ont fait penser à certains auteurs (MM. Mirman, Jannesson) que l'instruction

préparatoire faite au corps était un rouage inutile et dangereux qu'il convenait de supprimer. Telle est aussi notre opinion, et nous pensons qu'en dehors des griefs si sérieux mis en avant par ces auteurs, une autre série d'arguments, que nous allons développer, militent également et de la façon la plus puissante, en faveur du même résultat.

L'un des progrès les plus sérieux, bien qu'il soit encore très vivement contesté, introduit ces dernières années dans notre législation pénale, c'est la suppression du secret de l'instruction. « Le nom de *sauveur*, ce nom vraiment divin, doit être réservé, disait M. l'avocat général Servan, pour le souverain qui rendra l'instruction criminelle publique dans ses états (1). »

Cette innovation, depuis si longtemps réclamée et si vivement combattue, a été réalisée par la loi du 8 décembre 1897, qui autorise tout prévenu à se faire assister dès le début et pendant tout le cours de l'instruction, par un ou plusieurs défenseurs. Cette loi ne s'appliquait qu'aux tribunaux ordinaires. Et cependant, si, devant les juridictions de droit commun, les fonctions des magistrats instructeurs faisaient craindre des abus, combien devait-on les redouter davantage devant la juridiction militaire, alors qu'à la supériorité que lui confèrent ses fonctions judiciaires venait s'ajouter, chez le rapporteur, le prestige attaché à son grade !

C'est sous l'empire de ces idées que fut votée le 15 juin 1899 (2), une loi dont l'article unique est ainsi conçu : « La disposition du 1^{er} paragraphe de l'article 2 de la loi du 8 décembre 1897, relative au délai dans

(1) LE GRAVEREND, *op. cit.*, introduction, page 16.

(2) Cette loi est intitulée : « Loi portant extension de certaines dispositions de la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction préalable à la procédure devant les conseils de guerre. »

lequel l'inculpé doit être interrogé, et les dispositions des articles 3, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14 de la même loi sont applicables à l'instruction des conseils de guerre, jugeant en temps de paix et siégeant à terre. »

Quelle est exactement la portée de cette loi ? S'applique-t-elle dès le début de l'information, c'est-à-dire dès l'instruction préparatoire ou au contraire ne régit-elle que l'instruction proprement dite confiée aux rapporteurs ?

Les travaux préparatoires (1) de la loi ne laissent aucun doute sur ce point : c'est seulement à partir de l'ordre d'informer que s'appliquent ses dispositions. « L'honorable *M. Bérenger*, disait *M. Jean Dupuy*, rapporteur de la loi au Sénat, nous a posé une question : l'instruction des affaires dont le conseil de guerre est appelé à connaître se divise, dit-il, en deux parties. Il y a d'abord ce qu'il a appelé l'instruction préparatoire.

— « *M. Bérenger* : l'information préparatoire.

— « *M. le rapporteur* : et ce que j'appelle l'information officieuse, nous sommes donc d'accord, et ensuite l'instruction proprement dite. L'instruction officieuse devant le conseil de guerre n'est pas autre chose que l'instruction préparatoire que font les commissaires de police, les agents de police judiciaire, pour savoir si un fait constitue un délit ou non. Pendant cette période la loi ne s'applique pas.

— « *M. de Freycinet, ministre de la guerre* : c'est une enquête administrative.

— « *M. le rapporteur* : L'instruction au point de vue légal ne commence qu'une fois l'ordre d'informer donné par le chef de corps. C'est à partir de ce moment que pourra jouer notre texte. »

(1) DALLOZ Périodique, 1899. 4. 72.

L'étude que nous venons de faire de l'instruction préparatoire, de son extrême importance sur l'issue des débats devant la juridiction militaire nous amènera à constater que la garantie accordée au prévenu par la loi du 15 juin 1899 est en réalité purement illusoire. Elle ne deviendra efficace que du jour où l'on aura voté la suppression de l'information préparatoire.

Au cours de la discussion de la loi de 1897, un membre du Sénat⁽¹⁾ exprimait la crainte que, sous prétexte d'augmenter les garanties de l'inculpé, on n'arrivât au contraire à les diminuer, relativement à une catégorie importante d'affaires, les affaires correctionnelles. « Quand le procès-verbal sera transmis au parquet, disait l'orateur, le procureur de la République fera faire une enquête officieuse par les juges de paix et il portera directement l'affaire devant le tribunal correctionnel. De telle sorte que l'inculpé sera ainsi privé de la garantie préalable de l'instruction, à la suite de laquelle il eût pu quelquefois, bénéficier d'une ordonnance de non-lieu » (2).

Devant la juridiction militaire, ce n'est pas seulement en matière correctionnelle, mais aussi en matière criminelle, en un mot pour toutes les affaires, que l'on procèdera à cette enquête officieuse que l'on appelle l'information préparatoire. Nous avons vu en quoi cette partie de la procédure consistait, c'est en réalité la plus importante. L'officier de police judiciaire réunit les éléments de conviction, entend les témoins, procède à l'interrogatoire de l'inculpé, tout cela hors la présence d'un avocat !

Nous avons montré cependant combien il était à

(1) M. GIRARD.

(2) D. P. 1897-4-116.

craindre de ne point rencontrer chez ce magistrat déjà si peu expérimenté, l'indépendance et l'impartialité désirables. Or l'inculpé peut, par ses déclarations, compromettre à jamais ses intérêts, au cours du premier interrogatoire qu'il subit. « L'affaire en reçoit une orientation déterminée que des faits bien graves suffiront à peine, et fort rarement à modifier (1). »

Au moment où il sera permis à l'avocat d'assister le prévenu de ses conseils, et de pénétrer dans le cabinet du rapporteur, il sera souvent trop tard. Au cours de l'information préparatoire, l'accusé aura pu, par ignorance, ou sous l'influence de son interlocuteur, peut-être même sur ses menaces, ou à l'instigation de ses promesses, faire des déclarations que l'on pourra plus tard interpréter contre lui. Au cas même où il les rétracterait, ses réponses resteront et passeront sous les yeux des juges. Sans aller aussi loin, la reproduction exacte et fidèle des réponses d'un prévenu, ou des déclarations d'un témoin n'exige-t-elle pas une expérience que l'on ne saurait rencontrer chez le premier venu ? Quelle garantie que la disposition de l'art. 3 de la loi du 8 décembre 1897, prescrivant d'avertir l'inculpé qu'il a le droit de ne pas répondre aux magistrats instructeurs, alors qu'il a déjà pu, par ses déclarations, compromettre sa cause ! En un mot, c'est au début de l'information, au moment où le premier interrogatoire de l'inculpé va donner à l'affaire une orientation souvent définitive, que la présence de l'avocat est nécessaire.

L'instruction proprement dite consistera souvent en fort peu de choses : les interrogatoires du prévenu seront généralement de pure forme. Dans la plupart

(1) Projet Mirman, page 4.

des cas, les faits reprochés seront d'ores et déjà établis, soit par les aveux du prévenu, soit par les déclarations des témoins. Rappelons que l'art. 104, C. J. m., permet au rapporteur de ne pas entendre à nouveau les témoins. Sans doute la présence d'un avocat sera, dans certains cas, utile : il pourra reconnaître la nécessité de faire entendre de nouveaux témoins, attirer l'attention du magistrat sur les contradictions relevées dans les témoignages. Mais, en règle générale, la garantie que la loi du 13 juin 1899 semble accorder à l'inculpé est un véritable leurre ; c'est l'avis de plusieurs magistrats militaires, rapporteurs et commissaires du gouvernement que nous avons eu l'occasion de consulter à cet égard.

En résumé, tandis que devant les juridictions de droit commun, l'inculpé est ou peut être, dès le début de l'information, assisté d'un défenseur, cette faculté n'est laissée au prévenu militaire qu'au moment où elle devient pour lui une garantie illusoire. Le militaire n'a-t-il pas cependant, plus que tout autre, besoin des garanties que l'on accorde à tous les citoyens, lui, jeune, sans expérience, éloigné de sa famille et de tous ceux qui pourraient le protéger, livré à la discrétion absolue de chefs qui, bien rarement, « remplacent pour lui la famille absente », qui, le plus souvent au contraire, manifestent à son égard l'indifférence la plus profonde, pour ne rien dire de plus ?

Par une injustice flagrante, dont les pouvoirs publics commencent à s'émouvoir, les réformes si précieuses apportées à notre législation pénale et qui constituent les plus sérieux progrès, demeurent inapplicables à la juridiction militaire. (Loi Bérenger ; imputation de la prison préventive — circonstances atténuantes, etc...). Comment remédier à cette situation défavorable ? Com-

ment faire utilement bénéficier de la loi du 15 juin 1899 les prévenus militaires ?

Deux moyens peuvent, semble-t-il, être proposés à cet effet ; mais nous verrons bien vite que la seule solution possible et pratique de cette question est celle que nous avons déjà indiquée, savoir : la suppression de l'information faite au corps.

On pourrait songer tout d'abord à déclarer applicable la loi de 1899, dès le début de l'information. Mais on se heurterait en pratique à une impossibilité d'application. Combien de fois, on peut dire dans la majorité des cas, l'infraction qui motive l'information n'aura-t-elle pas été commise dans un corps de troupe éloigné du siège d'un tribunal ! Impossible donc de trouver un avocat pour assister l'inculpé, et on ne songe pas, supposons-nous, à imposer aux membres du barreau, qui remplissent gratuitement leurs fonctions, un déplacement quelconque. Or, nous verrons qu'au cours de l'instruction, la présence d'un avocat ou d'un avoué peut seule être admise, à l'exclusion de celle d'un officier.

On a beaucoup exagéré les inconvénients qui pourraient résulter de la suppression de l'enquête faite au corps. Un certain nombre d'opérations, a-t-on dit, sont urgentes : telles, par exemple, la saisie du corps du délit, la constatation de l'état des lieux, etc... A n'y pas procéder immédiatement, on risque de voir disparaître d'importants éléments de conviction. De plus, alors que souvent, à l'aide de quelques mots, d'une simple remarque, il serait facile à un inculpé d'établir manifestement son innocence, à quoi bon le transporter, à grands frais, jusqu'au chef-lieu du conseil de guerre, où il sera interrogé par le rapporteur ? C'est prolonger inutilement la durée de la détention préventive.

La première objection n'est pas sérieuse, car l'officier

de police judiciaire pourra toujours, sans risquer de compromettre l'intérêt de l'inculpé, procéder aux premières constatations.

Quant aux autres griefs, si l'on craint des déplacements onéreux pour l'État, il faut répondre avec M. Jannesson qu'on ne comprend guère que « la justice militaire ait à faire plus d'économie que la justice civile » (1).

Reste le danger de prolonger inutilement la détention préventive, mais d'abord on pourra, nous le verrons, y remédier par une disposition relative à la mise en liberté provisoire. De plus, à supposer que dans certains cas il résulte quelque inconvénient de l'innovation proposée, on trouvera une large compensation dans les nombreux avantages que présente une véritable instruction, confiée directement au rapporteur.

Unité de direction dans l'instruction qui, dès le début, sera confiée au rapporteur, garantie d'une plus grande impartialité; tels sont les résultats que l'on atteindra par cette réforme: c'est assez dire combien on doit la désirer.

Concluons donc avec M. Jannesson (2) qu'« il serait beaucoup plus équitable que la plainte en conseil de guerre ne fût appuyé que d'un simple rapport, énumérant les faits incriminés, avec les circonstances qui les ont accompagnés. Ce serait toujours, si l'on veut, le rapport du commandant de la compagnie avec ou sans l'avis des supérieurs chargés de le transmettre hiérarchiquement ».

Le projet, d'ailleurs sommaire, déposé par le gouvernement, ne contient aucune disposition relative à cette importante innovation, mais nous croyons fermement

(1) JANNESON, *op. cit.*

(2) JANNESON, *op. cit.*

qu'elle rentre en tous points dans le cadre des réformes proposées, et qu'elle est en parfaite harmonie avec les autres dispositions que contient ce projet. A quoi bon, en effet, créer une magistrature militaire pour le recrutement des membres du parquet, pourquoi faire des commissaires du gouvernement et des rapporteurs de véritables magistrats, ayant un pouvoir propre de juridiction, si la partie la plus importante de leurs fonctions demeure confiée à des « magistrats improvisés » ?

La suppression de l'enquête faite au corps nous paraît donc la première réforme à introduire dans la procédure des tribunaux militaires.

CHAPITRE II

DE L'INSTRUCTION PROPREMENT DITE

En matière militaire, le général en chef est, comme il a été dit très justement dans les travaux préparatoires, « l'autorité, de laquelle tout procède, et à qui tout vient aboutir ». Il cumule dans l'ordre militaire les fonctions attribuées dans l'ordre judiciaire ordinaire, « au procureur général, au juge d'instruction et à la chambre des mises en accusation (1) ».

Son rôle est donc fort complexe ; il est cependant facile de le résumer. Mis au courant d'un fait délictueux, soit par les rapports des officiers de police judiciaire, soit par la plainte de personnes intéressées, soit même par des dénonciations ou une simple rumeur, le général en chef décide souverainement s'il y a lieu d'ouvrir ou non une instruction. Suivant le cas, il délivre un ordre d'informer, ou au contraire, une ordonnance qu'il n'y a pas lieu d'informer.

Un ordre d'informer a-t-il été délivré, dès que l'instruction ordonnée est achevée, les pièces de la procédure sont transmises au même général en chef, et il décide toujours, en dernier ressort, s'il y a lieu ou non à déférer l'accusé devant la juridiction militaire. Il convoque le conseil de guerre ou au contraire rend une ordonnance de non-lieu.

(1) Rapport au Corps législatif.

Nous étudierons plus loin, en tous ses détails, la question des pouvoirs du général en chef ; les vives critiques qu'elle a soulevées dès la rédaction du code et les réformes actuellement proposées à ce sujet.

Il nous suffit en ce moment de constater que le général en chef, à vue des enquêtes administratives effectuées par les officiers de police judiciaire, a plein pouvoir pour arrêter l'affaire ou au contraire délivrer l'ordre d'informer.

Supposons que le général ait délivré l'ordre d'informer, ce qu'il fera toutes les fois que de l'ensemble de la procédure se dégageront, sinon des preuves, du moins des présomptions ou des indices suffisants de culpabilité ; comment les choses vont-elles se passer ?

L'ordre d'informer signé du général en chef sera, aussitôt délivré, transmis, avec les pièces de la procédure, au commissaire du gouvernement près le conseil de guerre dont relève l'inculpé, et le commissaire du gouvernement le fera à son tour parvenir immédiatement au rapporteur.

Alors commence la période de l'instruction proprement dite. Deux personnages nouveaux vont apparaître à cette phase de la procédure ; leur rôle et leurs attributions respectifs peuvent être comparés, à première vue, à ceux qu'exercent, devant les tribunaux d'arrondissement, le procureur de la République et le juge d'instruction. Mais leur caractère essentiel et distinctif, c'est d'être, avant tout, des subordonnés du général en chef, et de n'avoir, à la différence des magistrats correspondants de l'ordre civil, aucun pouvoir propre de juridiction. Ces magistrats, qu'il serait plus exact d'appeler des *fonctionnaires judiciaires*, sont : le *commissaire du gouvernement* et le *rapporteur*. Le premier de ces magistrats n'a, durant l'information, que des attributions se-

conclaves et effacées, tandis qu'au cours des débats son rôle est prépondérant. Le rapporteur, au contraire, dirige l'instruction et disparaît pour la procédure de l'audience.

Interrogatoire en présence du défenseur

Le premier acte auquel doit procéder le rapporteur, c'est l'interrogatoire du prévenu, c'est aussi la partie la plus délicate de ses fonctions. On a exposé en termes fort élevés, les principes qui devaient diriger l'œuvre du magistrat instructeur, ainsi que les règles qu'il ne lui était pas permis de transgresser. Le juge d'instruction, a-t-on dit en résumé, n'est pas un accusateur, c'est un juge ; son but n'est pas la confusion du coupable, mais la découverte de la vérité. Les intérêts de la société et ceux du prévenu doivent être par lui également respectés.

Mais autre chose est prodiguer des conseils et tracer une règle de conduite ; autre chose rencontrer en pratique ces conseils suivis, ces principes en honneur.

Sous l'empire du C. I. c., les abus de l'instruction secrète étaient l'objet de vives critiques. Trop souvent, les juges d'instruction semblaient ignorer que si leur rôle est la découverte de la vérité, tous les moyens ne leur sont pas permis pour parvenir à ce résultat : aussi procédaient-ils parfois, au mépris des droits du prévenu, et en violation formelle des règles de la justice. Pour obtenir des aveux, aucun procédé ne répugnait à certains d'entre-eux : ils n'hésitaient pas à promettre à un inculpé l'indulgence de ses juges s'il avouait sa culpabilité, pas plus qu'ils ne craignaient de le menacer d'une peine plus sévère s'il persistait dans ses dénégations. L'isolement du prévenu, sa faiblesse physique et mentale, résultat des privations qui lui étaient imposées,

n'ont-ils pas été souvent pour un juge d'instruction de puissants auxiliaires au cours de ses investigations ? Quelque exagérées, quelque grossières qu'aient pu être les critiques, il est incontestable que des aveux contraires à la vérité furent quelquefois, par des moyens illicites, extorqués aux prévenus par les magistrats instructeurs : c'était un danger menaçant.

Remarquons sans plus tarder qu'aucun cas semblable n'a été signalé jusqu'ici devant la juridiction militaire ; c'est tout à l'honneur des magistrats de l'armée. Cependant si, ce qui est fort heureux, des abus semblables ne se sont pas produits, il est certain que le même danger est à redouter du juge d'instruction et du rapporteur, et il vaut mieux prévenir que réparer.

C'est seulement un siècle après la promulgation du C. I. c., que le législateur français s'est décidé à porter remède aux abus de l'instruction secrète et la discussion devant les chambres de la loi du 8 décembre 1897 témoigne que la procédure jusqu'alors suivie avait encore de chauds et ardents partisans.

La loi du 15 juin 1899 (1), dont nous avons déjà

(1) Il semblait que le principe de la publicité de l'instruction une fois admis devant la juridiction de droit commun, l'extension à la juridiction militaire ne dût faire l'objet d'aucune contestation. Cependant un des membres de la commission, *M. de Marcère*, exprima ses craintes au sujet de l'adoption du projet. Elles se résumaient en deux propositions : 1^o « Il est d'usage presque universel dans l'armée, exposait cet honorable sénateur, que les soldats ou les officiers qui sont poursuivis devant un conseil de guerre soient défendus par un camarade : c'est presque toujours un officier de l'armée qui défend l'officier prévenu. Eh bien ! votre loi permettra t-elle d'appeler un officier choisi par le prévenu. Vous ne le dites pas et il faut le dire (Dalloz, 1899, 4^e partie, page 73). » Il lui fut répondu par le rapporteur, *M. Jean Dupuy*, que si les avocats et avoués seuls pouvaient assister l'inculpé au cours de l'instruction, la faculté n'en était pas moins maintenue à ce dernier de se faire défendre à l'audience par un officier ou sous-officier ; 2^o La seconde

parlé, rend applicable à la juridiction militaire les principales dispositions de la loi de 1897 ; nous allons les indiquer sommairement, elles sont toutes contenues dans l'énoncé de l'art. 3 de cette dernière loi.

« Lors de la 1^{re} comparution, le magistrat instructeur constate l'identité de l'inculpé, lui fait connaître les faits qui lui sont imputés et reçoit ses déclarations, après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire ».

Le vœu de la loi est d'édicter ainsi une mesure toute de faveur pour la défense. « Faire connaître à l'inculpé les faits qui lui sont imputés », tel est désormais le premier devoir du magistrat instructeur.

Cette disposition semble à première vue absolument inutile, tant il est naturel qu'il soit ainsi procédé ; il est cependant important qu'elle soit écrite dans la loi. N'était-ce pas un danger pour l'accusé, que de répondre aux questions qui lui étaient posées sans connaître exactement les faits qui lui étaient reprochés ? Animé d'excellentes intentions et cherchant avant tout à découvrir la vérité, le magistrat ne pouvait-il pas, par d'insidieuses questions, laisser croire à l'inculpé que ses

critique était la suivante : n'avait-on pas à craindre relativement aux affaires intéressant la sûreté de l'État quelque indiscrétion de la part du défenseur et le secret de la procédure et des débats était-il suffisamment garanti ? *M. de Marcère* déposa sur ce point un amendement ainsi conçu : « Dans les procès intéressant la défense du territoire ou la sûreté extérieure de l'État, les généraux commandant la région de corps d'armée ou les gouverneurs militaires pourront, soit sur l'avis du rapporteur et les conclusions conformes du commissaire du gouvernement, soit d'office, décider que l'instruction sera secrète jusqu'au moment de la mise en jugement. » On fit remarquer à l'auteur de l'amendement qu'il était injurieux pour les membres du barreau en même temps que très téméraire de penser que les membres de l'armée seuls étaient capables de garder le secret des affaires concernant la sécurité nationale. L'amendement fut repoussé.

investigations portaient sur un objet autre que celui qu'il poursuivait en réalité, et lui arracher ainsi des déclarations compromettantes pour ses intérêts ?

Dire que le premier interrogatoire est un interrogatoire de pure forme, c'est exprimer, en règle générale, une vérité. Au moment où le prévenu ne connaît pas encore toutes les charges qui pèsent sur lui, toutes les pièces à l'aide desquelles on essaiera de le convaincre, à l'heure où il est encore, le plus souvent, sous le coup de l'émotion produite par son arrestation, il convenait que le juge d'instruction ne pût procéder à un interrogatoire sérieux et surtout hors la présence du défenseur. Il importait cependant que la loi ne fermât pas la bouche à l'inculpé, qui d'un mot peut quelquefois faire éclater son innocence. Telle a été la double pensée de la loi, qui d'une part laisse à l'inculpé la faculté de faire telles déclarations qu'il juge convenables, et de l'autre invite le juge à ne l'interroger que sommairement.

Si l'inculpé garde le silence, ce silence ne sera plus désormais interprété contre lui, considéré comme un aveu de culpabilité : c'est maintenant un droit pour lui de ne pas répondre.

Enfin, et c'est la réforme importante, « si l'inculpation est maintenue, le magistrat donnera avis à l'inculpé de son droit de choisir un conseil parmi les avocats inscrits au tableau ou admis au stage, ou parmi les avoués, et, à défaut de choix, il lui en fera désigner un d'office, si l'inculpé le demande. La désignation sera faite par le bâtonnier de l'ordre des avocats, s'il existe un conseil de discipline, et, dans le cas contraire, par le président du tribunal. Mention de cette formalité sera faite au procès-verbal (1). »

(1) Loi du 8 décembre 1897, art. 3.

Ainsi donc, dès le début de l'information, l'inculpé doit être averti qu'il a le droit de choisir un conseil, et qu'à défaut par lui d'exercer un choix, il lui sera désigné d'office un avocat par le bâtonnier de l'ordre. Ajoutons que, bien qu'aucune disposition n'exige la désignation d'un défenseur dans toutes les affaires, puisque l'inculpé peut renoncer à ce droit, en pratique, tous les justiciables des tribunaux militaires sont, dès le début de l'information, pourvus d'un conseil choisi parmi les avocats ou les avoués. La faculté pour l'accusé de se faire défendre par un militaire subsiste, nous l'avons vu, mais il a été également déclaré qu'au cours de l'instruction, la présence de l'avocat ou de l'avoué était seule admise, à l'exclusion de celle des militaires.

Mais la présence de l'avocat ne constitue une garantie pour l'inculpé que si son concours lui est offert dans des conditions telles qu'il puisse être pour lui un réel secours. Il est nécessaire, par exemple, que l'intervention de l'avocat se produise dès le début de la procédure, afin de permettre au prévenu « d'organiser sa défense⁽¹⁾ » ; il dépendra souvent du conseil d'imprimer à l'affaire une direction conforme à l'intérêt de son client. Il importe également, qu'à tout moment, le prévenu puisse communiquer librement avec son conseil et que ce dernier ait la faculté, avant chaque interrogatoire, de prendre connaissance des pièces de la procédure. La simple lecture de la loi montre que ces précautions ont été prises. Enfin et surtout, pour sauvegarder les intérêts de la défense, le législateur a cru bon que l'avocat pût être présent à tout interrogatoire de l'inculpé.

(1) Circulaire adressée par M. le Garde des Sceaux à MM. les Procureurs généraux le 10 décembre 1897, et relative à l'application de la loi du 8 décembre 1897.

Etre présent aux interrogatoires, mais quel est son rôle ? *M. Léveillé* l'a décrit en quelques mots, de la façon la plus remarquable : « J'accepte que si l'on craint le contact de l'avocat avec l'inculpé, disait-il à la Chambre des députés, ses gestes, ses regards, on le place dans un coin très obscur ; mais je veux qu'il écoute tout et voie tout. C'est un témoin qui ne parle pas, qui écrit peu, mais qui veille toujours, c'est comme un témoin instrumentaire, c'est un contrôleur ».

C'est un témoin, et la présence de ce témoin est, pour l'inculpé, une précieuse garantie : ce dernier sera désormais assuré que les dispositions de la loi ont été scrupuleusement observées. Mais on peut, sans crainte de se tromper, aller plus loin et dire que l'avocat sera plus qu'un témoin muet, qu'il sera pour le magistrat instructeur, le rapporteur puisque nous parlons, des conseils de guerre, non point un surveillant, comme on l'a dit, mais un « collaborateur courtois » dans l'œuvre de la découverte de la vérité.

Sans doute, le seul pouvoir qui soit expressément reconnu à l'avocat par la loi nouvelle, c'est, outre le droit d'assister à certains actes de l'instruction, celui de prendre la parole, avec la permission du juge. C'est là, dira-t-on, un droit assez précaire, puisque le magistrat peut refuser la parole au défenseur et que sa décision, sur ce point, n'est susceptible d'aucun recours. Mais il est vraisemblable de penser que le juge d'instruction ou le rapporteur ne repoussera pas ou repoussera bien rarement l'intervention de l'avocat, que, bien au contraire, il acceptera avec bienveillance, quand elles lui paraîtront opportunes, ses remarques et ses observations. Le droit d'assister à l'interrogatoire des témoins et de poser des questions par l'intermédiaire du juge, bien qu'il ne soit pas écrit dans la loi, est déjà, en pratique, souvent accordé

par le juge d'instruction au défenseur : nul doute que les rapporteurs près les conseils de guerre s'inspirant des mêmes principes, ne suivent les mêmes règles.

Nous avons, semble-t-il, assez longuement analysé la législation nouvelle pour que l'on puisse se rendre compte des progrès qu'elle a réalisés. Sans oublier l'observation que nous avons faite plus haut, concluons donc que la loi du 15 juin 1899 constituera, pour l'inculpé justiciable des conseils de guerre, une garantie efficace, du jour où l'on aura supprimé l'information préparatoire.

Emprisonnement préventif et mise en liberté provisoire. — Nous connaissons les règles suivant lesquelles le rapporteur doit procéder à l'interrogatoire du prévenu ; nous signalerons par la suite, sans nous y arrêter car ils ne présentent aucune particularité, les divers autres moyens d'investigation à sa portée : confrontations, audition des témoins etc... Il nous paraît utile de rechercher, au préalable, quelle est à ce moment de la procédure, la situation de l'inculpé. Disons le de suite, dans la majorité des cas, l'inculpé sera détenu préventivement.

Divers cas, en effet, peuvent se présenter. Si, ce qui arrive le plus souvent, le général a été saisi par la plainte du chef de corps, il aura délivré l'ordre d'écrou en faisant parvenir au chef de corps de l'intéressé le récépissé de la plainte en conseil. Les textes n'indiquent, à cette règle, qu'un petit nombre d'exceptions. Une circulaire ministérielle du 22 mai 1878 décide que les militaires prévenus d'ivresse, qu'il y ait contravention ou délit, doivent être laissés en liberté provisoire, de même que les militaires prévenus d'une contravention n'entraînant qu'une amende.

Une autre circulaire ministérielle du 13 octobre 1879,

a étendu ces dispositions gracieuses aux insoumis qui se sont présentés volontairement.

Au cas très rare, où le général a délivré d'office l'ordre d'informer, l'inculpé ne se trouve pas encore à la disposition du rapporteur ; ce magistrat décernera contre lui, suivant qu'il le jugera convenable, l'un des mandats prévus par l'art. 103 C. J. m., sauf à décider par la suite, s'il y a lieu de le maintenir en liberté provisoire ou en état d'arrestation. Les règles relatives aux mandats, à leurs formes et à leurs effets, sont contenues au C. I. c.. Délivrés par le rapporteur, le Commissaire du gouvernement est chargé de les transmettre, d'en assurer l'exécution et d'en rendre compte au général en chef.

Nul ne pouvant être enlevé à son service sans que ses chefs en soient officiellement avertis, si le rapporteur délivre un mandat contre un homme présent au corps, c'est au chef de corps qu'il doit être transmis par le commissaire du gouvernement.

Si l'inculpé sous le coup d'un mandat a abandonné son corps, le commissaire du gouvernement transmettra le mandat au commandant de la gendarmerie de l'inculpé, ou de tout autre lieu où le rapporteur suppose que cet inculpé a pu se retirer.

Il en sera de même au cas où un inculpé, non militaire, est cependant justiciable des conseils de guerre.

Retenons seulement que : 1° si l'inculpé est libre, le rapporteur peut à son gré le laisser en liberté ou au contraire ordonner son arrestation. L'art. 40 C. I. c., qui soumet en cas de flagrant délit le droit d'arrestation à certaines conditions restrictives, n'est point ici applicable. 2° si au contraire un ordre d'écrou a été délivré par le général, il est impossible au rapporteur, en dehors des cas que nous avons indiqués, de mettre l'inculpé en état de liberté provisoire.

Comment justifier cette exception à la loi commune? Craint-on que l'inculpé après son interrogatoire, ne se dérobe aux poursuites en prenant la fuite? Mais on peut exercer sur le militaire une surveillance des plus étroites, dont on ne saurait jamais entourer un justiciable ordinaire !

C'est bien encore, à notre avis du moins, une conséquence de ce principe de hiérarchie que nous signalions plus haut. Le rapporteur, seul à même d'apprécier s'il y a lieu d'ordonner la mise en liberté provisoire ou de maintenir l'état d'arrestation, ne peut rien par lui-même, n'a aucun pouvoir de juridiction.

L'absence de cette disposition favorable aux prévenus paraîtra plus injuste et plus illogique encore si l'on songe que, d'une part les inculpés sont écroués même en matière de délits n'entraînant qu'une peine légère d'emprisonnement, et d'autre part que la durée de la prison préventive n'est pas imputable sur la peine prononcée par les juridictions militaires (1).

Nous raisonnerons donc sur le cas le plus général, celui où l'inculpé est détenu.

Rôle et pouvoirs du rapporteur. — Le rapporteur qui doit procéder à l'interrogatoire dès la réception de l'ordre d'informer, signe un ordre d'extraction qui sera exécuté par le gardien chef de la prison militaire, et en vertu duquel l'inculpé sera conduit en son cabinet et demeurera à sa disposition. Au cours de l'interrogatoire, où l'inculpé comparait libre, le rapporteur n'est assisté que du greffier. Cependant, si l'inculpé paraît dange-

(1) Voir le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des députés par M. de Freycinet alors ministre de la guerre (Annexe au procès-verbal de la séance du 2 février 1899.) et tendant à modifier l'art. 200 C. J. m..

reux, ou si l'on craint qu'il ne s'échappe, un homme de service peut demeurer en armes, dans la salle où l'on procède à l'interrogatoire.

Après chaque interrogatoire le juge donne lecture au prévenu du procès-verbal où il a mentionné les questions et les réponses qui y ont été faites. Ce procès-verbal est signé par le rapporteur, le greffier et le prévenu ; si ce dernier ne peut ou ne veut signer, mention en est faite au procès-verbal.

Les règles contenues au C. I. c. et relatives à l'audition des témoins, aux confrontations, sont applicables en matière militaire.

Rappelons une fois de plus que, si les opérations de l'information préparatoire ont été régulières, le rapporteur peut se dispenser d'entendre à nouveau les témoins (Art. 104 C. J. m.).

Jusqu'ici, les règles que nous avons retracées sont les règles générales posées au C. I. c. ; mais survient-il quelque complication de la procédure, nous allons voir des règles nouvelles apparaître. Supposons qu'au cours de l'information, il soit révélé que le prévenu est coupable d'un délit autre que celui pour lequel l'information a été ouverte, ou qu'il résulte de l'ensemble de la procédure qu'à raison de l'absence d'une circonstance aggravante, par exemple, les faits doivent recevoir une nouvelle qualification : le rapporteur n'a, dans tous ces cas, aucun pouvoir ; il doit en référer au général en chef. (Circulaire ministérielle du 26 février 1865.)

La même règle s'impose au rapporteur s'il est établi que le prévenu n'est pas justiciable des tribunaux militaires, ou qu'il a des complices civils, auxquels cas la juridiction militaire est incompétente ; il doit encore avertir le général en chef qui transmet, s'il partage

l'avis du rapporteur, la procédure au procureur de la République compétent.

Voilà bien l'application du principe de la hiérarchie à la justice militaire. C'est le chef suprême qui est le juge suprême. Et comme nous l'avons dit, la rapidité de la répression en souffre : il résulte de ces communications souvent fréquentes entre le général et ses subordonnés une prolongation notable de la durée des préventions. Si encore il en résultait quelque avantage ! Mais nous verrons bientôt qu'il n'en est rien.

Disons encore, pour être complet, en terminant cet exposé, que la constitution de partie civile par le plaignant n'est pas admise en matière militaire, pas plus pendant l'instruction qu'au cours des débats. La justice militaire est essentiellement répressive. (1)

Pouvoirs du général en chef. — Critiques et réformes proposées.

Les opérations de l'instruction terminées, le rapporteur transmet les pièces de la procédure avec son rapport au commissaire du gouvernement, et ce dernier les fait parvenir, en y joignant ses conclusions, au général en chef.

Connaissant les idées qui ont présidé à la confection du C. J. m., nous ne serons pas étonné de constater qu'au sommet de l'administration de la justice militaire se trouve le chef suprême du corps d'armée : le général de division commandant la circonscription.

Or, ce n'est pas seulement un rôle de haute surveillance et de contrôle supérieur, mais bien un rôle actif et

(1) Voir *infra*.

d'une importance prépondérante au cours de la procédure que celui confié au général en chef.

Les attributions du général consistent en une double intervention se produisant, nous l'avons vu, à certains moments déterminés de la procédure : au début de l'information et à la clôture de l'instruction. De cette double intervention dépend le sort de toutes les affaires militaires.

Reportons-nous au début de l'information, avant l'ouverture de l'instruction proprement dite. Le général, saisi d'office, ou par la plainte d'un chef de corps, peut, suivant qu'il le juge à propos, donner ou refuser l'ordre d'informer ; en d'autres termes, classer définitivement l'affaire ou ordonner une instruction. La décision ainsi rendue par lui est souveraine et sans appel. Sans doute, la haute situation qu'il occupe et qui le met à l'abri des influences, son expérience consommée des affaires militaires, constituent de sérieuses garanties pour l'administration de la justice. On peut être persuadé que l'autorité supérieure ne refusera jamais d'informer au sujet d'une plainte reposant sur des preuves certaines, ou même seulement sur un ensemble d'indices ou de présomptions suffisamment graves. Cependant, déjà lors de la rédaction du code de 1857, des esprits éclairés et perspicaces craignaient que ces pouvoirs sans limite et sans contrôle laissés au général en chef ne présentassent des dangers ou tout au moins n'offrissent aux justiciables aucune garantie.

Ce n'est pas en effet une simple formalité que la délivrance de l'ordre d'informer ; cet acte initial de toute procédure militaire est d'une extrême importance : les indications qu'il contient doivent être rigoureusement suivies par le rapporteur. Il doit énoncer en termes précis les faits incriminés, les limiter exactement et les

qualifier conformément à la loi. Il est interdit formellement aux magistrats instructeurs d'informer sur des faits qui n'y sont pas expressément compris. Ce premier acte exige donc, on le voit, des notions au moins sommaires de la loi pénale et une connaissance approfondie et détaillée des faits qui devront ou non motiver une information. Or, le général n'a aucune connaissance juridique; ses fonctions ne l'ont en rien préparé aux attributions judiciaires, et ses occupations sont telles qu'il ne peut, dans la plupart des cas, se livrer par lui-même à l'examen d'un dossier.

Ne faut-il pas craindre également que, dans l'exercice de cette délicate mission, le général ne se laisse quelquefois guider par des considérations de métier ou de personne? C'est le gardien suprême de l'honneur de l'armée, a-t-on dit lors de la discussion du code, nul n'est mieux qualifié que lui pour remplir le rôle important dont il est chargé; il n'est pas à redouter qu'il fasse, des larges pouvoirs qui lui sont conférés, un mauvais usage. Mais, on l'a fait très justement remarquer, ce n'est pas une justification suffisante de ses attributions exorbitantes : l'honneur de l'armée sera-t-il toujours compatible avec la bonne administration de la justice? Dans la lutte ouverte entre ces deux principes également respectables, l'intérêt de l'honneur de l'armée ne risquera-t-il pas de l'emporter sur celui de la justice qui veut la punition du coupable, quelque haute que soit sa situation?

C'est sous l'inspiration de ces idées que le comte de Champagny proposait un amendement aux termes duquel la délivrance de l'ordre d'informer cesserait d'être facultative et deviendrait obligatoire pour le général (1).

(1) Voir Travaux préparatoires.

C'était tomber dans un excès d'un autre genre ; l'auteur de l'amendement oubliait que souvent une dénonciation ou une plainte peut être dictée par des sentiments de haine ou d'animosité, et qu'il est du devoir bien compris du ministère public, protecteur des citoyens, de ne pas laisser leur honneur à la merci des calomnies du premier venu. L'amendement fut d'ailleurs à bon droit repoussé.

C'est assurément une décision grave et qui doit être prise non pas à la légère, mais après sérieux examen, celle qui consiste à donner suite à une plainte ou à une dénonciation ; l'autorité compétente doit tenir compte des divers intérêts en présence : l'honneur de l'inculpé et la répression du délit, le préjudice causé à la victime, etc...

Le seul magistrat à qui doit être désormais confié le soin de prendre cette détermination c'est, à notre avis, le rapporteur. Personne mieux que lui n'est au courant des faits, nul mieux que lui ne connaîtra et ne saura interpréter la loi pénale.

Les opérations de l'instruction sont terminées ; le prévenu a été interrogé, les témoins entendus. Les procès-verbaux des opérations de l'instruction sont transmis immédiatement au général en chef avec l'avis motivé du commissaire du gouvernement et du rapporteur. Mais ces avis ne sont qu'officiels : le général est le juge sans contrôle de l'issue que comporte l'instruction, non lieu ou ordre de mise en jugement.

Supposons que l'autorité du général présente comme on l'a soutenu et comme certains auteurs le prétendent encore, « toutes les garanties de compétence et d'impartialité désirables ⁽¹⁾ », la disposition législative qui

(1) FOUCHER. — *Commentaire du Code de justice militaire.*

lui donne pleins pouvoirs pour l'exercice des poursuites si on la rapproche de celle qui lui confie, à l'exclusion de tout autre, le droit de délivrer l'ordre d'informer, prête à de sérieuses critiques. « L'autorité qui requiert les poursuites n'a plus en effet qualité pour apprécier les résultats de l'information qu'elle a ordonnée » (1).

Le Procureur de la République qui a requis l'ouverture d'une instruction peut bien au cours de cette instruction prendre telles réquisitions qu'il juge convenables, mais ce n'est pas lui qui décidera de l'issue que comporte l'affaire : c'est au juge d'instruction qu'est réservée cette mission.

Les attributions du procureur de la République et du juge d'instruction sont, devant la justice ordinaire, soigneusement distinguées, et, en théorie tout au moins, l'indépendance du juge d'instruction vis-à-vis du procureur de la République est parfaitement assurée.

Ici, au contraire, le général cumule ces deux attributions.

C'est là, il faut le remarquer, écrit M. l'avocat général Meynieux (2) « une disposition fâcheuse de la loi et une confusion de pouvoirs injustifiable. »

Cette observation seule suffirait pour motiver la réforme de la législation militaire sur ce point. Mais nous allons bientôt constater les inconvénients qu'il y a à laisser le général arbitre souverain des poursuites en matière militaire.

La seule raison sérieuse qui puisse légitimer l'intervention du général en chef à la clôture de l'information, c'est la considération du contrôle qu'il exerce sur

(1) MEYNIEUX. — *opus cit.*

(2) *Opus. cit.*

ses subordonnés, le commissaire du gouvernement et le rapporteur ; il est, pour mieux dire, une juridiction supérieure chargée de vérifier leurs opérations. De même que les juges d'instruction ont au-dessus d'eux, pour contrôler leurs décisions, la Chambre des mises en accusation, de même au-dessus des rapporteurs est établie l'autorité suprême du général, instituée non point précisément pour réviser leurs décisions, puisque ces derniers n'ont pas de pouvoirs de décision, mais plutôt pour contrôler leurs avis. Or, pour qu'un contrôle soit efficace, pour qu'une juridiction supérieure constitue pour les justiciables une appréciable garantie, le bon sens indique que le magistrat supérieur doit avoir, sur toutes les questions soumises à son appréciation des connaissances doctrinales et une expérience à tout le moins égales à celles que l'on rencontre chez le juge dont il est appelé à réviser les décisions.

Aucune condition d'aptitude n'est exigée des magistrats du parquet militaire et c'est, nous l'avons dit, une des lacunes de notre code. Mais, nous l'avons également constaté, il arrive parfois que la pratique judiciaire, si elle ne remplace pas chez ces magistrats l'instruction juridique, y supplée du moins dans une certaine mesure. Le général, au contraire, qui n'a aucune connaissance de la loi pénale, n'a pas même la ressource d'en acquérir par la pratique des affaires. Si les rapporteurs et les commissaires du gouvernement arrivent, après un temps plus ou moins long, à se mettre au courant de leurs fonctions, c'est parce qu'ils les exercent continuellement et exclusivement, souvent pendant de longues années. L'administration de la justice n'est, au contraire, pour le général en chef, qu'une partie accessoire de ses importantes fonctions, et on peut bien le dire, il la néglige

le plus souvent pour d'autres plus en rapport avec ses goûts et ses aptitudes.

Dans la plupart des cas, l'examen des procédures est confié par le général à son chef d'état-major, qui en remet lui-même le soin « à un officier d'état-major, jeune capitaine sans aucune expérience en ces matières et qui n'éprouverait nulle peine, j'imagine, à proclamer très loyalement son absolue incompétence et son ennui d'une telle responsabilité (1) ».

Qu'on n'aille pas prétendre que la procédure étant terminée, le rôle du général est d'une simplicité extrême, qu'il n'exige ni beaucoup de temps, ni connaissances spéciales. Ce serait gravement se tromper : est-il toujours facile, même pour des praticiens, de reconnaître si un fait constitue ou non une infraction prévue par la loi pénale, si telle circonstance aggravante, telle excuse légale se rencontre dans une espèce ? N'est-ce pas une question grave que celle de la qualification des infractions, et n'est-il pas plus important encore devant les conseils de guerre qu'auprès de toute autre juridiction que la qualification soit exactement donnée ? Si elle est vicieuse, il est bien loisible au Conseil lui-même de la modifier, mais avec combien d'hésitation et d'incertitude procéderont ces officiers qui ne sont pas des magistrats !

Dès 1857, on avait compris la gravité de la question, et plusieurs solutions diverses avaient été proposées à ce problème.

Ce n'en était pas une, en réalité, que le projet consistant à obliger le général à délivrer, dans tous les cas, l'ordre de mise en jugement. C'était supprimer le problème sans le résoudre. Il est vrai que souvent une simple

(1) Projet Mirman.

ordonnance de non-lieu est bien insuffisante à détruire l'impression fâcheuse produite par une information : l'inculpé aurait presque toujours le plus grand intérêt à démontrer au grand jour de l'audience son innocence. Mais il ne faut pas oublier que le ministère public n'est pas un instrument docile entre les mains du premier venu, que nul ne peut le contraindre à exercer des poursuites, et que l'intérêt général doit l'emporter sur l'intérêt des particuliers.

On proposait aussi d'adjoindre au général en chef un officier supérieur chargé de remplir en son nom ces hautes fonctions judiciaires. C'est encore, à très peu de choses près, le système mis en avant aujourd'hui par M. l'avocat général Meynieux : il voudrait qu'auprès du général fût établie une commission, composée d'officiers supérieurs, qui procéderait à l'examen des procédures et transmettrait son avis à l'autorité supérieure, toujours libre, d'ailleurs, de n'en pas tenir compte. A regarder de près, est-ce autrement que les choses se passent aujourd'hui, en pratique ; une telle réforme constituerait-elle un appréciable progrès ?

M le comte de Champagny se rapprochait davantage des véritables principes quand il proposait, par un amendement qui fut d'ailleurs repoussé, qu'on laissât le commissaire du gouvernement et le rapporteur maîtres des poursuites, et que le général n'intervînt qu'au seul cas où il y aurait entre ces deux magistrats divergence d'opinions.

Extension des pouvoirs du rapporteur ; ses avantages. — Le système de M. le Comte de Champagny se rapproche sensiblement de celui qui tend à prévaloir aujourd'hui. La solution qui paraît, en effet, la plus simple et la plus raisonnable, consiste à assimiler de tous points

le rapporteur à un juge d'instruction, maître de l'issue que comportent les opérations dont il est chargé.

Le juge d'instruction, nous le savons, sauf le recours dont ses ordonnances sont susceptibles et dont nous parlerons plus loin, est arbitre de la solution à donner à l'information. Suivant les circonstances, la loi lui confère le droit de rendre une ordonnance de non lieu ou bien, suivant le cas, une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel, ou de simple police, ou devant la chambre des mises en accusation, car il ne lui est pas permis, de sa propre autorité, de déférer directement un accusé devant la cour d'assises.

Pourquoi n'en serait-il pas de même en matière militaire (1) ? Est-il un magistrat (car le rapporteur deviendra prochainement, espérons-le, un véritable magistrat) plus éclairé et plus autorisé pour déterminer le parti qu'il convient de prendre à l'issue d'une information ? Qui pourra mieux que le rapporteur remplir cette délicate fonction, lui qui a suivi dès le début toutes les phases de la procédure, interrogé le prévenu, opéré les confrontations, entendu les témoins, etc. ? Enfin, répétons-nous encore ici, cette réforme est la conséquence rationnelle du principe qui consiste à exiger des fonctionnaires de la justice militaire des aptitudes et des connaissances spéciales. Devenus ainsi de véritables magistrats, il serait manifestement illogique de soumettre leurs décisions au contrôle d'un supérieur hié-

(1) Voir à ce sujet un très intéressant document publié par le Comité du contentieux et de la justice militaire du ministère de la guerre et intitulé : *Projet de Code de Justice militaire pour l'armée de terre*, Paris, 1900. — Sur les pouvoirs du rapporteur, art. 83-108 sur les *Commissions d'accusation* dont nous parlerons plus loin, art. 108 (g à p).

Ce document renferme l'ébauche d'une mise en application des principes exposés dans le projet du gouvernement.

rarchique de l'ordre militaire et non de l'ordre judiciaire.

La réforme ainsi proposée est d'ailleurs parfaitement conforme à la règle que s'était tracée en d'excellents termes, au début de ses travaux, le législateur de 1857, mais que souvent il semble avoir perdu de vue : n'apporter de dérogation à la procédure ordinaire qu'autant que l'exigerait l'intérêt de la discipline militaire. Or il est difficile de soutenir que la discipline sera amoindrie du jour où les fonctions judiciaires attribuées jusqu'ici au général en chef seront confiées au rapporteur. Aucune atteinte ne sera portée à l'autorité de ce chef suprême, mais seulement, et ce sera un sérieux progrès, le pouvoir judiciaire sera désormais soigneusement séparé du pouvoir militaire.

Ce remaniement de la procédure militaire présente au reste, à quelque point de vue que l'on se place, d'appréciables avantages que nous avons d'avance laissé entrevoir, mais sur lesquels il convient d'insister.

La rapidité de la répression est, en matière militaire, une considération de premier ordre ; or il est facile de prévoir que la modification dont nous avons parlé aura pour conséquence certaine d'assurer, aux procès devant les conseils de guerre, une solution plus rapide. Les communications entre le parquet et le général, quelque restreint qu'en soit le nombre, entraînent une prolongation notable de la durée des procédures.

Si l'on songe que, même dans les affaires les plus simples, où aucune difficulté, aucune contestation ne se présente, au cas de flagrant délit par exemple, la double intervention du général au début et à l'issue de l'information est cependant nécessaire, on comprendra mieux encore combien le législateur s'était mal à propos laissé dominé par cette idée de hiérarchie, à laquelle il avait imprudemment tout sacrifié !

Assurer aux procès une solution plus rapide, c'est, par le fait même, abréger la durée de la détention préventive ; ce n'est pas non plus un intérêt négligeable.

Enfin la justice sera mieux administrée, l'intérêt de la société et celui des justiciables plus efficacement sauvegardés, lorsque les magistrats chargés de l'instruction et de la poursuite seront parfaitement éclairés et absolument indépendants ⁽¹⁾.

Création de Chambres de mise en accusation ou Commissions d'accusation militaire. — L'assimilation des procédures militaire et ordinaire serait incomplète, si l'on n'introduisait à côté des divers tribunaux existant en matière militaire, un rouage nouveau correspondant à la Chambre des mises en accusation, en matière ordinaire.

La Chambre des mises en accusation a le double rôle de contrôler et de compléter l'autorité du juge d'instruction. Elle statue en effet :

1^o Comme juge des oppositions-appels formés contre les ordonnances du juge d'instruction dans les cas prévus au code d'instruction criminelle.

2^o Cette juridiction peut seule, à l'exclusion du juge d'instruction, déférer un individu accusé d'un crime devant la cour d'assises.

(1) Nous avons indiqué que le rapporteur restait en fonctions, quelque soit le grade de l'accusé, fût-il son supérieur. Les inconvénients qui peuvent résulter d'une semblable situation sont manifestes (Mouly cité par CHANSON *op. cit.* page 211). Aussi propose-t-on généralement, et avec beaucoup de raison d'exiger du rapporteur un grade au moins égal à celui de l'accusé.

M. le Provost de Launay proposait en mars 1892 que les rôles de rapporteur et de commissaire du gouvernement fussent confiés au même magistrat. Signalons pour mémoire cette proposition d'une réforme qui semble très peu désirable.

Que l'on envisage l'une ou l'autre de ces attributions, on verra que l'institution de la Chambre des mises en accusation constitue, pour les inculpés et pour la société, une garantie précieuse, dont il est impossible de les priver plus longtemps en matière militaire.

Comme juge d'appel des décisions du juge d'instruction, elle est un contrôle efficace des opérations de ce magistrat. En matière criminelle, il est également facile de se convaincre que son rôle est d'une utilité incontestable. C'est en effet une décision grave, celle qui consiste à renvoyer un citoyen devant la cour d'assises, sous l'inculpation d'un crime : quelle que soit l'issue des poursuites, l'honneur de l'accusé sera toujours atteint. Il est donc important qu'une aussi grave détermination ne soit pas l'œuvre d'un magistrat unique, mais n'intervienne au contraire qu'après un débat et une délibération, devant une juridiction des plus éclairées, puisque les membres de la Chambre des mises en accusation sont des conseillers de la cour d'appel.

Il pourra parfois se produire ce fait, que l'inculpé que le juge d'instruction n'a pas cru devoir relaxer, bénéficie devant la Chambre des mises en accusation d'un arrêt de non-lieu.

Si le législateur de 1857 n'avait pu trouver le moyen d'instituer, relativement aux prévenus militaires, une juridiction équivalente à la Chambre des mises en accusation, c'est, dit un excellent auteur (1), qu'il avait cherché trop loin. Aujourd'hui, la création de ce tribunal nouveau semble réunir la majorité des suffrages : les partisans de cette réforme ne diffèrent plus entre eux

M. SELIGMAN: — *Bulletin de la Société de législation comparée*, Mars 1900.

que sur quelques points relativement peu importants. C'est le recrutement des membres de cette juridiction qui paraît soulever le plus de controverse. Cette juridiction sera-t-elle, comme le propose le gouvernement, une juridiction essentiellement militaire (*commission militaire*) dont les membres seront recrutés dans les mêmes conditions que les commissaires du gouvernement et les rapporteurs ? Sera-t-elle au contraire exclusivement civile, auquel cas la Chambre actuelle des mises en accusation remplirait, vis-à-vis des affaires militaires, le rôle dont elle est déjà investie relativement aux procès criminels ordinaires ? Ou, enfin, comprendra-t-elle à la fois des magistrats civils faisant partie de la Cour d'appel et des magistrats militaires ?

Cette dernière combinaison paraît avoir peu de chances d'aboutir, car actuellement, en France, la perspective d'un tribunal mixte est généralement considérée d'un œil peu favorable. Il faudra donc choisir entre les deux premières. A notre avis, le principe admis, le mode pratique de réalisation n'a qu'un médiocre intérêt ; cependant, s'il faut exprimer notre opinion, nous reconnaitrons que nos préférences sont pour le second système, extensif des pouvoirs de la Chambre des mises en accusation de la cour d'appel. On évitera de cette manière la création d'un rouage nouveau ; de plus, l'observation que l'on fait valoir en faveur de la suppression des conseils de révision semble pouvoir s'appliquer également aux Chambres d'accusation. Les questions qui sont soumises à ces juridictions sont en effet des questions de droit et non de fait : il n'est point nécessaire, pour les résoudre, de connaître les habitudes et les mœurs de l'armée, tandis qu'il est indispensable de posséder parfaitement les principes de la législation pénale ; souvent les difficultés soumises à la Chambre

des mises en accusation sont d'une appréciation très délicate.

La Chambre des mises en accusation, fonctionnant d'après le mode que nous venons d'indiquer ou de toute autre manière, il convient d'examiner quelles sont les affaires qui devront lui être soumises. La difficulté ne saurait être sérieuse : si nous étions en matière ordinaire la réponse serait simple, il suffirait de dire que la Chambre des accusations n'interviendra qu'en matière criminelle. Sans aller jusqu'à prétendre, comme on l'a fait, que la distinction des trois catégories d'infractions prévues par le code pénal (crimes, délits, contraventions) n'était pas nettement établie en matière militaire, il faut reconnaître qu'à certaines infractions sont attachées des peines d'une nature particulière qui, bien que mises par la loi au rang des peines correctionnelles, sont d'une gravité et d'une rigueur telles qu'elles sembleraient devoir être assimilées aux peines criminelles : nous voulons parler des peines de la *destitution* et des *travaux publics*. En raison de cette circonstance particulière, bien que ces peines soient encourues pour un simple délit, nous croyons, avec le projet du gouvernement qu'il serait sage de soumettre à l'examen de la Chambre des mises en accusation la procédure concernant les infractions susceptibles de les faire prononcer.

En résumé, quel que soit le nom que l'on donne à cette juridiction nouvelle, quelles que soient les règles adoptées pour sa composition, nous croyons que la création d'un semblable tribunal est le complément nécessaire des réformes jusqu'ici proposées, et constituera par là même un réel progrès.

Tel est l'ensemble des réformes dont l'utilité semble être généralement reconnue en ce qui concerne la seconde phase de la procédure.

Comparaison entre la procédure devant la justice ordinaire
et devant la justice militaire

Nous ne saurions mieux faire, pour montrer combien les réformes dont nous venons de parler sont légitimes et urgentes, que de comparer sommairement, en ses points principaux, la situation de l'inculpé devant la juridiction militaire à celle de l'inculpé déféré aux tribunaux ordinaires.

Envisageons la procédure devant les tribunaux de droit commun :

1° *En matière de délits.* Deux cas peuvent se présenter ; il y a ou non flagrant délit (Art. 40 C. I. c.). Au premier cas, la loi de 1863 permet au juge d'instruction et au procureur de la République de procéder à l'instruction rapide de l'affaire, et le prévenu est traduit à la plus prochaine audience du tribunal. Cette rapidité de la répression, qui n'est pas d'ailleurs exclusive de garanties, puisque le prévenu a la faculté de demander le renvoi de sa cause à une audience ultérieure pour préparer sa défense, apparaît au contraire comme un avantage pour l'inculpé.

Si le procureur de la République ne se trouve pas en présence d'un flagrant délit, deux partis s'offrent encore à lui. Si l'affaire paraît parfaitement élucidée par les documents réunis : plaintes, procès-verbaux, enquête officieuse, etc., il usera du droit de citation directe et traduira, sans plus ample information, le prévenu devant le tribunal correctionnel. Ainsi est il aujourd'hui procédé dans la majorité des cas ; et cette pratique s'est encore développée depuis le vote de la loi du 8 décembre 1897. Si cependant l'affaire présente quelques difficultés et n'est pas en état de recevoir immédiatement

une solution, le procureur de la République adresse au juge d'instruction ses réquisitions, et ce dernier procède à l'instruction d'après les règles établies au C. I. c. Ici, la faculté laissée au prévenu de se faire assister d'un avocat dès le début de l'instruction, lui permet « d'organiser sa défense » ; c'est pour lui un précieux avantage.

Si de l'étude des formes de procéder, nous passons à l'examen de la situation de l'inculpé, nous constaterons que dans la plupart des cas ce dernier sera laissé en liberté. L'emprisonnement préventif n'est employé en principe que contre les prévenus dont on craint la fuite ou qui menacent de troubler la sécurité publique. Au reste, supposons que le juge d'instruction ait usé de son droit d'arrestation, il lui est permis à tout moment de l'information, sur les conclusions du procureur de la République, de donner main-levée du mandat de dépôt ou d'arrêt par lui décerné.

Bien plus, la liberté provisoire est accordée dans de larges mesures. En matière de délits, elle est obligatoire pour le juge (Art. 113 C. I. c.), cinq jours après l'interrogatoire, chaque fois que la peine qui peut être encourue est inférieure à deux ans d'emprisonnement.

Dans tous les autres cas, elle peut être accordée facultativement sur la demande du prévenu et les réquisitions du ministère public, sous la garantie d'une caution.

Disons en terminant qu'en cas de refus par le juge d'instruction de la mise en liberté provisoire, son ordonnance peut être frappée d'opposition devant la Chambre des mises en accusation.

2° *En matière criminelle.* — Nous l'avons vu, aucun inculpé n'est déféré à la Cour d'assises sans que, au préalable, la Chambre des mises en accusation ait rendu

un arrêt de renvoi devant cette juridiction. Or, nous savons ce qu'est la Chambre des mises en accusation et quelle garantie elle constitue pour l'inculpé. Il suffit de rappeler que ce tribunal peut, suivant les circonstances, ou rendre un arrêt de mise en accusation renvoyant l'accusé devant la Cour d'assises, ou déférer ce dernier au tribunal correctionnel ou au tribunal de simple police, s'il estime que les faits ont été mal qualifiés, ou enfin rendre un arrêt de non-lieu. Au reste, sous certaines conditions, l'arrêt de la Chambre des mises en accusation est susceptible de pourvoi devant la Cour de cassation (Art. 229 C. I. c.).

En ce qui concerne la mise en liberté provisoire, elle peut être également accordée en notre matière par le juge d'instruction, avec cette seule réserve qu'elle cesse de plein droit du jour de l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises : cet arrêt doit en effet ordonner la prise de corps de l'accusé (Art. 232 C. I. c.).

Revenons à l'examen des règles de la procédure militaire.

Sommes-nous en *matière correctionnelle*, aucune distinction à faire entre le délit flagrant et non flagrant. Que le fait délictueux soit péremptoirement établi ou qu'il soulève les contestations les plus sérieuses, la procédure longue et compliquée, dont nous avons retracé les règles, s'accomplira rigoureusement. Même au cas de flagrant délit, le rapporteur ne pourra ouvrir une instruction que du jour où lui sera parvenu l'ordre d'informer signé du général en chef. De même, aucune décision ne saurait être prise à l'issue de l'instruction avant que le dossier ait été transmis à la même autorité qui statuera souverainement.

Ces lenteurs de la procédure, déplorables au point de vue militaire, sont d'autant plus à regretter que : 1^o du

jour du récépissé de la plainte en conseil, l'inculpé est détenu préventivement, sauf en quelques cas exceptionnels ; 2° aucune disposition ne permet, pas plus au rapporteur de donner main-levée d'un mandat par lui décerné ou de mettre l'inculpé en liberté provisoire, qu'au général de le faire bénéficier de cette même mesure.

En matière criminelle, la même remarque est applicable : l'accusé ne peut en aucun cas bénéficier de la liberté provisoire. Aussi bien, c'est prendre assez peu de souci des intérêts d'un accusé que de confier son sort aux mains d'un seul homme, qui n'est même pas un magistrat, et dont l'expérience et l'impartialité peuvent ne pas être à l'abri des critiques ! Combien l'autorité de la Chambre des mises en accusation ou de toute juridiction, substituée à celle du général, présentera plus de garanties !

La comparaison nous a semblé par elle-même trop éloquente pour qu'il soit utile de la commenter. A quelque point de vue que l'on se place, que l'on envisage les garanties accordées au prévenu, la rapidité de la répression, l'expérience des magistrats, la situation de l'inculpé devant les tribunaux militaires est très défavorable. Or, il n'est aucune raison qui puisse légitimer cette différence de situation que nous nous sommes attachés à faire ressortir. Il faut donc appeler de tous nos vœux la réalisation de l'ensemble des réformes proposées.

CHAPITRE III.

PROCÉDURE DE JUGEMENT

Le rapporteur et le commissaire du gouvernement n'ont aucun pouvoir de juridiction.

« L'instruction terminée, le rapporteur transmet les pièces avec son rapport et son avis au commissaire du gouvernement lequel les adresse immédiatement avec ses conclusions au général commandant la circonscription qui prononce sur la mise en jugement. » (Art. 108 C. J. m.)

Le rapport est en quelque sorte le résumé des opérations de l'instruction ; le magistrat instructeur doit apporter tous ses soins à sa rédaction. « Le rapport doit être, écrivent Messieurs Leclerc de Fourolles (1). et Coupois, divisé en quatre parties bien distinctes ; 1^o le récit des faits tels qu'ils résultent de l'instruction sans y ajouter aucun commentaire, 2^o les réponses de l'inculpé, ses moyens de défense, ses aveux, ses dénégations, 3^o ses antécédents judiciaires, sa tenue, sa moralité, 4^o enfin l'avis du rapporteur. »

Le rapport a une double utilité ; 1^o il sert au général à prendre connaissance des faits incriminés ; 2^o il en est donné lecture au début de l'audience publique du conseil

(1) *Op. cit.* sous l'art. 108 C. J. m.

de guerre. Il correspond, à ce dernier point de vue à l'acte d'accusation dans la procédure criminelle de droit commun.

D'après l'examen de la procédure, le général peut, suivant les circonstances, ou faire bénéficier l'inculpé d'une ordonnance de non-lieu, ou délivrer contre lui un ordre de mise en jugement. Au premier cas l'inculpé est, dès la réception de l'ordre par le commissaire du gouvernement, mis en liberté et il ne peut plus être informé contre lui à raison du même fait. Le général doit en ce cas soumettre au Ministre de la guerre les considérations qui ont motivé sa décision (1). L'ordre de mise en jugement délivré par le général au cas où les charges paraissent suffisantes contre l'inculpé, doit être, de même que l'ordre d'informer, signé du général lui-même et ce, à peine de nullité (conseil révision Paris, 21 avril 1881). Cet ordre ne peut, également à peine de nullité, relever des faits autres que ceux visés dans l'ordre d'informer: il doit de plus préciser exactement et limiter rigoureusement les faits qui font l'objet de l'accusation (révision Paris, 5 avril 1881).

L'ordre de mise en jugement est adressé par le général au commissaire du gouvernement avec toutes les pièces de la procédure. Ce dernier doit, à peine de nullité, notifier, trois jours au moins avant la convocation du Conseil, cet ordre à l'accusé en lui faisant connaître le crime ou le délit pour lequel il est mis en jugement, le texte de la loi applicable et le nom des témoins qu'il se propose de faire entendre. Cette notification est opérée à la diligence du commissaire du gouvernement par un officier de la force publique : elle est destinée à

(1) Instruction ministérielle relative à l'exécution du code de justice militaire.

éclairer l'inculpé sur les faits qui lui sont reprochés et à lui permettre de préparer sa défense.

Désignation du défenseur. — Le commissaire du gouvernement doit d'ailleurs avertir l'accusé que, s'il ne fait pas choix d'un défenseur, il lui en sera nommé un d'office par le président. Ajoutons que, le président ne résidant pas toujours dans la ville où siège le conseil de guerre, il est d'usage constant et reconnu que cet officier désigne par avance et conformément à la loi les personnes capables d'être choisies comme défenseurs, afin que le commissaire du gouvernement puisse immédiatement indiquer à l'accusé le nom de son conseil. Quelles personnes peuvent être désignées comme défenseurs? La plus grande latitude est laissée sur ce point au président par l'art. 110 C. J. m.; avocats, avoués ou militaires peuvent être par lui chargés du soin d'assurer la défense des accusés.

Il est d'usage auprès de certains tribunaux militaires de confier la défense des accusés à des militaires, le plus souvent des officiers, quelquefois même des sous-officiers. On peut dire que cette pratique est infiniment regrettable. L'officier chargé de présenter la défense d'un militaire ne peut avoir l'indépendance et la liberté de langage d'un avocat. « Messieurs, comme militaire je demanderais la condamnation de l'accusé, mais comme défenseur, j'implore votre indulgence ⁽¹⁾ », tel est l'exorde type des plaidoiries d'officiers devant le conseil de guerre. Il exprime bien la lutte qui se livre dans l'esprit de ces hommes, entre deux sentiments qui les pénètrent et qu'il leur est souvent difficile de concilier : le sentiment du devoir et du maintien de la disci-

(1) Projet Mirman.

plaine dans l'armée, et la pensée des obligations spéciales qui leur incombent à raison de leurs fonctions de défenseurs.

Nous partageons, avec beaucoup d'auteurs, cette opinion que, si la faculté doit être maintenue pour l'inculpé de choisir pour le défendre un militaire, la désignation du président du conseil de guerre doit être rigoureusement limitée aux avocats et aux avoués. Nous croyons d'ailleurs que même en l'absence d'une disposition législative, l'usage de la défense par les militaires tendra nécessairement à disparaître. En effet, la loi du 15 juin 1899, que nous avons étudiée, ne permet l'accès du cabinet du rapporteur qu'aux avocats et aux avoués, à l'exclusion des militaires. Or, il est maintenant d'usage assez courant que l'avocat désigné pour suivre les opérations de l'instruction présente également la défense devant le conseil de guerre (un arrêt récent (1) semble même imposer à l'avocat cette obligation nouvelle). Comme dans la plupart des cas, un défenseur est désigné ou choisi pour suivre l'instruction, il est probable que l'avocat sera prochainement le seul défenseur autorisé à assister les accusés. On supprimera, par ce moyen, les inconvénients dont on a parlé et l'on répondra également aux critiques qui s'étaient élevées au sujet de la nomination du défenseur par le président du conseil de guerre. On craignait que cet officier ne fût pas à même d'exercer un choix judicieux et éclairé : aux termes de la loi de 1899, la désignation sera faite désormais par le bâtonnier de l'ordre des avocats, sur l'invitation du commissaire du gouvernement.

Rappelons qu'aux termes de la loi précitée, le dé-

(1) Caen : 8 janvier 1900, D. P. 1900. 2, 15 (Chambres réunies).

fenseur qui a pu, à tout moment de la procédure, communiquer avec son client, a de même, et à plus forte raison, ce droit dès la notification de l'ordre de mise en jugement.

Ordre de convocation. — En même temps qu'il adresse au commissaire du gouvernement l'ordre de mise en jugement, le général ordonne la convocation du conseil de guerre. Il en donne avis au président et au commissaire du gouvernement ; ce dernier fait les convocations nécessaires.

Examen et jugement.

Cette partie de la procédure est de beaucoup celle qui se rapproche de plus près de la procédure suivie devant les tribunaux ordinaires. Nous nous contenterons donc d'en exposer sommairement les règles en signalant au passage les rares particularités qu'elle présente.

Le conseil de guerre se réunit aux jour et heure fixés par l'ordre de convocation. Ses séances sont publiques, à peine de nullité ; néanmoins, si cette publicité paraît dangereuse pour l'ordre ou pour les mœurs, le conseil ordonne que les débats aient lieu à huis-clos. En tous les cas, le jugement est prononcé publiquement. (Art. 113 C. J. m.) Le président a la police de l'audience. Les art. 114 et 115 confèrent au président, ainsi qu'au conseil de guerre, des pouvoirs exorbitants du droit commun, dont l'étendue paraît assez critiquable. Si les assistants donnent des marques d'improbation, le président peut les faire expulser, et, s'ils résistent à ses ordres, ordonner, qu'ils soient civils ou militaires, leur arrestation et leur détention pendant un temps qui ne peut excéder quinze jours. Si le tumulte a pour but de mettre obstacle au cours de la justice, les manifestants, quels

qu'ils soient, peuvent être, par le conseil, déclarés coupables de rébellion et punis d'un emprisonnement qui ne peut excéder deux années. Enfin, toujours aux termes du même article, si les témoins, les assistants civils ou militaires ou l'accusé se rendent coupables de voies de fait, d'outrages et de menaces par propos ou par gestes, envers l'un des membres du conseil de guerre, ils sont déférés séance tenante à la juridiction militaire et condamnés, s'ils sont civils, aux peines portées par le code pénal, et s'ils sont militaires, quel que soit leur grade, aux peines prononcées par le code de justice militaire contre lesdits crimes ou délits commis envers des supérieurs pendant le service. Cette dernière disposition fut l'objet, lors de la rédaction du code, des plus violentes critiques : elle ne peut, en effet, résister à un examen quelque peu sérieux. De deux choses l'une : ou bien les membres du conseil de guerre sont des juges, ou bien ils sont des chefs. S'ils sont des juges, les peines édictées contre ceux qui les outragent, qu'ils soient civils ou militaires, doivent être celles portées par le code pénal ordinaire. S'ils sont des chefs, comment se fait-il qu'un supérieur, qui se rend coupable de l'un de ces délits envers un inférieur, puisse être condamné aux peines édictées pour les voies de fait et outrages envers un supérieur ? Une telle disposition est manifestement illogique : aussi faut-il souhaiter que la répression des délits d'audience soit ramenée à de justes proportions, et que l'accusé qui, dans un moment d'impatience ou d'égarement, insulte ou outrage le président ou le commissaire du gouvernement, ne puisse pas encourir pour ces faits le suprême châtement.

L'accusé comparait libre et sans fers, assisté de son défenseur (Art. 417 C. J. m.). S'il refuse de comparaître à l'audience, l'art. 418 C. J. m. indique la manière de

procéder néanmoins au jugement en son absence. Sa disposition n'est que la reproduction des articles 8 à 11 de la loi du 9 septembre 1832 sur les Cours d'assises.

Après avoir posé à l'accusé les questions d'usage prescrites par l'art. 117 C. J. m., le président fait lire par le greffier l'ordre de convocation, le rapport prescrit par l'art. 108 C. J. m. et les pièces dont il paraît nécessaire de donner connaissance au conseil. Après les lectures prescrites, le président procède à l'interrogatoire de l'accusé, puis à l'audition des témoins.

Jugement des exceptions et récusations. — Il faut cependant remarquer qu'avant l'audition des témoins, l'accusé doit, s'il a quelque moyen d'incompétence à faire valoir, le proposer sans plus tarder au conseil, à peine de se voir forclos (Art. 123 C. J. m.). Il s'agit ici de l'incompétence à raison de la qualité du justiciable. Cette exception d'incompétence est jugée sur-le-champ, et le jugement qui l'accueille ou la repousse doit être rendu *à la majorité des voix*. Si l'exception est rejetée, le conseil passe au jugement sur le fond de l'affaire, sauf à l'accusé à se pourvoir à la fois contre le jugement avant faire droit et le jugement définitif.

S'agit-il au contraire de quelque exception tirée de la composition du conseil, ou d'une récusation de juge à exercer, interdiction formelle est faite à l'accusé de les proposer, sauf à se pourvoir ensuite contre le jugement définitif devant le conseil de révision. Pourquoi cette disposition exceptionnelle ? Elle est toujours inspirée par les considérations que nous avons si souvent relevées : 1^o si le droit de récusation était ouvert à l'accusé, il en résulterait une prolongation de la procédure qui nuirait à la rapidité de la répression ; 2^o ce droit de récusation serait contraire à la discipline et à la hiérarchie mili-

taires. Il n'en demeure pas moins certain, M. l'avocat général Meynieux (1) le fait très judicieusement remarquer, que le système actuel est très défectueux.

A-t-on violé dans la composition du conseil de guerre les règles de l'art. 74, l'accusé n'a pas le droit de le faire remarquer, et le juge souvent embarrassé par cette fausse situation est, lui aussi, obligé légalement de siéger sans pouvoir se récuser. Ainsi la procédure manifestement irrégulière n'en continuera pas moins pour aboutir inévitablement à un pourvoi et à une révision.

Ne va-t-on pas ainsi directement contre le but que l'on se propose d'atteindre : la rapidité de la répression ? Cela est trop certain.

Le savant auteur dont nous venons de parler propose pour remédier à cette fâcheuse disposition un moyen fort simple que nous signalons et auquel nous nous rallions.

Vote : Institution du vote secret. — Le président du Conseil de guerre, comme le président des assises, est investi d'un pouvoir discrétionnaire pour la direction des débats et la découverte de la vérité. (Art. 125).

Les règles relatives à l'interrogatoire et à l'audition des témoins, aux questions qui peuvent leur être posées par le président, sur la demande du Ministère public ou de la défense sont celles du C. I. c.

Le commissaire du gouvernement est entendu dans ses réquisitions et l'accusé et son défenseur dans leur défense : au cas de réplique du Ministère public, le défenseur a toujours la parole le dernier.

Le président prononce la clôture des débats et fait retirer l'accusé qui ne doit plus reparaitre à l'audience.

Les juges se retirent dans leur chambre de délibéra-

(1) *Opus. cit.*

tions : à partir de ce moment, ils ne peuvent plus communiquer avec personne, ni se séparer jusqu'au prononcé du jugement. Ils ont sous les yeux les pièces de la procédure.

Ils procèdent au vote sur les diverses questions qui doivent leur être posées, dans l'ordre déterminé par l'article 132, savoir : 1^o fait constitutif ; 2^o circonstance aggravante ; 3^o excuse ; 4^o enfin, dans certains cas, question de discernement.

Pour éviter l'influence de l'opinion du supérieur sur l'inférieur, le Code prescrit que le président « doit recueillir les voix en commençant par le grade inférieur : il émet son opinion le dernier. »

La Chambre des députés est saisie, depuis le 20 mars 1894, d'une proposition de loi de *MM. Dumas et d'Hugues*, tendant à modifier le texte de l'art. 131. Leur proposition a pour objet de faire décider que le vote des juges du conseil de guerre aura lieu au scrutin secret (1). Ce moyen, exposent ces honorables députés, est le seul qui permette d'assurer efficacement l'indépendance du juge. « La loi actuelle prescrit de recueillir les votes en commençant par le grade inférieur ; c'est

(1) « Certains projets indiquent, comme réforme à appliquer à la justice militaire, l'obligation pour les juges de voter au scrutin secret. Jamais nous ne pourrions admettre cela. Pour nous, le fait, pour chacun des juges, de pouvoir formuler hautement son opinion, en présence de ses supérieurs, de ses égaux ou de ses inférieurs, constitue un des plus nobles avantages dont un militaire puisse s'enorgueillir... Dans la salle des délibérations, il n'y a d'ailleurs, quoique l'on puisse dire, ni supérieurs ni inférieurs. Il n'y a que des juges animés du même sentiment du devoir et pénétrés des graves responsabilités qui incombent à tous ceux qui savent tenir entre leurs mains les destinées d'un de leurs semblables. » Th. Coupois. *Etude sur la justice militaire* ; série d'articles publiés dans l'*Union républicaine de la Marne*, numéros des 25 octobre et jours suivants.

là, au cas improbable, mais possible, où le président voudrait faire prévaloir son opinion, une précaution illusoire. »

Cette proposition a été plusieurs fois reprise, et tout d'abord par M. Massé, qui fait remarquer, avec juste raison, que les inculpés devant les conseils de guerre sont privés des garanties qu'on leur accorde devant les autres tribunaux militaires, tels que les conseils de discipline et les conseils d'enquête. Indépendamment du vote secret, M. Massé propose l'institution du vote motivé. Cette disposition a sans doute une extrême utilité : il peut être souvent très important (des exemples frappants l'ont récemment montré) de connaître les éléments qui ont pu entraîner la conviction du juge. Mais on a objecté (1), et victorieusement ce semble, que l'institution du vote secret est difficilement compatible avec celle du vote motivé. Comment, lors de la rédaction du jugement, ne connaîtra-t-on pas l'avis des juges ? C'est au moins un danger grave de compromettre le secret du vote.

Aucune décision ne peut être prise contre l'accusé qu'à la majorité de cinq voix contre deux. Trois voix favorables à l'accusé suffisent pour faire prononcer son acquittement à la *minorité de faveur*.

Cette disposition exceptionnelle édictée en faveur de l'inculpé devant les conseils de guerre est, pour employer l'expression des travaux préparatoires, « un tempérament à la sévérité des peines qui frappent le militaire ». Depuis les nombreuses années que cette règle est en vigueur, elle ne paraît avoir offert aucun inconvénient ni présenté aucun danger.

(1) M. DIETZ. *La réforme des conseils de guerre*. Revue de Paris, 1^{er} décembre 1899.

Application de la peine. — Circonstances atténuantes.

Au cas où l'accusé est déclaré coupable, le conseil de guerre délibère sur l'application de la peine. Dans le cas où la loi autorise l'admission des circonstances atténuantes, si le conseil de guerre reconnaît qu'il en existe en faveur de l'accusé, il le déclare à la *majorité absolue des voix*. La peine est prononcée à la majorité de cinq voix contre deux. Si aucune peine ne réunit cette majorité, l'avis le plus favorable sur l'application de la peine est adopté.

Tandis que devant la Cour d'assises la question des circonstances atténuantes doit toujours faire l'objet d'un vote, bien qu'elle ne soit pas posée en termes exprès au jury, le principe contraire est admis devant la juridiction militaire. Ce n'est qu'exceptionnellement et pour un nombre très restreint de cas que les circonstances atténuantes peuvent être admises. Les raisons données pour justifier cette dérogation au droit commun sont, de l'avis unanime, très peu probantes (1). (Voir Travaux préparatoires.) Bien que l'étude des peines soit en

(1) M. ABEL, en son ouvrage déjà cité, écrit : « Bien loin que les circonstances atténuantes soient incompatibles avec les codes militaires, ce sont précisément les lois militaires qui, les premières, ont donné naissance aux circonstances atténuantes... Le peuple le plus militaire des temps passés, si amoureux de la discipline, le peuple romain, avait reconnu la supputation des circonstances atténuantes, et précisément dans l'appréciation des délits militaires. C'est dans le titre *De re militari* que l'on voit admis par le législateur et les jurisconsultes que les crimes échappés sous l'influence de l'ivresse ou de la débauché ne peuvent jamais entraîner une peine capitale : circonstances atténuantes ! Le crime de l'insolence envers un chef est moindre si la dignité du grade est inférieur : circonstance atténuante ! Le déserteur qui rentre en prétendant avoir été fait prisonnier doit être cru s'il est un bon soldat : circonstance atténuante ! Il faut tenir compte des

dehors du cadre de notre travail, nous croyons pouvoir assurer que l'extension du bénéfice des circonstances atténuantes aux délits militaires sera une œuvre de justice et un progrès immense réalisé sur la législation antérieure. Les propositions de loi actuellement soumises aux Chambres sont unanimes sur ce point (sauf la question de la mesure de l'atténuation des peines). (1)

Non cumul et récidive. — Au cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte est seule prononcée (Art. 135 C. J. m.). C'est la règle posée en termes assez restrictifs par le C. I. c., mais que la jurisprudence a appliqué au cas de poursuite de plusieurs crimes ou de plusieurs délits. L'hypothèse que nous venons d'envisager est celle de la reitération. Si nous examinons le cas de récidive, nous constatons qu'en l'absence de règle formelle écrite au C. J. m., la récidive n'entraîne en notre matière aucune aggravation de peine : le récidiviste est puni par les conseils de guerre comme le délinquant primaire. Le législateur a pensé que les peines édictées par le C. J. m. étaient assez sévères pour n'avoir pas besoin d'être augmentées, mais ce n'est peut-être pas une justification suffisante d'une semblable disposition. (Voir cependant le cas de récidive spéciale établi en matière de désertion par l'art. 332 C. J. m.)

difficultés de transport et de communication au soldat qui a dépassé le temps de son congé : circonstance atténuante.

« Concluons donc sur ce point en disant que rien n'est plus contraire à l'histoire et à la raison que de soutenir que la théorie des circonstances atténuantes ne peut s'habituer au régime militaire. » ABEL, *op. cit.*, page 33.

(1) Le projet du gouvernement admet l'atténuation des peines d'après les bases déterminées par l'art. 80 de la loi du 15 juil. 1889.

Remarquons toutefois qu'au cas où le conseil de guerre est appelé à prononcer sur un délit prévu par le code pénal et à appliquer les dispositions de ce code, il devra également faire application des règles de la récidive, aussi bien de celles posées dans les art. 56 et suivants du Code pénal que des règles contenues dans la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines. Par une anomalie singulière, cette dernière loi, en ses dispositions relatives à la récidive, pourra être appliquée par les conseils de guerre, alors que cette juridiction ne pourra, en aucun cas, prononcer le sursis à l'exécution de la peine. (Voir travaux préparatoires de la loi du 26 mars 1891. — Projets Massé et Mirman.)

Enfin, au cas où les condamnations encourues par le récidiviste de droit commun, déferé au conseil de guerre, devraient entraîner la peine de la relégation (loi du 27 mai 1885), cette peine ne pourra jamais être prononcée par la juridiction militaire.

Prononcé du jugement. — Le jugement est prononcé en audience publique : il doit comprendre, à peine de nullité, certaines mentions et énonciations dont l'art. 140 donne l'énumération. Le président donne lecture des motifs et du dispositif du jugement (Art. 136 et 140 C. J. m.). L'accusé, nous l'avons vu, n'assiste pas à l'audience au moment de la lecture du jugement : le législateur a craint qu'il ne manifestât son mécontentement ou sa colère d'une manière qui pût aggraver encore sa situation. L'art. 141 C. J. m. prescrit au commissaire du gouvernement de faire donner lecture à l'accusé par le greffier, en sa présence et devant la garde assemblée sous les armes, du jugement du conseil. Le commissaire du gouvernement doit en même

temps avertir le condamné que la loi lui accorde vingt-quatre heures pour exercer son recours devant le conseil de révision. Il serait désirable que ce délai fort court fût prolongé. On accorde en effet trois jours francs au condamné civil pour se pourvoir en cassation : pourquoi n'étendrait-on pas cette disposition au condamné militaire ?

Contumace et jugement par défaut. — Cette matière est régie par les art. 175 et suivants C. J. m. Si l'accusé d'un fait qualifié crime est en fuite, le président du conseil de guerre rend une ordonnance indiquant le crime pour lequel il est poursuivi et portant qu'il sera tenu de se présenter dans un délai de dix jours ; cette ordonnance est mise à l'ordre du jour. Cette formalité remplace celle de l'affiche prescrite par l'art. 466. C. I. c. A l'expiration de ce délai, il est procédé sur l'ordre du général, au jugement de contumace. La procédure est la même que si l'accusé était présent, sauf qu'il ne peut se faire représenter par un défenseur. Le jugement est rendu dans la forme ordinaire, mis à l'ordre du jour et affiché à la porte du lieu où siège le conseil de guerre et à la mairie du domicile du condamné. Le greffier et le maire dressent procès-verbal, chacun en ce qui le concerne. Ces formalités tiennent lieu de l'exécution par effigie. Le recours en révision contre les jugements de contumace n'est ouvert qu'au commissaire du gouvernement.

Si le fait dont est prévenu l'inculpé en fuite est qualifié délit, il est jugé par défaut d'après une procédure analogue à celle que nous venons d'indiquer, sauf cette particularité que, dans les cinq jours de la signification du jugement rendu contre lui, le condamné peut y former opposition. Après ce délai le jugement est ré-

puté contradictoire. C'est la règle posée au C. I. c. Aussi, si la signification n'a pas eu lieu à personne, l'opposition est recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine.

CHAPITRE IV.

PROCÉDURE DEVANT LES CONSEILS DE RÉVISION

Le pourvoi contre les décisions des conseils de guerre est une voie de recours extraordinaire : l'annulation du jugement ne peut être prononcée que pour des causes limitativement déterminées (Art. 74 C. J. m.). Dans le délai de vingt-quatre heures après la lecture du jugement au condamné, ce dernier, et dans certains cas le commissaire du gouvernement (Art. 409 et 410 C. I. c), peuvent former un pourvoi en révision. La déclaration du pourvoi est reçue par le greffier du conseil de guerre et elle peut être faite par le défenseur de l'accusé (Art. 143 C. J. m.).

Après la déclaration du recours, le commissaire du gouvernement adresse *sans retard* au commissaire du gouvernement près le conseil de révision une expédition du jugement et de l'acte de recours. Il y joint les pièces de la procédure et la requête de l'accusé, si elle a été déposée (Art. 159 C. J. m.). Les pièces sont déposées au greffe du conseil de révision, où elles restent vingt-quatre heures à la disposition du défenseur de l'accusé. Puis elles sont renvoyées par le président à l'un des juges pour en faire le rapport. Ce rapport doit contenir l'examen succinct des faits ayant motivé la condamnation et exposer les moyens de cassation fournis à l'appui du pourvoi. Dans les trois jours à

dater du dépôt des pièces, le conseil de révision prononce (Art. 162 C. J. m.).

La procédure à l'audience est très simple et se rapproche de la procédure suivie devant le conseil de guerre. Le rapporteur expose les moyens de recours : il présente ses observations sans toutefois faire connaître son opinion. Après le rapport, le défenseur du condamné est entendu. Le commissaire du gouvernement discute ensuite les moyens présentés dans la requête ou à l'audience, ainsi que ceux qu'il croit devoir proposer d'office, et il donne ses conclusions, sur lesquelles le défenseur est admis à présenter ses observations (Art. 104 C. J. m.). Le défenseur a donc ici encore, comme devant toutes les juridictions répressives, la parole le dernier.

Les juges se retirent pour délibérer. Les voix sont recueillies, comme devant le conseil de guerre, par le président, en commençant par les grades inférieurs : le rapporteur doit cependant toujours opiner le premier. Il est posé autant de questions que de moyens de nullité proposés, et les décisions sont rendues à *la majorité des voix*. Le jugement est motivé : il est prononcé en audience publique par le président, puis signé à la minute par le président et le greffier (Art. 165 C. J. m.).

Les décisions rendues par les conseils de révision entraînent certaines conséquences. Rien de particulier si le pourvoi est rejeté : le commissaire du gouvernement transmet le jugement du conseil de révision et les pièces au commissaire du gouvernement près le conseil de guerre et il en donne avis au général commandant la circonscription. Le commissaire du gouvernement notifie la décision au condamné, et c'est du jour de cette notification que court, dans les cas où il est auto-

risé, le délai de trois jours francs laissé au condamné pour se pourvoir en cassation.

Si le jugement du conseil de guerre est annulé pour incompétence, le conseil de révision renvoie l'affaire devant la juridiction compétente. S'il s'agit de l'incompétence *ratione materiæ* de la juridiction militaire, les pièces sont transmises au procureur de la République près le tribunal du lieu où siège le conseil de révision (Art. 167 C. J. m.).

Si le jugement est annulé pour tout autre motif, l'affaire est renvoyée devant le conseil de guerre de la circonscription qui n'en a pas connu ou, à défaut d'un conseil de guerre dans la circonscription, devant celui d'une des circonscriptions voisines.

Le jugement du conseil de guerre est-il annulé pour inobservation des formes, la procédure est recommencée à partir du premier acte nul. Il est procédé à de nouveaux débats (Art. 170.).

En cas d'annulation pour fausse application de la peine aux faits dont l'accusé a été déclaré coupable, la déclaration de la culpabilité est maintenue et l'affaire n'est renvoyée devant le nouveau conseil de guerre que pour l'application de la peine.

Tous ces cas sont prévus et régis par des textes spéciaux et précis. Mais quels vont être les pouvoirs du conseil de révision au cas où le fait qui a motivé la condamnation du conseil de guerre ne constitue ni crime ni délit, ou que le crime a été prescrit ou amnistié ? Pourra-t-il, ainsi que l'article 429 C. I. c. en confère le droit à la Cour de cassation, annuler le jugement sans renvoi, ou devra-t-il, conformément à l'art. 167 C. J. m., renvoyer devant un autre conseil de guerre ? Les commentateurs du Code de justice militaire se prononcent pour cette dernière solution. (Voir Foucher,

op. cit., pages 488 et suiv. ; Pradier Fœdéré, *op. cit.*, p. 339.) Mais une lettre ministérielle de 1872 est venue mettre fin à la controverse qui s'était élevée sur cette question. « Les conseils de révision, y est-il dit, sont aux conseils de guerre ce qu'est la Cour de cassation aux tribunaux de droit commun. Ils statuent sur le droit sans connaître du fait ; ils ordonnent le renvoi quand ils ont relevé une violation de forme qui autorise à reprendre la discussion sur le fond ; mais quand il ne reste rien à juger, soit que le fait ne constitue ni crime ni délit, soit qu'il ait été prescrit ou amnistié, le renvoi du jugement ne serait qu'une formalité sans objet et un retard inutile. » — *Opinion du ministre de la Justice communiquée aux conseils de révision par lettre ministérielle du 17 avril 1872.*

Le conseil de guerre devant lequel l'affaire est renvoyée ensuite d'annulation du premier jugement n'est pas lié par les décisions du premier : si le second jugement est annulé, l'affaire est renvoyée devant un troisième conseil (Art. 171 C. J. m.), qui doit, si l'annulation a été prononcée pour les mêmes motifs que celle du premier, se conformer sur la question de droit à la décision du conseil de révision.

TROISIÈME PARTIE

COMPÉTENCE DES CONSEILS DE GUERRE

Les tribunaux militaires ne statuent que sur l'action publique : tel est le principe que le législateur fait figurer en tête du livre de la compétence ; suivant son exemple, nous croyons bon de le rappeler ici.

Il a été de tout temps reconnu que les tribunaux militaires n'avaient juridiction que sur les personnes et que leurs jugements ne pouvaient avoir aucun effet sur les biens. « L'action civile est en effet une question d'ordre privé ; elle porte sur les biens et non sur la personne, et la solution des difficultés qui en naissent demande la connaissance et l'application exactes du droit civil qui n'entrent pas dans le domaine naturel et nécessaire du juge militaire. Les tribunaux civils demeurent ouverts à la partie lésée, elle peut les saisir de la réclamation (1). »

Les tribunaux militaires peuvent néanmoins, conformément à l'art. 53 *in fine* C. J. m., ordonner au profit des propriétaires la restitution des objets saisis ou des pièces à conviction lorsqu'il n'y a pas lieu d'en prononcer la confiscation.

Ce principe général comporte cependant deux exceptions. Dans les deux cas que nous allons indiquer, il appartient à la juridiction militaire d'arbitrer les dommages et intérêts réclamés par la partie lésée.

Le premier cas, prévu par l'art. 75 C. J. m. est relatif aux *prévôtés*. Ces tribunaux peuvent connaître des demandes en dommages et intérêts n'excédant pas cent cinquante francs, lorsqu'elles se rattachent à une infraction de leur compétence.

(1) Travaux préparatoires.

Le deuxième cas résulte de l'art. 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 relative aux conseils de guerre de l'Algérie (1).

On comprend toutefois que la personne lésée par l'infraction déférée aux tribunaux militaires puisse avoir intérêt, quand même elle ne peut conclure devant cette juridiction, à assister aux débats.

La jurisprudence lui reconnaît le droit de se faire représenter devant le conseil par un avocat ou un avoué. « Dans ce cas, le conseil doit, sur sa demande écrite ou verbale, lui donner acte de ce qu'elle déclare se constituer partie civile, mais en lui interdisant toute participation au fond de l'affaire délictueuse ou criminelle. » (Coupis, sous l'art. 54.)

(1) COUPIS, *opus. cit.* p. 25.

CHAPITRE PREMIER

COMPÉTENCE GÉNÉRALE ET COMPÉTENCE RESTREINTE
DES CONSEILS DE GUERRE (1)

Compétence générale.

L'art. 55 C. J. m. est ainsi conçu : « Tout individu appartenant à l'armée en vertu, soit de la loi de recrutement soit d'un brevet ou d'une commission, est justiciable des conseils de guerre permanents dans les circonscriptions territoriales en état de paix, selon les distinctions établies dans les articles suivants. »

La simple lecture de cet article nous indique suffisamment que la compétence des conseils de guerre dépend de la qualité de militaire du justiciable. Or, sont militaires tous les individus appartenant à l'armée ; examinons donc les différents titres auxquels on peut faire partie de l'armée.

On peut faire partie de l'armée : 1° en vertu de la loi de recrutement, 2° en vertu d'un brevet, 3° en vertu d'une commission.

1° *En vertu de la loi de recrutement.* — La loi de

(1) Nous n'avons pas jugé nécessaire d'exposer les règles, fort simples d'ailleurs, de la compétence des conseils de révision et de la Cour de Cassation en matière militaire (Art. 73 et 74 ; 80 et suivants C. J. m.) Cette étude ne présente aucune difficulté sérieuse.

recrutement qui nous régit est la loi du 15 juillet 1889. Elle comprend : 1° *les appelés*, autrement dit les hommes convoqués chaque année sous les drapeaux pour y accomplir leur temps de service. 2° *Les engagés volontaires* : l'art. 59 de la loi de recrutement détermine les conditions relatives aux engagements ; il ne vise que les engagés volontaires dont l'intention est seulement de devancer l'appel de leur classe : leur situation est assimilée à celle des appelés. Mais il est une autre catégorie d'engagés volontaires qui comprend les jeunes gens désireux d'entrer comme élèves dans une des grandes écoles du gouvernement (Ecole polytechnique, Ecole forestière, Ecole centrale des Arts et Manufactures, Ecole de Santé militaire, Ecole vétérinaire). Ils sont obligés, à leur entrée dans l'une ou l'autre de ces écoles, de contracter un engagement d'une durée plus ou moins longue (3, 4, 6 années). Sont-ils assimilés au point de vue de la compétence aux militaires présents sous les drapeaux ? Ils ne le sont qu'autant que les règlements de l'école à laquelle ils appartiennent les assujettissent au régime militaire (Ecole Polytechnique, Ecole de Santé militaire). Au cas contraire, bien qu'ayant contracté un engagement, ils ne sont soumis à aucun point de vue à la juridiction militaire (Ecole centrale des Arts et Manufactures). 3° *Les rengagés* : la loi du 15 juillet 1889 en ses art. 63 et suivants détermine les conditions auxquelles est subordonné le rengagement qui donne droit à certains avantages pécuniaires. Au point de vue qui nous occupe, il n'y a aucune distinction à faire entre le militaire rengagé et le militaire appelé ou engagé volontaire.

2° *En vertu d'un brevet*. — « Le brevet comprend les officiers et les assimilés aux officiers, c'est-à-dire les

personnes qui, cherchant dans la carrière des armes un état en rapport avec leurs goûts et leur position sociale, après avoir subi des épreuves spéciales, garantie de leur capacité et de leur aptitude, reçoivent un brevet et sont nommées à certains emplois (1). »

3° *En vertu d'une commission.* — Peuvent être maintenus sous les drapeaux, en qualité de commissionnés : les sous-officiers de toutes armes dans les conditions indiquées par la loi du 19 mars 1889, les militaires de la gendarmerie, les militaires du régiment des sapeurs-pompiers de Paris et le personnel employé dans les écoles militaires, enfin, dans certains cas, les caporaux ou brigadiers et même les hommes de troupe. La commission, comme le rengagement, donne droit à des avantages pécuniaires.

Si l'on peut induire des termes de l'art. 55 C. J. m. qu'il n'y a, en temps de paix, de justiciables des conseils de guerre que les individus faisant partie de l'armée, les articles suivants vont nous montrer que tous les militaires ne sont pas, dans la même mesure, justiciables de ces tribunaux. Les uns, dont l'art. 56 donne l'énumération, relèvent des conseils de guerre pour tous les crimes et délits dont ils ont pu se rendre coupables, qu'il s'agisse de crimes ou délits militaires ou d'infractions de droit commun. Les autres, dont la situation est réglementée par l'art. 57 C. J. m., ne répondent devant les conseils de guerre que des crimes et délits prévus par le titre II du livre IV C. J. m., c'est-à-dire les crimes et délits militaires, tandis qu'ils sont justiciables des tribunaux ordinaires pour les infractions de droit commun qui peuvent leur être reprochées.

(1) TAILLEFER, *op. cit.*, page 158.

Disons le par avance : sont soumis à la compétence étendue et générale des conseils de guerre les militaires *présents sur les contrôles de l'armée* (1) et soumis effectivement à la discipline militaire. Absents au contraire, ils ne relèvent de la justice militaire que relativement aux délits prévus par le C. J. m. de 1857. La règle semble fort simple à première vue, mais nous constaterons que la distinction entre la situation de présence et la situation d'absence peut être, très souvent, très délicate. Nous nous étendrons plus tard sur ce point

(1) On appelle *Contrôles* des états annuels et nominatifs des personnes appartenant à l'armée. Les règles relatives à la tenue des contrôles sont fixées par décret ; variables suivant les époques, elles sont actuellement déterminées par le décret du 29 mai 1890 *sur la solde et les revues* (*Moniteur officiel de l'armée*, 2^e semestre, partie réglementaire). Tenus pour les officiers par le trésorier, pour les hommes par le commandant de l'unité (compagnie, batterie, escadron), ils sont ouverts le 1^{er} jour de l'année. Tous les militaires comptant à l'effectif y figurent avec mention de leur grade et de leur position (présence ou absence). En regard de chaque nom sont inscrites successivement dans les cases disposées à cet effet, les différentes mutations individuelles qui se produisent pendant l'année. Il est tenu par chaque commandant d'unité administrative un contrôle particulier pour les réservistes et territoriaux, et un autre pour les *subsistants* des autres corps, qui continuent d'ailleurs à figurer sur les contrôles de l'unité à laquelle ils appartiennent, et toutes les mutations qui les affectent y sont reproduites. — Les contrôles sont tenus au jour le jour ; chaque matin le commandant de l'unité établit, au point de vue de la comptabilité et de la perception du prêt, sa *situation administrative*, c'est-à-dire son effectif, en indiquant les militaires qui ont fait mutation. Les indications numériques de la situation sont reportées sur la feuille de journée, et les indications nominatives, sur les contrôles en regard de chaque nom. La situation est remise au major qui tient lui-même un répertoire des permissionnaires, et un autre des militaires aux hôpitaux, en prévention, condamnés, rayés des contrôles pour longue absence etc. ; du major, la situation passe au trésorier, à l'intendant... Les intendants passent des revues d'effectif destinées à vérifier l'exactitude des contrôles. (*Décret du 29 mai 1890*, art. 85-88, 94-100 etc.)

mais constatons simplement en passant que les contrôles ont été uniquement institués pour le service de la solde et que la simple erreur d'un comptable mentionnant comme présent un absent ou inversement pourrait avoir la conséquence de modifier les règles de la compétence !

Les militaires présents peuvent être répartis en plusieurs catégories que nous allons passer en revue suivant l'ordre adopté par l'art. 56 qui est ainsi conçu :

« Sont justiciables des conseils de guerre des circon-
« scriptions territoriales en état de paix pour tous
« crimes et délits, sauf les exceptions portées au
« titre IV du présent livre : 1° Les officiers de tous
« grades, les sous-officiers, caporaux et brigadiers, les
« soldats, les musiciens et les enfants de troupe ;

» Les membres du corps de l'intendance militaire ;

« Les médecins, les pharmaciens, les vétérinaires
« militaires et les officiers d'administration ;

» Les individus assimilés aux militaires par les or-
» donnances ou décrets d'organisation,

» Pendant qu'ils sont en activité de service ou por-
» tés présents sur les contrôles de l'armée ou détachés
» pour un service spécial ;

» 2° Les militaires, les jeunes soldats, les rempla-
» çants, les engagés volontaires et les individus assi-
» milés aux militaires, placés dans les hopitaux civils
» et militaires, ou voyageant sous la conduite de la
» force publique, ou détenus dans les établissements,
» prisons et pénitenciers militaires ;

» 3° Les officiers de tous grades, et les sous-officiers,
» caporaux ou soldats inscrits sur les contrôles de
» l'Hôtel National des Invalides ;

» 4° Les jeunes soldats laissés dans leurs foyers et

- » les militaires envoyés en congé illimité, lorsqu'ils
- » sont réunis pour les revues ou exercices prévus par
- » l'art. 30 de la loi du 21 mars 1832 ;
- » Les prisonniers de guerre sont aussi justiciables
- » des conseils de guerre. »

1° *Officiers.* — L'officier a la propriété de son grade. Bien qu'il n'appartienne à l'armée qu'en vertu de sa volonté libre, il demeure soumis en tout point à la loi militaire tant qu'il n'a pas démissionné et que sa démission n'a pas été acceptée. La loi du 19 mars 1834 énumère, en son art. 2, les diverses positions des officiers, qui sont : l'activité, la disponibilité, la non activité, la réforme et la retraite.

L'activité est la position de l'officier appartenant à l'un des cadres constitutifs de l'armée, pourvu d'emploi, et de l'officier hors cadre employé temporairement à un service spécial ou à une mission.

La disponibilité est la position spéciale de l'officier général ou d'état-major appartenant au cadre constitutif et momentanément sans emploi (Art. 3).

La non activité est la position de l'officier hors cadre et sans emploi. La non activité peut résulter de diverses causes énumérées par l'art. 5 : licenciement du corps, suppression d'emploi, rentrée de captivité à l'ennemi lorsque l'officier prisonnier de guerre a été remplacé dans son emploi, infirmités temporaires, retrait ou suspension d'emploi. La non activité, lorsqu'elle provient de ces deux dernières causes, a un caractère essentiellement provisoire. L'officier, en non activité peut être rappelé à l'activité après un certain temps ; le temps passé par lui en non activité lui est compté comme service effectif, pour la réforme et la retraite seulement.

La réforme est la position de l'officier sans emploi qui, n'étant plus susceptible d'être rappelé à l'activité, n'a pas de droits acquis à la pension de retraite. La réforme est prononcée ou pour infirmités incurables, ou par mesure de discipline.

La retraite est la position définitive de l'officier rendu à la vie civile et admis à la jouissance d'une pension, conformément aux lois en vigueur.

Quelle est l'influence de ces diverses situations de l'officier sur les règles de la compétence ?

Les officiers à l'état d'activité sont pleinement justiciables des conseils de guerre, quelle que soit l'infraction qui leur est imputée.

Les officiers en non activité, bien que dégagés des obligations inhérentes au service actif, restent cependant soumis aux lois générales de la discipline et de la subordination : d'où cette conséquence que, s'ils se rendent coupables de quelque infraction contre le devoir militaire, ils sont justiciables des conseils de guerre. Ils seront, au contraire, justiciables des tribunaux ordinaires en cas d'infraction aux règles du droit commun. La même règle s'applique, sauf controverse (1), aux généraux en état de disponibilité.

L'officier mis en état de réforme, n'appartenant plus à aucun titre à l'armée, ne paraît en aucun cas justiciable des conseils de guerre.

Quant aux officiers en retraite, bien que rendus à la vie civile, ils demeurent pendant cinq années à la disposition de l'autorité militaire, qui peut leur confier un emploi de leur grade dans la réserve de l'armée active ou dans l'armée territoriale. Ils se trouvent ainsi dans le cas du § 1 de l'art. 57 C. J. m. et sont, à ce titre, soumis à

(1) TAILLEFER, *opus. cit.*, page 168.

la juridiction des conseils de guerre s'ils commettent quelque infraction contre le devoir militaire.

Les règles que nous étudierons tout à l'heure au sujet des militaires en général, sont applicables aux officiers. Ils ne sont soumis à la compétence de la juridiction militaire qu'autant qu'ils sont présents au corps. Au cas de présence au corps est assimilé le cas de détachement pour un service spécial : ainsi l'officier envoyé en mission est justiciable des conseils de guerre, quel que soit le délit dont il a pu se rendre coupable.

Les règles que nous venons d'étudier sont spéciales aux officiers de l'armée active, nous étudierons plus loin la situation des officiers de réserve et de l'armée territoriale.

2° *Sous-officiers*. — Les sous-officiers accomplissant leur service dans l'armée active sont soumis également à la compétence générale des conseils de guerre, qu'ils appartiennent à l'armée en vertu d'un rengagement ou d'une commission ; ils sont en toute matière, en cas de présence à leur corps, justiciables des conseils de guerre.

3° *Caporaux et brigadiers*. — Comme les sous-officiers, ils peuvent appartenir à l'armée soit en vertu de la loi de recrutement, soit en vertu d'un rengagement, soit enfin en vertu d'une commission (Art. 63, loi du 15 juillet 1889), et comme eux aussi ils seront dans tous les cas soumis à la juridiction des tribunaux militaires.

4° *Soldats*. — Ils font partie de l'armée comme appelés ou engagés volontaires. Pendant leur présence sous les drapeaux, ils sont soumis très étroitement à la discipline militaire et, en conséquence, justiciables en toute matière des conseils de guerre.

5° *Musiciens*. (1) — Il y a parmi les musiciens des militaires qui, incorporés dans un régiment, y servent en cette qualité, et des artistes civils commissionnés qui viennent s'adjoindre aux premiers. Aux termes de la jurisprudence de la Cour de cassation, les uns comme les autres sont justiciables du conseil de guerre, sauf le cas de désertion.

6° *Enfants de troupe*. — Ils appartiennent à l'armée, et, comme militaires, sont soumis à la juridiction des conseils de guerre ; mais comme ils ne sont pas appelés par la loi et qu'ils n'ont pas souscrit d'engagement, ils ne peuvent être poursuivis comme déserteurs.

7° *Membres du corps de l'intendance militaire, médecins, pharmaciens, vétérinaires, officiers d'administration*. — Certains corps tels que l'intendance et le service de santé (médecins et pharmaciens militaires) ont une hiérarchie spéciale indépendante de la hiérarchie militaire. Les officiers qui en font partie ne sont pas à proprement parler des assimilés, puisque « l'assimilation est l'égalité absolue entre deux officiers dont les grades sont désignés d'une manière différente » (2), mais ils prennent rang, au point de vue des prérogatives, après certains grades de l'armée (3). L'article 56 les soumet à la compétence des conseils de guerre, contrairement à certaines dispositions législatives antérieures ; leur comparution devant le conseil de guerre n'entraîne pas, nous l'avons vu, de modification dans la composition de ce tribunal.

(1) TAILLEFER, *op. cit.*, page 165.

(2) CHANSON, *op. cit.*, page 33.

(3) Il en est de même des vétérinaires depuis le décret du 18 juillet 1875.

La situation des officiers d'administration est identique : ils ne sont pas non plus assimilés. (Lettre ministérielle du 26 mai 1884.)

Examen de certains cas particuliers. — L'art. 56 C. J. m. prend soin de préciser certains cas dans lesquels, en l'absence d'un texte, quelque doute eût pu s'élever sur les limites de la compétence militaire :

1° Militaires, jeunes soldats, engagés volontaires, assimilés aux militaires dans les hôpitaux civils et militaires, ou voyageant sous la conduite de la force publique (Art. 56, 2°).

Si le militaire malade ou blessé ne peut recevoir à l'infirmerie du corps les soins que nécessite son état, il est évacué suivant les cas sur un hôpital militaire ou sur un hôpital civil. Il arrive fréquemment qu'il n'y ait pas au siège de la garnison un hôpital spécialement destiné aux militaires : dans ce cas, ces derniers sont transportés à l'hôpital civil. Au reste, peu importe que cet hôpital contienne ou non des salles exclusivement réservées aux militaires et que ceux-ci y reçoivent les soins d'un médecin-major ou d'un médecin civil. Le soldat est admis à l'hôpital à titre de militaire, et bien que, durant son séjour dans cet établissement, il ne reçoive pas de solde et qu'il figure sur les contrôles du corps auquel il appartient avec cette mention « *entré à l'hôpital le...* », il est réputé présent au point de vue de la compétence des tribunaux militaires.

Qu'il s'agisse de jeunes soldats ou d'engagés volontaires qui n'ont pas encore rejoint leur corps, la règle est la même.

Le cas du militaire voyageant sous la conduite de la force publique ne présente aucune particularité.

Quant aux militaires détenus dans les établissements,

prisons et pénitenciers militaires, ils figurent comme présents sur les contrôles de ces établissements. (Taillefer, *op. cit.*, p. 186, note 1.) (1)

Au cas du militaire présent au corps doit être assimilé, au point de vue qui nous occupe, le cas du militaire détaché pour service spécial. Ce cas se présentera assez souvent dans la pratique : l'homme de troupe qui voyage seul, pour conduire un cheval d'officier d'une garnison à une autre, le soldat-ordonnance qui accompagne quelquefois loin du corps l'officier au service duquel il est attaché, rentrent dans cette catégorie.

L'hypothèse la plus intéressante en cette matière est celle du soldat appelé en témoignage. Sera-t-il soumis à la juridiction militaire pour le jugement des infractions de droit commun qu'il peut commettre en son absence, en particulier du délit de faux témoignage ? Les auteurs s'accordent à reconnaître qu'il convient de faire intervenir une distinction : — Le militaire est-il appelé à témoigner devant un conseil de guerre ? Comme le siège du conseil de guerre est toujours une ville de garnison, il sera envoyé en subsistance dans un corps de cette garnison, et il figurera comme présent, pendant son séjour sur les contrôles de ce corps, avec cette mention : « *Pris en subsistance.* » Pendant le trajet aller et retour, il sera considéré comme étant en service commandé, et son cas rentrera dans la catégorie prévue par l'alinéa final du § 1, art. 56. L'appel en témoignage est considéré, d'après le décret du 22 mai 1890 (tableau 1), comme une position spéciale, et dans ces conditions le militaire a droit aux indemnités de route, et, soldat il touche sa solde, ce qui n'a jamais lieu lorsqu'il n'est pas considéré comme présent au service.

(1) Voir LARCHER et OLIER, *Institutions pénitentiaires de l'Algérie*.

Le militaire est-il cité à comparaître comme témoin devant un tribunal ordinaire ? Si ce tribunal siège en une ville de garnison, il y sera mis en subsistance, et les règles indiquées plus haut s'appliqueront. Si au contraire la ville, siège du tribunal, n'a pas de garnison, que décider ? Se trouve-t-on dans les termes de l'article ? Le militaire est-il considéré comme étant en *service commandé* ? La question est encore vivement controversée. (Voir dans le sens de la négative : Laloë, *op. cit.*, de l'affirmative : Taillefer, *op. cit.*).

2° *Jeunes soldats laissés dans leurs foyers et militaires envoyés en congé illimité réunis pour des revues et exercices.* — La loi de recrutement en vigueur lors de la promulgation du code de 1857 était la loi du 21 mars 1832. Cette loi divisait le contingent en deux parties : les hommes de la première partie étaient laissés dans leurs foyers sauf à être convoqués pour les revues et exercices ; quand à ceux de la seconde partie, seuls appelés au service actif, ils pouvaient être renvoyés en congé illimité dans certaines circonstances. Ces deux cas prévus par notre rubrique ne reçoivent plus aujourd'hui d'application. On pourrait cependant, par analogie faire rentrer dans cette catégorie les hommes *classés dans les services auxiliaires (hommes à la disposition)* qui peuvent, eux aussi, être réunis pour des revues d'appel (1).

3° *Invalides.* — La loi considère les militaires de tous grades figurant sur les contrôles de l'Hôtel des Invalides comme présents sous les drapeaux. Ils sont donc justiciables des conseils de guerre, sauf en ce qui concerne le cas de désertion. Les mêmes règles s'appliqueront pour *les prisonniers de guerre*.

Le principe général posé par l'art. 56 C. J. m. comporte

(1) TAILLEFER, *opus cit.* page 191.

cependant plusieurs exceptions dont deux principales :

A.) Une disposition spéciale du C. J. m. soustrait à la compétence des conseils de guerre les infractions « commises par des militaires aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie » (Art. 273 C. J. m.). Cette exception se rattache au principe que nous avons posé au début de ce chapitre, à savoir que les conseils de guerre ne connaissent que de l'action publique. Dans les matières ci-dessus spécifiées, la poursuite est exercée le plus souvent non pas à la requête du Ministère public, mais des administrations elles-mêmes (administration des forêts, des douanes, etc., etc.), et les condamnations prononcées sur leurs conclusions ont, dans un certain nombre de cas, le double caractère d'amende et de réparation civile.

En ce qui concerne la poursuite des contraventions en général, l'art. 271 C. J. m. laisse à l'autorité militaire le choix entre deux partis : ou punir disciplinairement le délinquant (emprisonnement de deux mois au maximum) ou le traduire devant le conseil de guerre. Remarquons en passant que, si l'on reconnaît la nécessité de créer des tribunaux militaires inférieurs (conseils de régiment), cette disposition disparaîtra du code (1).

B) Cas de complicité. — Nous étudierons plus loin les règles que l'on applique en cette matière, et nous y trouverons de notables dérogations aux règles générales de la compétence.

Compétence restreinte des Conseils de guerre.

L'art. 57 décide que, dans certains cas qu'il énumère, le militaire ne sera justiciable des conseils de guerre

(1) Voir *supra*.

que pour les infractions prévues au C. J. m. Voici le texte de cet article :

« Sont également justiciables des conseils de guerre
 » des divisions territoriales en état de paix, mais seu-
 » lement pour les crimes et délits prévus par le titre II
 » du livre IV, les militaires de tous grades, les membres
 » de l'intendance militaire, et tous les individus assi-
 » milés aux militaires : 1^o lorsque, sans être employés,
 » ils reçoivent un traitement et restent à la disposition
 » du gouvernement; 2^e lorsqu'ils sont en congé ou en
 » permission. »

Passons en revue les diverses situations que ce texte envisage.

1^o *Militaires qui, sans être employés, reçoivent un traitement et restent à la disposition du gouvernement.* — Dans cette catégorie rentrent (loi du 19 mai 1834 art. 3) les officiers généraux du cadre constitutif momentanément sans emploi; les officiers en non activité par licenciement de corps, suppression d'emploi, rentrée de captivité à l'ennemi, infirmités temporaires, retrait ou suspension d'emploi.

Bien qu'ils ne touchent pas de traitement, rentrent aussi dans ce cas les hommes libérés provisoirement après un an de service sous les drapeaux, ou envoyés en congé dans leurs foyers sur leur demande par suite de motifs légaux de dispense, ou en disponibilité après leur première année de service, ou renvoyés après les manœuvres annuelles de septembre lorsque leur service actif expire le 31 octobre suivant.

2^o *Militaires en congé ou permission.* — (*Règlement sur le service intérieur* (Art. 311-318). « Le militaire en congé ou en permission, disait le rapporteur » au corps législatif, n'a pas cessé d'être soldat... Il » n'est que dispensé du service pour un temps passer;

» Il reste à la disposition du ministre de la guerre qui,
 » au premier signal, peut le forcer à rejoindre son dra-
 » peau... La discipline serait compromise le jour où,
 » retranché derrière les immunités d'une permission ou
 » d'un congé, le soldat pourrait manquer à tous les de-
 » voirs de la subordination. » Le lien de la discipline
 est seulement momentanément relâché ; le résultat doit
 donc être la restriction et non pas l'exemption de la
 compétence des tribunaux militaires.

Le *congé* est une absence légale qui dépasse 30 jours et ne peut être accordée que par le ministre de la guerre ou des officiers généraux munis de pouvoirs spéciaux. — La *permission* est une absence qui, ne dépassant pas 30 jours, peut être accordée à des militaires par leurs chefs directs. L'article semble assimiler, au point de vue de la compétence, les militaires en congé et ceux en permission ; il convient cependant de faire quelques observations à cet égard. Il existe un certain nombre de permissions qu'il serait peut-être plus exact d'appeler des *exemptions*, qui n'emportent pas mutation et dont il n'est pas fait mention sur les contrôles. Dans ce cas rentrent les exemptions d'un service déterminé, les permissions de la demi-journée et même de la journée (1). Le titulaire de ces permissions étant porté présent sur les contrôles du corps est soumis à la compétence générale des conseils de guerre ; telle était du moins la conclusion qui s'induisait d'une façon très certaine des textes législatifs. Aujourd'hui un revirement s'est produit en cette matière : il a eu pour point de départ une décision du conseil de révision de Paris du 11 décembre 1893 (*Journal officiel* du 5 janvier

(1) Toute permission de plus de 24 heures et même de 24 heures (règlement du 8 juin 1883) comporte mutation.

4894). Ce jugement déclare que « le soldat qui s'absente » de son corps ou détachement en vertu d'une permission » écrite de son chef de corps ou de service, fût-elle de » 24 heures, est un permissionnaire dans le sens légal du » mot, que, par suite, les dispositions des art. 57 et 231 » § 2 C. J. m. lui sont applicables, que toute interpré- » tation contraire blesse la logique, le droit et la loi. » A coup sûr cette décision est logique. La considération qui domine la détermination des règles de la compétence est celle de la subordination plus ou moins étroite au devoir militaire. Or, il est évident que le permissionnaire de 24 heures est dans le même état d'affranchissement du devoir militaire que le titulaire d'une permission plus longue, toute question de durée à part. Cependant c'est, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, aller directement contre le texte de l'art. 56 qui soumet à la compétence générale le militaire *présent au corps*.

La permission expirée, le militaire figurant de nouveau sur les contrôles comme présent au corps, est pleinement justiciable de la juridiction militaire, qu'il ait effectivement rejoint son corps, ou que, au contraire, il soit en état d'absence irrégulière.

Compétence restreinte des art. 58 et 59. — Ces articles visent des hypothèses particulières dans lesquelles la compétence des conseils de guerre se réduit à certains délits spéciaux.

L'art. 58 prévoit le cas des jeunes soldats ou engagés volontaires, du jour où ils ont reçu leur ordre de route jusqu'à celui de leur réunion en détachement ou de leur arrivée au corps. Ignorants de la loi militaire et des devoirs spéciaux qu'elle impose, ils ne sont déférés au conseil de guerre que pour les faits d'insoumission (sauf les cas prévus par les nos 2 et 3 de l'art. 56).

Gendarmerie. — Les gendarmes quel'que soit leur grade sont revêtus d'un double caractère. Ils sont premièrement et avant tout militaires ; en outre, ils sont officiers de police judiciaire. Aussi les crimes et délits « commis dans l'exercice de leurs fonctions de police judiciaire et dans la constatation des contraventions en matière administrative » échappent-ils à la juridiction militaire (Art. 59).

Militaires classés dans la réserve, l'armée territoriale et la réserve de l'armée territoriale. — « Aux termes de l'art. 37 de la loi du 15 juillet 1889, tout français reconnu propre au service militaire fait partie successivement :

» De l'armée active pendant 3 ans.

» De la réserve de l'armée active pendant 10 ans.

(Loi du 19 juillet 1892.)

» De l'armée territoriale pendant 6 ans,

» De la réserve de l'armée territoriale pendant 6 ans »

(Loi du 19 juillet 1892).

On comprend que la soumission à la loi militaire doit être plus ou moins étroite suivant que l'on se trouve compris dans l'une ou l'autre des catégories ci-dessus indiquées.

Nous connaissons la situation du militaire appartenant à l'armée active. Etudions quelles vont être, relativement à la compétence, les règles à suivre en ce qui concerne les militaires de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale et de la réserve de l'armée territoriale.

Plusieurs distinctions sont nécessaires :

1° *Présents sous les drapeaux* les hommes de la réserve et de l'armée territoriale sont soumis à toutes les

obligations imposées aux militaires de l'armée active par les lois et règlements en vigueur.

Ils sont justiciables des tribunaux militaires en temps de paix comme en temps de guerre : — 1° en cas de mobilisation, à partir du jour de leur appel à l'activité jusqu'à celui où ils sont renvoyés dans leurs foyers ; — 2° hors le cas de mobilisation, lorsqu'ils sont convoqués pour des manœuvres, exercices ou revues, depuis l'instant de leur réunion en détachement pour rejoindre, ou de leur arrivée à destination s'il rejoignent isolément, jusqu'au jour où il sont renvoyés dans leurs foyers ; — 3° lorsqu'ils sont placés dans les hôpitaux militaires ou dans les salles des hôpitaux civils affectés aux militaires, et lorsqu'ils voyagent comme militaires sous la conduite de la force publique, qu'ils se trouvent détenus dans les établissements, prisons et pénitenciers militaires ou qu'ils subissent dans un corps de troupe une peine disciplinaire. — Toutefois des circonstances atténuantes pourront être accordées, alors même que le code de justice militaire, n'en prévoit pas, aux hommes qui, n'ayant pas trois mois de présence sous les drapeaux, se trouveront dans l'une des positions indiquées aux paragraphes 2 et 3 ci dessus. (Art. 52 de la loi du 15 juillet 1889.)

2° *En dehors des périodes d'exercices ou d'une mobilisation* les hommes de la réserve ne sont justiciables des tribunaux militaires que relativement aux infractions prévues par le tableau D annexé à la présente loi. Ces infractions constituent en effet des violations bien caractérisées du devoir militaire (1). (Art. 57 de la loi du 15 juillet 1889.)

(1) Leur situation est en effet une situation spéciale et le législateur n'a pas cru bon de les considérer en tous points comme des militaires en congé.

Quant aux hommes de l'armée territoriale ou de la réserve, le législateur a supposé que le souvenir des devoirs de la vie militaire avait nécessairement perdu dans leur esprit quelque peu de sa vivacité ; aussi restreint-il à un laps de six mois après l'accomplissement de leurs périodes, leur soumission à la compétence des tribunaux militaires.

Doit-on donner pour les officiers les mêmes solutions que pour les hommes de troupe des armées de réserve et territoriale ? Nous ne le pensons pas. Ces officiers sont assimilés autant que possible aux officiers de l'armée active, et nous croyons, avec M. Taillefer, qu'il y a lieu de les considérer en tous points comme des militaires en congé. En conséquence, notre avis, contraire à celui de certains auteurs, est que les officiers de l'armée territoriale ne sauraient prétendre bénéficier de la disposition de l'art. 57 qui déclare les hommes de l'armée territoriale affranchis de toute soumission à la juridiction militaire après les 6 mois qui suivent l'accomplissement d'une période.

3° *Militaires revêtus de leur uniforme*. Il y a cependant un cas qu'il faut mettre à part, c'est celui où le soldat réserviste ou territorial est *porteur de son uniforme* : il affirme ainsi lui-même sa qualité de soldat, aussi doit-il être traité comme tel. Le seul fait de se trouver en uniforme dans un rassemblement tumultueux et contraire à l'ordre public, et d'y demeurer au mépris des ordres des agents de l'autorité ou de la force publique, est considéré comme un acte de rébellion militaire et puni des peines édictées par l'art. 225 C. J. m.

Examen du tableau D. — Si on examine le tableau D annexé à la loi du 15 juillet 1889 on voit que : 1° les

article du titre II qui y sont omis visent en général des délits qui, par leur nature même, ne peuvent être commis par un soldat dans ses foyers (Art. 207, 209, 210-216, 217, 248, 220-222, 231-241, 244-247, 257-265 C. J. m.) ; même mentionnés au tableau ils n'auraient pas été applicables ; — 2° le port de l'uniforme au moment où le délit est commis est exigé pour que certains articles conservés puissent être appliqués : c'est une répétition inutile du principe posé précédemment, le port de l'uniforme ayant pour effet d'assimiler celui qui en est revêtu à un militaire en congé ; — 3° un certain nombre d'articles sont appliqués tels quels, ce sont les art. 204, 205, 206, 208, trahison, espionnage, embauchage ; 242, provocation à la désertion ; 249 blessures nouvelles à un blessé pour le dépouiller ; 250-255, pillage, destruction et dévastation d'édifices ; — 4° quant aux autres articles conservés, ils ne sont appliqués qu'avec certaines restrictions qui en atténuent considérablement la portée. Ainsi (Art. 219 § 1), le délit de violation de consigne ne soumet le coupable à la compétence des conseils de guerre que s'il a été commis en présence de rebelles armés. L'art. 220 (violence envers une sentinelle) cesse d'être applicable aux hommes renvoyés dans leurs foyers depuis plus de 6 mois ; pour les voies de fait et outrages prévus aux art. 223 § 1 et 224 § 1, il faut qu'ils soient le résultat d'une vengeance contre un acte d'autorité légalement exercé. Les pénalités prévues par l'art. 225 (rebellion militaire) ne sont encourues que si le réserviste est complice d'un militaire (Art. 77 n° 1 C. J. m.) Le vol chez l'habitant n'est puni des peines du C. J. m. que si le délinquant est logé militairement dans la maison où il a commis le vol (Art. 248) ; il en est de même (Art. 256) du meurtre chez l'habitant. Enfin, c'est seulement dans le cas du port

illégal, soit d'effets et d'uniformes militaires, soit d'insignes, décorations ou médailles sur des effets d'uniforme militaire que l'art. 266 reçoit application.

Constatons enfin que, contrairement au tableau D, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale peuvent, sous certaines conditions, devenir passibles des peines prévues à l'art. 130 du Code pour l'insoumission. (Art. 75, loi du 15 juillet 1889.)

La compétence des conseils de guerre est donc, l'analyse précédente le montre, restreinte aux faits portant une atteinte grave et immédiate aux intérêts et à l'honneur de l'armée.

Distinction entre l'état de présence et l'état d'absence. — Après avoir examiné en détail la question de la compétence plus ou moins étendue des conseils de guerre suivant la distinction établie par les articles 56 et suiv., il est bon de se reporter au principe que nous avons énoncé au début, à savoir que le militaire *présent* était pleinement justiciable des conseils de guerre, tandis que le militaire *absent* n'était soumis qu'à la compétence restreinte de ces tribunaux.

L'état de présence ou d'absence est, avons-nous dit, déterminé par les contrôles du corps auquel l'inculpé appartient. Cependant nous avons déjà signalé des cas, et il est bon de résumer ici diverses décisions de jurisprudence qui semblent mettre cette règle en défaut.

Le militaire titulaire d'une permission de vingt-quatre heures est porté *présent* sur les contrôles du corps dont il fait partie, et cependant, aux termes d'une jurisprudence récente, il est, au point de vue de la compétence, considéré comme absent, et ne répond devant les conseils de guerre que d'une infraction de droit commun.

Supposons un militaire titulaire d'une permission emportant mutation et qui n'en a pas profité, étant resté à la caserne pour une cause ou pour une autre. Les registres du contrôle le feront figurer comme *absent*, et cependant les tribunaux militaires le considéreront comme *présent*, car il est soumis à la discipline militaire.

Ces deux solutions sont bien inspirées par le même principe : il ne faut pas s'attacher strictement à la mention exacte inscrite sur les contrôles, mais rechercher si l'inculpé militaire est effectivement soumis à la discipline militaire ou s'il en est momentanément affranchi.

Les exemples qui suivent vont nous montrer encore que la jurisprudence, indépendamment des mentions inscrites sur les contrôles, s'est inspirée avec juste raison d'un autre principe, à savoir que l'on ne peut pas, par son propre fait, se soustraire à la juridiction dont on dépend légalement.

Le militaire titulaire d'une permission est considéré comme présent du jour où sa permission expire, qu'il ait ou non rejoint son corps, et cela pendant tout le laps de temps, variable selon les cas, laissé aux militaires avant d'être considérés comme déserteurs. Ces délais de grâce sont, pour la désertion à l'intérieur, 1° de six jours en temps ordinaire ; 2° d'un mois, si le soldat n'a pas trois mois de service ; 3° de quinze jours, si le militaire voyage isolément d'un corps à un autre ou possède un titre de congé ou de permission. Il figure cependant sur les contrôles avec la mention *absent irrégulièrement*. Mais comme il ne peut de lui-même se soustraire aux règles générales de la compétence, s'il se rend, pendant son absence irrégulière et avant qu'il ne soit considéré comme déserteur, coupable de quelque infraction de droit commun, il en

répondra devant les tribunaux militaires. Citons à ce sujet l'exemple connu d'un militaire qui, titulaire d'une permission de 48 heures expirant le 17 janvier à 11 heures du soir, se cache le 17 janvier à 6 heures du soir chez une vieille femme dans l'intention de la tuer ou de la voler pendant son sommeil. Le crime est en effet consommé, et il résulte des circonstances du crime qu'il a été commis dans la nuit du 17 au 18 entre 11 heures et minuit. La permission du militaire étant à cette heure expirée, et celui-ci se trouvant, au moment où il commettait son crime, porté présent sur les contrôles de sa compagnie, il est justiciable des tribunaux militaires. Si sa victime s'était endormie d'assez bonne heure pour que le crime puisse être commis avant 11 heures, la Cour d'assises eût été au contraire compétente. (Cassation, 17 juin 1887. Voir, en outre, Cassat., 17 juin 1854, *Drouvinet* et Cassat, 4 septembre 1851, cités par Pradier Fœdéré.)

Supposons que le militaire absent irrégulièrement ne rejoigne pas son corps avant l'expiration des délais de grâce, il sera considéré comme déserteur et définitivement absent et rayé, en conséquence, des contrôles de son corps. Cependant il n'a pu rompre de lui-même le lien qui le rattachait à l'armée, et, repris, il sera obligé d'achever son temps de service. Si nous nous en rapportons à l'opinion de savants auteurs sur ce point, le déserteur qui commet quelque infraction contre le devoir militaire sera justiciable des tribunaux militaires : il est soumis à la compétence restreinte de l'art. 57 C. J. m.

On voit, par cette série d'exemples, que la jurisprudence a sensiblement modifié les textes législatifs en ce qui concerne les règles de la compétence, telles qu'elles sont déterminées par les art. 56 et 57 C. J. m. — Les

solutions ainsi données par les tribunaux, bien que souvent contraires au texte de la loi, semblent parfaitement conformes à son esprit et méritent d'être approuvées ; il n'en est pas moins vrai qu'elles sont quelquefois d'une extrême complication.

En terminant, faisons les deux observations suivantes :

1^o Quelle que soit la régularité ou l'irrégularité de l'incorporation d'un individu dans un régiment, lorsqu'il est porté sur les contrôles, reçoit sa solde, est soumis aux exercices et à la discipline *sans qu'il y ait de réclamation de sa part*, il est, par suite de ce service effectif, justiciable du conseil de guerre pour tous les crimes et délits qu'il peut commettre sous les drapeaux. (Cassat., 2 décembre 1817, *Bernard*, — 18 avril 1856, *Frély*, — 26 avril 1838, *Pujol*, — 6 avril 1832, *Raynal*.) Il est néanmoins évident qu'il sera dérogé à ce principe lorsque le délit relevé sera la désertion.

2^o Pour apprécier la compétence il faudra toujours, se reportant à la date où a été commis le crime ou le délit, envisager la qualité du délinquant à cette époque. Ainsi un militaire commet un crime et rentre dans ses foyers à sa libération. Le crime est découvert lorsqu'il ne fait plus partie de l'armée, il sera néanmoins justiciable des tribunaux militaires.

Complicité. — Les règles que nous avons étudiées jusqu'ici présentent une exception au cas de complicité.

« Lorsque la poursuite d'un crime, d'un délit ou d'une contravention comprend des individus non justiciables des tribunaux militaires et d'autres individus justiciables de ces tribunaux, tous les prévenus, indistinctement, sont traduits devant les tribunaux ordinaires, sauf les cas exceptés par l'article suivant ou par toute autre

disposition expresse de la loi. » (Art. 76 C. J. m.).

Le cas de complicité présentait, on le comprend, certaines difficultés. Il importait tout d'abord que les poursuites concernant les complices d'une même infraction fussent portées devant la même juridiction. Mais quelle devait être cette juridiction ? — Elle aurait dû être, suivant les cas, ou la juridiction civile ou la juridiction militaire, selon que l'auteur principal du délit était justiciable de l'un ou l'autre de ces tribunaux.

L'auteur principal aurait ainsi entraîné devant le conseil de guerre son complice civil, ce qui est contraire au principe fondamental que nul ne doit être distrait de ses juges naturels. On a donc pensé avec juste raison que cette considération dominait le débat et que le conseil de guerre, juridiction d'exception, devait céder devant les tribunaux de droit commun.

« Le militaire est citoyen avant d'être soldat : le juge » d'épée, c'est le juge d'exception, et dans ce conflit de » juridiction, la justice spéciale fléchit devant la » justice ordinaire, l'intérêt militaire devant la préé- » minence civile ; c'est le citoyen qui entraîne le » militaire avec lui devant ses propres juges, en cas de » complicité. » (Rapport au Corps législatif.) — Mais cette règle exceptionnelle n'est applicable qu'au cas de complicité de militaires et de civils proprement dits. C'est ce que précise l'art. 77 C. J. m.

Si un militaire présent a commis un délit, de complicité avec un militaire absent justiciable des tribunaux civils, le jugement appartient aux tribunaux militaires, car « le militaire, même en congé, est le justiciable » naturel des conseils de guerre, et s'il cesse de l'être » pour certains délits, c'est par pure tolérance de la loi » et parce que l'intérêt de la loi ne le commande pas

» impérieusement. » (Rapport de M. Langlois au Corps législatif.)

En cas de complicité de militaires et d'étrangers (Art. 77, 2^o C. J. m.), tous les prévenus indistinctement sont traduits devant les tribunaux militaires. Cette dérogation se justifie « par la raison bien simple que les étrangers ne peuvent, comme les citoyens français, réclamer leurs juges naturels sur un terrain qui n'est pas le leur, chez une nation qui leur ouvre ses portes et dont ils transgressent les lois, et qu'alors il est naturel qu'ils suivent la juridiction compétente pour juger leurs complices ». (Foucher: *Comment. C. J. m.* sous l'art 77 § 315 p. 221)

Il faut, pour que la règle posée par l'art. 76 s'applique, qu'il s'agisse à proprement parler de complicité.

S'il s'agit au contraire de faits qui, envisagés séparément dans la personne de l'auteur principal et du complice, constituent des délits distincts et indépendants, les coupables doivent être poursuivis, chacun devant ses juges naturels.

La jurisprudence a fait de ce principe plusieurs applications intéressantes :

Désertion. — L'individu non militaire qui provoque ou favorise la désertion, sans être embaucheur, commet un délit spécial prévu par l'art. 242 C. J. m. et distinct du délit de désertion. Le militaire doit donc être renvoyé devant le conseil de guerre, le civil devant les tribunaux ordinaires. (Cassat. 11 décembre 1812, 21 mars 1825 ; Lyon 25 août 1872 ; D. P. 1874, 5, 336.)

Vente, achat, recel d'armes et d'habillements. — La cour de cassation applique à cette espèce la même théorie. L'individu non militaire, qui achète, recèle ou reçoit en gage des armes, munitions ou effets d'habillement,

ment se rend coupable du délit visé par l'art. 247 C. J. m., délit parfaitement indépendant du délit de vente ou recel d'armes ou munitions prévu par l'art. 246. Chacun des auteurs sera renvoyé devant les juges compétents. (Cass. 16 février 1860; 11 avril 1867 *Brouillet*; 8 avril 1869.)

Corruption. — En cette matière, la jurisprudence considère comme deux infractions distinctes le fait pour un fonctionnaire de se laisser corrompre (Art. 177 C. P.), et le fait, pour toute personne, d'avoir corrompu un fonctionnaire; d'où il suit que si le corrompu est militaire et le corrupteur civil, le militaire sera seul jugé par le conseil de guerre, tandis que le corrupteur non justiciable de cette juridiction comparaitra devant les tribunaux ordinaires.

Ces trois cas nous ont paru intéressants à signaler : la jurisprudence se montre ici observatrice rigoureuse des textes législatifs; mais n'y avait-il pas, dans les hypothèses que nous avons envisagées même nécessité pratique qu'au cas de complicité, de poursuivre devant un même tribunal les auteurs de délits, distincts à tout prendre, mais entre lesquels existait un lien très étroit ?

La règle est donc qu'au cas de complicité le civil entraîne le militaire devant la juridiction ordinaire. Mais quelle sera cette juridiction ?

Il n'y a aucune difficulté pour le cas où les peines applicables au militaire et au civil sont les mêmes, ce qui arrivera lorsque le délit commis de complicité sera un délit prévu par le Code pénal; les deux prévenus seront, suivant les cas, poursuivis devant la cour d'assises ou le tribunal correctionnel.

Si, au contraire, le militaire est passible d'une peine criminelle tandis que son complice civil ne peut encou-

rir qu'une peine correctionnelle, le militaire entraînera le civil devant la cour d'assises qui, appliquant en ce cas la loi militaire, sera seule compétente pour infliger une semblable pénalité. Il en sera ainsi au cas où un vol militaire prévu par l'art. 248 C. J. m. a été commis par un militaire de complicité avec un civil ; de même aussi s'il s'agit de complicité au sujet de coups et blessures envers un supérieur pendant le service. La peine édictée contre le militaire peut être la mort, le civil au contraire pourra n'encourir qu'une peine légère d'emprisonnement ou même une simple amende : quoi qu'il en soit la cour d'assises est seule compétente. (Cassat. 17 janvier 1856 *Novard*. Bull. crim.)

Poursuites simultanées devant les tribunaux ordinaires et le conseil de guerre. — Cette éventualité ne peut se présenter que pour le militaire non présent au corps qui, suivant les règles établies plus haut, est justiciable des conseils de guerre relativement aux délits prévus par le C. J. m. tandis qu'il répond devant les tribunaux ordinaires de ses crimes et délits de droit commun.

Supposons donc qu'un militaire, non présent, soit poursuivi à la fois pour deux infractions, l'une de la compétence des conseils de guerre, l'autre des tribunaux ordinaires, quel tribunal doit être saisi le premier ? L'art. 60 C. J. m. résout la question : « Lors-
« qu'un justiciable des conseils de guerre est poursuivi
« en même temps pour un crime ou un délit de la com-
« pétence des conseils de guerre et pour un autre crime
« ou délit de la compétence des tribunaux ordinaires, il
« est traduit d'abord devant le tribunal auquel appartient
« la connaissance du fait emportant la peine la plus grave,
« et renvoyé ensuite, s'il y a lieu, pour l'autre fait,

« devant le tribunal compétent ». Comme on le voit, le tribunal le premier saisi sera celui auquel appartient la connaissance du fait emportant *la peine la plus grave*. Pour déterminer ce qu'il faut entendre par peine la plus grave, il faut se reporter aux articles 185 et 186 C. J. m. qui énumèrent les peines d'après leur ordre de gravité. La règle posée par l'art. 60 reçoit exception au cas où l'un des délits poursuivis simultanément est le délit de désertion. Lorsque le prévenu s'est rendu coupable d'une infraction de droit commun entraînant une peine plus grave que celles édictées par les art. 231 et s. C. J. m., on comprend que néanmoins il soit tout d'abord poursuivi devant la juridiction militaire pour répondre du délit de désertion. En effet, la solution de cette question est préjudicielle : au cas où le conseil de guerre acquitterait le prévenu du chef de désertion, il serait désormais, relativement au délit de droit commun à lui imputé, justiciable, en vertu de l'art. 56, non plus des tribunaux ordinaires, mais des conseils de guerre. Il doit être en effet considéré à tous égards comme un militaire qui n'a pas cessé d'appartenir à son corps. (V. DALLOZ, *Organisation militaire*, tome XXXIV, 2^e partie, n^{os} 2056 et 2057 ; Cassat, 20 septembre 1888 ; SIREY, 1889. 1. 89.)

Compétence ratione loci. — Art. 61 C. J. m. : « Le
« prévenu est traduit, soit devant le conseil de guerre
« dans le ressort duquel le crime ou délit a été com-
« mis, soit devant celui dans le ressort duquel il a été
« arrêté, soit devant celui de la garnison de son corps
« ou de son détachement. »

Cet article règle la compétence territoriale et reproduit à peu près les dispositions des articles 23, 24, 29,

30 et 63 du Code d'instruction criminelle pour le droit commun.

L'art. 73 de la loi du 15 juillet 1889 établit une restriction au sujet des insoumis, qui doivent *toujours* être jugés par le conseil de guerre de la circonscription dans laquelle ils ont été arrêtés.

CHAPITRE II

EXAMEN CRITIQUE DES RÈGLES DE LA COMPÉTENCE

En résumé, la compétence est déterminée non pas d'après la nature de l'infraction incriminée, mais d'après la qualité du délinquant, sauf cette restriction que dans le cas de l'art. 57 C. J. m. le militaire n'est justiciable des conseils de guerre que relativement aux infractions prévues par le Code de justice militaire.

Ce système qui, nous l'avons vu, est loin d'être aussi simple que la lecture de l'art. 56 pourrait le faire supposer, est-il le seul qui ait été proposé sur cette question ? Convviendrait-il de le conserver dans une nouvelle élaboration du Code de justice militaire ? La question est fort grave et mérite un sérieux examen.

Nous nous trouvons en cette matière en face de deux systèmes que l'on oppose depuis longtemps l'un à l'autre.

Le premier, conforme à la raison et aux principes juridiques, présente, suivant certains auteurs, des inconvénients pratiques insurmontables ; le second, peu en harmonie avec les principes, mais plus simple d'après ses partisans, et concordant très bien avec les idées reçues dans l'armée, a trouvé grâce auprès du législateur de 1857. Nous avons exposé ce dernier système en analysant les art. 56 et s. C. J. m. ; il importe de se faire une idée exacte du premier.

La justice militaire est, nous l'avons vu, une justice

d'exception. Les hommes réunis autour d'un même drapeau, bien qu'ils demeurent, dans une mesure plus ou moins large, soumis à la loi commune, sont, de par leur qualité de militaires, assujettis à des règles et tenus d'obligations spéciales. Ces règles et ces obligations particulières à l'armée, nul n'est plus qualifié pour les faire respecter que les militaires, dominés qu'ils sont par la même loi et participant à la même existence. Rien n'est donc plus logique et plus rationnel que d'attribuer compétence aux tribunaux de l'armée pour le jugement des infractions commises en violation du devoir militaire. Un soldat refuse d'obéir à l'ordre d'un supérieur ; de faction, il abandonne son poste ou s'endort dans sa guérite ; voilà des faits bien caractérisés de désobéissance à la loi militaire ; en aucun cas, ils ne sont susceptibles d'être commis par des non militaires : les juges de l'armée apprécieront, mieux que tous autres, les circonstances et la gravité de ces délits.

La seule base légale sur laquelle repose l'institution des tribunaux militaires, on l'a dit très fréquemment et avec autorité (V. Chauveau, Boitard, Le Graverend), c'est la nécessité d'attribuer compétence à ceux qui, seuls, sont ou paraissent capables d'apprécier sainement ces faits d'une nature toute particulière. C'est aussi cette même nécessité qui doit servir de guide pour la détermination des limites de la compétence de ces tribunaux ; dès que cette nécessité disparaît, leur juridiction n'a plus aucune raison d'être.

Or, nous avons dit que le militaire, bien que soumis à des lois spéciales, n'en demeurerait pas moins sous l'empire de la loi commune. S'il enfreint la loi commune, s'il se rend coupable d'un bris de clôture, d'un vol ou d'un assassinat, il viole la loi générale qui

oblige tous les sujets du territoire, et non pas la loi militaire à laquelle il est assujetti. Les juges compétents pour juger ces délits, lorsqu'ils sont commis par des non militaires, doivent l'être, avec autant de raison, si les auteurs sont militaires. En un mot, c'est la nature du délit et non la qualité de la personne qui doit déterminer la juridiction compétente.

Le rédacteur du Code de 1857 a pensé au contraire que la violation de la loi commune revêtait un caractère de gravité exceptionnelle lorsqu'elle émanait d'un militaire présent sous les drapeaux, partant assujetti à la discipline de l'armée de la manière la plus étroite et la plus rigoureuse. En transgressant la loi commune, le militaire viole aussi la discipline, règle suprême de la vie militaire. « La préférence est donnée au juge militaire, lit on dans le rapport au Corps législatif, « parce qu'il est le juge naturel de l'armée, parce que « même en violant la loi commune le militaire ne « perd pas cette qualité, parce que mettre l'armée « sous la main de la justice civile c'est confondre ce « qui doit être soigneusement séparé, c'est ouvrir une « source de conflits regrettables, c'est ôter à la peine « qui frappe le soldat ce qui la rend exemplaire et saisis-
« sante, la rapidité. »

C'était une illusion quelque peu naïve du législateur de 1857 de penser que le texte de l'art. 56 allait mettre fin à tout jamais à la vive controverse qui s'était élevée sur cette question. « Depuis cette époque (1829) les jurisconsultes n'ont jamais hésité, et les ouvrages des criminalistes comme les arrêts de la Cour de cassation admettent sans qu'il y ait controverse que tous les délits des militaires présents au corps ou sous les drapeaux sont de la compétence des conseils de guerre » déclarait le rapporteur au Corps législatif. La vérité est que,

même depuis 1857, la question est toujours posée dans les mêmes termes et discutée avec la même ardeur.

Le système de la compétence *ratione materie* se justifie de lui-même. Aussi, nous le verrons, ses adversaires n'ont jamais élevé la discussion sur le terrain des principes. Ce système a été consacré par la loi du 29 octobre 1790 dont l'article 2 est ainsi conçu : « Les délits civils sont ceux commis en contravention aux lois générales du royaume, qui obligent indistinctement tous les habitants de l'empire. Ces délits sont du ressort de la justice ordinaire, quand même ils auraient été commis par un officier ou un soldat. » — L'empereur Napoléon dont on ne peut guère contester la compétence en matière militaire partageait, lui aussi, cette opinion. « La justice, disait-il, est une en France : on est citoyen français avant d'être soldat. Si dans l'intérieur un soldat en assassine un autre, il a sans doute commis un crime militaire, mais il a aussi commis un crime civil. Il faut donc que tous les délits soient soumis d'abord à la juridiction commune, toutes les fois qu'elle est présente. »

C'est sous l'inspiration de cette même idée que fut voté en 1810 l'art. 5 du Code pénal : « Les dispositions du présent code ne s'appliquent pas aux contraventions délits et crimes militaires ».

Or, par cette expression de *délits ou crimes militaires*, le législateur n'entendait pas les infractions qui peuvent être commises par les militaires, mais bien les transgressions de la loi militaire. Ce qui le prouve de la façon la plus certaine, c'est que *dans le projet du Code pénal* ⁽¹⁾ figurait un art. 6 qui déterminait, d'ailleurs sans ordre et sans précision, en une énumération

(1) LOCRÉ. *Législation de la France*.

assez touffue, les délits militaires. Cet article 6 était ainsi conçu : « Les contraventions, crimes et délits militaires sont seulement : — 1^o ceux qui ont été commis en quelque lieu que ce soit, par des militaires de terre ou de mer ou des personnes attachées aux armées de terre ou de mer dans l'exercice de leurs fonctions militaires en état de service militaire ; — 2^o ceux qui ont été commis par quelque personne que ce soit envers des militaires en exercice actuel d'une fonction militaire comme, par exemple, envers un officier faisant actuellement sa ronde, ou envers un militaire actuellement en faction ; — 3^o ceux qui ont été commis par quelque personne que ce soit dans un lieu exclusivement affecté au service et aux fonctions militaires ; — 4^o l'espionnage et l'embauchage ; — 5^o la désertion, le refus des réquisitionnés ou conscrits de rejoindre leurs drapeaux et tout acte commis uniquement contre la discipline ou le service militaire. »

C'est sans doute à cause de son manque de précision que le texte de cet article n'a pas été adopté en 1810. Le législateur du Code pénal s'en remit aux rédacteurs du Code de Justice militaire du soin de déterminer le critérium de l'infraction militaire. Hâtons-nous d'ajouter que cette distinction entre le délit militaire et le délit commun n'est pas encore établie aujourd'hui. Et cependant ce système a été de tous temps professé par les plus éminents jurisconsultes, et aujourd'hui encore il a pour lui l'autorité de savants auteurs ⁽¹⁾. (Le Graverend, *op. cit.*, tome II, p. 546 ; — Chauveau, Adolphe et Faustin Hélie : *Théorie du Code pénal*, tome I, p. 62 ; Boitard : *Leçons de droit criminel*, p. 45.)

(1) Le projet de révision de 1829 s'inspirait également du même principe.

Il ne rentre pas dans le plan de cet ouvrage d'étudier les diverses et très nombreuses lois qui, depuis 1790, ont eu pour objet de régler la compétence des tribunaux militaires, ni de rechercher les causes pour lesquelles le système de la compétence réelle ne fut pas longtemps pratiqué. (Pour l'historique, v. Taillefer, *op. cit.*)

Ce qu'il nous appartient de faire en ce moment, c'est d'indiquer les motifs qui ont fait admettre au législateur de 1857 la théorie de la compétence personnelle, et d'exposer en même temps les arguments mis en avant aujourd'hui encore par ses partisans. Nous avons puisé largement, à ce sujet, au très remarquable ouvrage publié en 1894 par M. Laloé, sur la compétence des conseils de guerre. Nous ne saurions trop en recommander la lecture à ceux qui seraient désireux d'avoir une connaissance approfondie de la question.

Nous le verrons, aucune considération, de si faible importance qu'elle soit, n'a été négligée.

Le rapporteur au Corps législatif représentait tout d'abord que les officiers des conseils de guerre avaient, pendant de longues années, rempli leurs fonctions avec intelligence et impartialité, alors que leur juridiction s'étendait également aux infractions militaires et aux infractions de droit commun. Vouloir soustraire à leur compétence cette dernière catégorie d'infractions, c'était faire planer sur eux un soupçon injurieux. Il faisait également remarquer combien le nombre des délits de droit commun soumis aux conseils de guerre, était peu considérable relativement au nombre des délits militaires, et il allait même jusqu'à conclure que la question de la détermination de la compétence était une question plutôt théorique que pratique.

Ce serait faire injure aux législateurs de 1857, qui étaient des jurisconsultes, que de croire qu'ils ont ja-

mais considéré ces observations comme de véritables arguments en faveur de leur thèse. Le législateur ne doit pas se préoccuper de l'impression fâcheuse que peuvent produire sur une catégorie plus ou moins nombreuse de personnes les dispositions qu'il édicte. — Qu'importe également, au point de vue des principes, que le nombre des crimes ou délits soumis à la juridiction des conseils de guerre soit plus ou moins grand ?

L'étude à laquelle nous allons nous livrer nous montrera qu'on avait mis en avant, en faveur de ce système, des arguments beaucoup plus sérieux. Ces arguments sont pour la plupart empruntés à un ensemble de considérations avec lesquelles cette étude nous a déjà familiarisés.

1° La justice militaire est autonome ; depuis le début de la procédure jusqu'au jugement, l'autorité militaire est parfaitement indépendante de l'autorité civile. Cette indépendance ne va-t-elle pas être compromise par l'introduction des nouvelles règles relatives à la compétence, par « l'entrée du commissaire de police à la caserne » ?

Ces craintes, on peut l'affirmer, sont chimériques : le code de 1857, nous l'avons vu, prescrit des règles spéciales aux officiers de police judiciaire lorsqu'ils sont obligés de procéder à un acte de leur ministère dans un établissement militaire ; si l'on juge ces dispositions insuffisantes, il sera possible de les compléter. Au reste, pour éviter toute contestation sur la compétence, certains auteurs pensent qu'il conviendra d'appliquer la règle suivante que Napoléon, déjà, avait imaginée ; toutes les procédures seront confiées dès le début à l'autorité judiciaire civile qui, dès qu'elle aura reconnu le caractère militaire de l'infraction, en informera l'autorité compétente. — A notre avis, cette règle mettrait la jus-

tice militaire dans un état manifeste d'infériorité et de subordination vis-à-vis de la justice civile, ce que précisément il faut éviter.

Il serait donc préférable d'admettre que la première information, ou même l'instruction fût faite par l'autorité militaire qui livrerait le coupable, avec les renseignements obtenus, à la justice civile. La plainte pourrait être reçue soit par la justice civile, qui la transmettrait à l'autorité militaire, soit par l'autorité militaire qui en donnerait connaissance à l'autorité civile.

2° Le but principal de la juridiction militaire c'est de compléter l'autorité des chefs, d'assurer le maintien de la discipline dans l'armée. Rendre dans certains cas les militaires justiciables des tribunaux civils, est-ce réellement diminuer l'autorité des chefs et produire un mauvais effet sur la discipline ? Les militaires seront-ils plus impressionnés si la condamnation qui frappe un de leurs camarades est prononcée par les juges de l'armée que si elle émane des tribunaux correctionnels ? C'est fort peu probable ; il serait possible d'ailleurs, puisqu'il faut rechercher avant tout l'exemple et l'intimidation, de donner à toute condamnation, quel que soit le tribunal qui la prononce, la publicité que l'on jugera convenable.

« Je cherche en vain, écrit M. Laloé, en quoi l'autorité et la discipline militaire pourraient se trouver compromises parce qu'un vulgaire fait de vol, commis par un soldat loin de ses chefs, serait jugé par des juges civils au lieu de l'être par des conseils de guerre. » S'il s'agissait d'un fait de l'ordre militaire, si les chefs étaient exposés à voir leurs ordres contrecarrés par l'autorité judiciaire civile, il y aurait juste lieu de s'émouvoir, mais il n'est pas question de cas semblables.

En étudiant les règles actuelles de la compétence, nous avons vu que les militaires absents, en congé ou en permission, ou même les militaires présents sous les drapeaux en cas de complicité avec un civil, étaient justiciables des tribunaux civils relativement aux infractions de droit commun. A-t-on jamais considéré que cette disposition menaçât d'ébranler en quoi que ce soit l'autorité des chefs ou la discipline militaire ?

Si l'on allègue la fâcheuse impression que peut produire la présence d'un militaire sur le banc des accusés devant la juridiction civile, il faut répondre en s'emparant de l'argument dont se servent nos adversaires : le cas est tellement rare qu'il passera inaperçu et ne saurait produire de funestes effets.

3° La justice militaire cherche avant tout à intimider par l'exemple ; or, pour que l'exemple soit instructif, il faut que le souvenir des faits incriminés soit encore vivant dans tous les esprits, en d'autres termes une des qualités essentielles de la répression en notre matière, c'est la rapidité.

Cette considération, elle aussi, est mise en avant par nos adversaires qui prétendent que confier la solution des procès criminels ou correctionnels aux tribunaux civils, c'est en retarder indéfiniment la solution.

En ce qui concerne le jugement des crimes, cette observation n'est, à vrai dire, pas dénuée de fondement, car, tandis que les conseils de guerre sont des juridictions permanentes, les sessions des cours d'assises ne sont que trimestrielles. Mais pour la répression des délits, nous nous contenterons de mettre sous les yeux des partisans du système opposé le tableau suivant que nous extrayons de l'ouvrage de M. Laloé (1) :

(1) Page 161.

« Les procédures militaires, pour les 793 prévenus de faits de droit commun en 1887, ont été closes :

10 0/0	seulement dans le 1 ^{er} mois,
51 0/0	— — 2 ^e mois,
39 0/0	plus tard.

» Les moyennes de la durée des procédures suivies par les juges d'instance sont en 1887 :

42 0/0	des affaires réglées dans la 1 ^{re} quinzaine,
27 0/0	— — 2 ^e quinzaine,
69 0/0	— — le 1 ^{er} mois,
48 0/0	— — 2 ^e mois,
43 0/0	plus tard.

» La conclusion à tirer de ces chiffres est bien simple. C'est que 40 0/0 seulement des procédures suivies par les conseils de guerre sont terminées dans le 1^{er} mois, tandis que dans le même délai les juges d'instruction achèvent 69 0/0 de celles qui leur sont confiées. Voici d'autres chiffres plus instructifs encore. En 1887, les prévenus poursuivis en police correctionnelle par les parquets de France, avec ou sans instruction préalable, ont été jugés dans les proportions suivantes :

Dans le délai de 3 jours après le fait :	22 0/0
Dans le délai de 4 à 8 jours après le fait :	46 0/0
Dans le délai de 9 à 15 jours après le fait :	22 0/0
Dans le délai de 16 jours à 1 mois :	23 0/0
Délai plus long :	17 0/0

» Ces constatations surprendront ceux qui n'ont pas réfléchi que la justice correctionnelle a maintenant à sa disposition la *procédure de flagrant délit* qui lui permet de juger le prévenu immédiatement, ce qu'elle ne pouvait faire en 1857 ».

La statistique est instructive et se passe de commentaire.

Partant toujours de ce point que la justice ordinaire manquait de célérité, n'est-on pas allé jusqu'à prétendre que les règles nouvelles de la compétence détourneraient, toujours au grand détriment de la discipline, les militaires de leur service ; n'a-t-on pas prévu le cas invraisemblable du militaire qui, pour s'exempter de son service, ferait déposer par un compère une dénonciation ou une plainte ? La prévision d'une semblable éventualité fait honneur à l'imagination de certains auteurs, mais, on peut le dire, elle témoigne de leur part des craintes excessives et assez peu d'expérience des mœurs militaires.

4° La punition imposée par les tribunaux militaires ne sera salubre, au point de vue de l'effet qu'elle doit produire, que si elle est sévère. Or, a-t-on également prétendu, traduire les militaires devant les juridictions ordinaires, c'est énerver la répression : les juges civils, s'ils sont facilement convaincus de la culpabilité, manquent souvent de sévérité dans le châtement. Mais n'est-ce pas là le reproche que l'on a toujours adressé aux juges militaires, de se montrer d'une sévérité excessive en ce qui touche la discipline, et de témoigner au contraire d'une indulgence exagérée vis-à-vis des infractions de droit commun ? En tout cas, chacun sait que les magistrats militaires ne sont pas insensibles aux considérations morales ou de sentiment, et que souvent il suffit de les émouvoir pour les convaincre.

5° En temps de guerre, les tribunaux militaires seront nécessairement appelés à connaître des délits de droit commun : il faut donc, dès le temps de paix, familiariser les membres de ces tribunaux avec les fonctions qu'ils seront obligés de remplir en temps de guerre.

Il est facile de réfuter cet argument, car les conseils de guerre aux armées étant relativement très nombreux, il est évident qu'ils ne pourront comprendre qu'un très petit nombre d'officiers ayant fait en temps de paix le service des conseils de guerre.

6° Enfin, comment distinguer le délit militaire du délit de droit commun ? Comment pourra-t-on définir le délit militaire ? C'est là, il faut le reconnaître, une question très délicate et que nous nous proposons d'étudier très soigneusement, mais nous arriverons à cette conclusion que le problème, malgré les difficultés qu'il présente, n'est pas insoluble.

Avantages du système de la compétence ratione materiæ. — Déterminer la compétence des tribunaux militaires d'après la nature du délit et non d'après la qualité de la personne, telle est, avons-nous dit, la règle qui devra diriger le législateur dans les travaux de la révision du Code de Justice militaire. Les objections qu'on a faites à ce système ne sont pas de celles qui doivent l'arrêter, et la réfutation que nous en avons donnée, après de très compétents auteurs, nous paraît amplement suffisante. Ajoutons — et il est très important de le signaler — qu'un semblable système présente de très grands avantages.

Les difficultés si nombreuses qui s'élevaient sur l'état de présence et l'état d'absence des militaires, les décisions souvent critiquables de la jurisprudence sur ces questions, vont disparaître. Il n'y aura plus désormais à distinguer entre ces deux situations : le militaire, *présent ou absent*, ne sera plus justiciable des conseils de guerre que relativement aux délits militaires.

C'est l'intérêt de la discipline comme celui du justiciable que la solution des procès intervienne avec toute la rapidité compatible avec la protection des

multiples intérêts en jeu. Sur ce point encore, il a été reconnu que les tribunaux civils donneront ample satisfaction.

De plus, c'est assurer la protection efficace de la société, en même temps que les garanties dues à l'inculpé, que de confier le jugement des affaires à des magistrats éclairés et expérimentés, plutôt qu'à des juges d'occasion, le plus souvent très ignorants des lois pénales.

Ainsi sera simplifié le rôle des magistrats militaires, et cela, croyons-nous, à la fois pour le plus grand bien des justiciables et la plus grande satisfaction des juges de l'armée. Combien leur autorité, au lieu d'être affaiblie sera au contraire plus assurée, lorsqu'elle aura été réduite aux strictes limites qu'elle comporte ! Les affaires militaires sont le plus souvent simples et ne présentent pas de difficultés sérieuses dans l'appréciation qu'elles exigent. Si pourtant, comme il arrive quelquefois, elles deviennent complexes et enchevêtrées, les difficultés qu'elles soulèvent portent le plus souvent sur des questions connues des juges militaires et avec lesquelles ils sont tous plus ou moins familiarisés.

Enfin, pour être complet, il convient également de faire remarquer que la réforme proposée supprimera, ou tout au moins atténuera dans de très fortes proportions, les effets de la disposition regrettable que nous avons signalée, en vertu de laquelle il est interdit de se porter partie civile devant les tribunaux militaires. En effet, quand nous aurons déterminé, avec la plus grande exactitude possible, quels sont les *délits militaires*, nous constaterons que les cas seront extrêmement rares où il pourra résulter de ces infractions quelque préjudice pouvant donner lieu à une demande en dommages-intérêts.

CHAPITRE III

DES DÉLITS MILITAIRES : CARACTÈRES. — DÉFINITION

Décider que les tribunaux militaires ne connaîtront que des délits militaires, c'est une formule qu'il importe avant tout de préciser. Que faut-il entendre par délit militaire, et quelles sont les infractions qu'il faut ranger sous cette dénomination ? Voilà l'obstacle insurmontable auquel, selon ses adversaires, viennent se heurter les partisans du système de la compétence *ratione materie* voilà le grave problème depuis si longtemps posé et qui n'a, jusqu'ici, été résolu par aucune législation !

Un certain nombre d'exemples semblent en effet justifier une semblable affirmation :

L'art. 6 du projet du Code pénal français (1810) (1) qui devait donner la définition du délit militaire n'a pas abouti. Le législateur n'a pas réussi à poser dans cet article le criterium de la distinction entre l'infraction militaire et l'infraction de droit commun. Il a vainement fait intervenir dans sa recherche les éléments les plus divers : la qualité de militaire dans la personne de la victime, le lieu où le délit a été commis etc...

Parmi les rares législations étrangères qui ont admis le système de la restriction de la compétence des conseils de guerre aux infractions purement militaires,

(1) Voir *supra*.

en est-il une, qui n'ait pas compris parmi les dispositions de son code quelque infraction tombant sous le coup de la loi commune et ne présentant pas le caractère de violation des devoirs militaires ?

Le code pénal militaire italien renferme des dispositions relatives à la répression du faux (Art. 179), de la prévarication et de la corruption (Art. 200 et 201), du vol (Art. 214), et en particulier du vol commis, par le soldat ordonnance d'un officier, au préjudice de celui-ci (Art. 216).

La loi militaire anglaise réprime certaines infractions dites personnelles, telles que l'ivresse et l'immoralité.

La loi militaire des Etats-Unis soumet à la compétence des tribunaux militaires les infractions préjudiciables au bon ordre (1).

Plus récemment encore, en 1899, les deux chambres législatives belges (2) saisies, au sujet de cette importante question, de plusieurs amendements, dont l'un avait pour objet de limiter la compétence des conseils de guerre aux délits militaires, ont préféré, devant l'énorme difficulté du problème, conserver la loi existante.

Le législateur français du xx^e siècle sera-t-il plus heureux ? A l'instigation de tels exemples ne sera-t-il pas tenté de considérer que la solution la meilleure et la plus simple est encore celle indiquée aux articles 56 et 57 du C. J. m. de 1857 ?

Que la détermination des caractères exacts du délit militaire exige une refonte complète du Code de justice militaire, c'est là ce que personne ne songe à contester, mais ce n'est pas à notre avis un argument suffisant

(1) TAILLEFER, *op. cit.*

(2) Jean LEGRAND, *op. cit.*

pour éluder, à l'exemple du législateur belge, une question d'une si haute importance.

Il convient, avant d'aborder l'examen de ce difficile problème, de faire deux observations qui nous paraissent capitales :

1° Si l'on pense que toute violation de la loi commune par un militaire est en même temps une atteinte à la discipline de l'armée, que tout délit commis par un militaire est un délit militaire, le problème ne se pose pas, le conseil de guerre sera évidemment seul compétent, et la législation actuelle sur ce point devra être maintenue.

2° Il faut se garder de confondre en cette matière deux questions très connexes entre lesquelles la distinction est, nous le verrons, souvent délicate, savoir : la détermination exacte de la nature d'une infraction qui sert de base à la compétence, et l'appréciation du degré de gravité du délit dont la conséquence consistera seulement en une différence de peines. — Les circonstances concomitantes d'un délit, en particulier la qualité du délinquant, entraînent souvent une aggravation dans la répression. Le code pénal nous en offre de nombreux exemples. C'est ainsi que le vol est puni de peines plus sévères lorsqu'il a été commis par un serviteur à gages ; l'abus de confiance émanant d'un officier ministériel est puni de la réclusion alors que s'il a été commis par un simple particulier celui-ci n'est passible que de la peine de l'emprisonnement.

Nous ne contestons pas que certaines infractions, prévues par notre Code de Justice militaire, empruntent à la qualité de militaire, de leur auteur, une gravité particulière, tel est, par exemple, le vol militaire. Qu'une telle considération entraîne une aggravation de peine, rien de plus légitime, mais qu'elle ait pour conséquence

une modification des règles de la compétence, voilà ce qu'il est plus difficile d'admettre.

Qu'est-ce, actuellement, qu'un délit militaire ? On a quelquefois prétendu que le délit militaire était le délit puni de peines militaires ; une semblable définition ne résiste pas à l'examen. Il arrive en effet que des délits de droit commun sont punis de peines militaires et inversement : c'est ainsi que, aux termes de l'art. 201 C. J. m., toute condamnation prononcée contre un officier par quelque tribunal que ce soit pour l'un des délits prévus par les art. 401 et s. C. P. entraîne *la perte du grade*.

La seule définition conforme aux textes législatifs est, croyons-nous, celle donnée par la Cour de cassation à différentes reprises et en particulier en son arrêt du 13 mai 1859 (Sirey 1859. 1. 540) : « Les crimes et délits militaires sont tous ceux punis par le code militaire ».

Mais une telle réponse n'est pas une solution, car, de l'avis unanime, un grand nombre d'infractions prévues par le Code de Justice militaire ne revêtent pas le caractère d'infractions militaires. Voici le moment venu de passer en revue les crimes et délits réprimés par le Code de Justice militaire.

Les infractions prévues par le Code de Justice militaire peuvent être réparties en deux catégories. La première comprend uniquement des faits qui ne sont reprehensibles qu'à raison de la qualité de militaire de leur auteur. Ces faits constituent la violation des règles et obligations spéciales qu'impose la vie militaire. A la seconde catégorie appartiennent les délits qui, prévus à la fois par le code pénal et le code de justice militaire, sont punis par ce dernier, tantôt de peines identiques, tantôt de peines plus sévères que celles édictées par la législation de droit commun.

Il va falloir maintenant déterminer, et c'est la question délicate, quels sont les délits qui rentrent dans l'une ou l'autre de ces catégories, et en particulier quel est le caractère que l'on doit assigner aux diverses infractions prévues à la fois par les deux codes.

I. — Infractions de la première catégorie (Violation des règles et obligations spéciales imposées aux militaires.)

Sous cette rubrique, il faut placer les crimes et les délits contre le devoir militaire régis par le chapitre II du titre II du Livre IV du Code de Justice militaire (Art. 209-217), savoir : la capitulation en ses différents cas, l'abandon de poste, le sommeil de la sentinelle, le fait de ne pas rejoindre son poste lorsqu'on bat la générale, la négligence ou le refus de siéger au conseil, le bris d'armes (Art. 254). De même aussi les délits de refus d'obéissance (Art. 218), de révolte, qui n'est qu'un refus d'obéissance aggravée, de violation de consigne, d'abus d'autorité seulement au cas prévu par l'art. 229 C. J. m., c'est-à-dire au cas de violence commise par le supérieur envers son inférieur.

Présentent également le caractère de violation du devoir militaire, à notre avis du moins, bien que le contraire ait été soutenu par un auteur (projet Mirman) : l'*insoumission* et la *désertion*. L'*insoumission* peut être commise dans deux circonstances distinctes : 1^o par un jeune soldat appelé qui ne se rend pas à la convocation de sa classe ; 2^o par un homme de la réserve ou de l'armée territoriale qui ne se présente pas pour accomplir une période d'exercice à laquelle il est assujéti. Sans doute, il peut paraître étrange au premier abord de considérer comme une violation du devoir militaire l'infraction commise par un individu qui ne fait pas encore partie de l'armée,

mais, en y réfléchissant, il est facile de se convaincre que, dès le moment où l'appelé a reçu son ordre de convocation, il fait, à quelque titre, déjà partie de l'armée, et qu'une obligation, la première, mais aussi la plus importante, s'impose rigoureusement à lui : celle de rejoindre le corps auquel il est affecté. Le second cas ne semble pas devoir soulever de sérieuses difficultés. S'il est une obligation militaire à laquelle les hommes renvoyés dans leurs foyers demeurent soumis, c'est bien, avant toutes autres, celle d'accomplir leurs périodes d'exercices. S'ils manquent de s'y conformer, c'est bien évidemment la loi militaire qu'ils transgressent.

L'insoumission apparaît donc, nous le pensons, comme une des violations les plus caractérisées de la loi militaire.

Quant à la *désertion*, c'est la révolte ouverte contre la loi militaire. Dire que le déserteur ne fait plus partie de l'armée parcequ'il a rompu à tout jamais le lien qui l'y rattachait, c'est se tromper gravement. N'oublions pas que si le déserteur est arrêté et condamné, il devra, à l'expiration de sa peine, terminer le temps de service qu'il lui restait à accomplir au jour de sa désertion : il faisait donc bien encore partie de l'armée. La désertion, elle aussi, présente bien le caractère de délit militaire.

Nous n'en dirons pas de même des crimes de *trahison* et d'*espionnage* prévus par les art. 204 et s. C. J. m. Sans examiner la question si souvent agitée de l'insuffisance de la répression de ces crimes, sans vouloir diminuer en rien leur exceptionnelle gravité, nous pensons, avec M. Mirman, qu'ils constituent des infractions non pas à la loi militaire, mais à la loi commune qui oblige tous les citoyens. « La trahison n'est pas une faute contre la discipline ; elle n'est pas un

crime contre le devoir militaire. Tous les Français qui s'en rendent coupables assument la même responsabilité, parce que tous ont envers la patrie le même devoir. Quoi ! ce civil, attaché de cabinet peut-être, par ses fonctions ou ses relations d'amitié, a eu entre les mains ou s'est frauduleusement procuré des pièces et documents intéressant la défense nationale et les a livrés à l'ennemi de demain, et l'on apercevrait quelque motif de ne point faire peser sur lui le même châtement que s'il portait encore l'uniforme ! Voici des graphiques, des horaires de chemin de fer en cas de mobilisation, dressés par une commission d'officiers d'état-major et d'ingénieurs civils, et le devoir ne serait pas aussi rigoureux aux uns et aux autres de ne pas divulguer ces pièces ! » (1)

Soumettre à la juridiction commune la répression de ces crimes de trahison et d'espionnage, c'est proposer une réforme tellement contraire aux idées jusqu'ici très généralement adoptées, qu'il faut s'attendre, à ce sujet, à une très vive opposition. En effet, de l'avis de certains auteurs très autorisés, la trahison et l'espionnage sont des délits militaires par leur nature, qu'ils soient commis par un civil ou par un militaire (2).

Nous ne pensons pas quant à nous, qu'une telle conception soit exacte ; c'est le devoir de tout citoyen, et non pas spécialement du militaire, de ne pas trahir, de ne pas livrer à l'ennemi les secrets intéressant la défense nationale.

On n'a jamais contesté le caractère militaire des infractions prévues par les articles 221, 222 et 223 C. J. m., savoir les *voies de fait* commises soit pendant

(1) Projet Mirman, page 25.

(2) Voir LALOE, *op. cit.*, et TAILLEFER, *op. cit.*

le service, soit à son occasion, soit en toute autre circonstance par un militaire envers son supérieur. Sans doute, les voies de fait constituent par elles-mêmes une infraction tombant sous le coup de la loi commune, mais ce caractère de violation de la loi générale s'efface complètement devant la considération dominante des rapports de hiérarchie et de service entre le coupable et la victime. Le coupable est l'inférieur, et partant le subordonné de la victime, il a contrevenu aux obligations les plus impérieuses de la discipline, et c'est le seul point de vue dont il faille ici tenir compte. Remarquons cependant que lorsque les voies de fait commises envers un supérieur revêtent le caractère de meurtre ou d'assassinat, elles dégèrent en infraction de droit commun punie par le code pénal ; telle est du moins la jurisprudence constante adoptée par les conseils de guerre. Faisons toutefois observer qu'une telle solution ne nous paraît pas pleinement satisfaisante, car elle aboutit à une conséquence des plus illogiques : le militaire coupable de meurtre sur la personne de son supérieur ne pourra être condamné qu'à la peine des travaux forcés à perpétuité, tandis qu'il eût été passible de la peine de mort s'il n'eût exercé que des violences légères réprimées par le Code de Justice militaire.

La question est plus délicate de savoir si le délit prévu par l'art. 244 C. J. m. constitue ou non un délit militaire. Il s'agit de la *vente, achat, mise en gage par un militaire des armes, munitions ou de tout autre objet à lui confiés pour le service*. A la vérité, de tels faits rentrent bien dans la définition de l'abus de confiance (Art. 408 et s. C. P.). Les armes, munitions, effets d'équipement ou d'habillement sont des « effets » confiés au militaire « à titre de dépôt... à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un

emploi déterminé » ; aussi certains auteurs pensent-ils qu'il convient de considérer ces délits comme des délits de droit commun (1). Mais il faut se souvenir que le militaire n'a reçu les objets énumérés en l'art. 244 C. J. m. qu'à raison de son service et parce qu'il est militaire ; s'il n'avait pas fait partie de l'armée, il ne les aurait jamais eus à sa disposition. En conséquence, s'il fait de ces objets un usage autre que celui pour lequel ils lui avaient été confiés, s'il les vend ou en dispose, il transgresse une obligation à laquelle il n'est tenu qu'en sa qualité de militaire, il commet un délit militaire.

II.— Infractions de la deuxième catégorie (Délits prévus à la fois par la législation ordinaire et la législation militaire.)

Nous avons déjà dit que ces délits sont punis tantôt de peines identiques par les deux législations, tantôt, au contraire, réprimés plus sévèrement par la loi militaire.

Délits punis de peines identiques. — Dans ce premier groupe rentrent :

1^o L'abus d'autorité. — Les articles 226, 227, 228 C. J. m. ne sont que la reproduction de l'art. 93 C. P.

2^o La corruption. — Si nous comparons l'art. 261 C. J. m. avec les articles 177 et 179 C. P., nous constatons également qu'il n'y a entre eux aucune différence, ni dans les termes, ni surtout dans les pénalités qu'ils édictent. La dégradation civique prévue par le code

(1) Il faut d'ailleurs remarquer que ces infractions ne sont pas aggravées à raison de la qualité de militaire du délinquant : les peines portées par les art. 244 et suiv. C. J. m. sont identiques à celles portées par l'art. 406 C. P.

pénal ordinaire est seulement remplacée dans l'art. 261 C. J. m. par la dégradation militaire.

3° Le faux en matière d'administration militaire. — La comparaison du Chap. IX, Titre II, C. J. m., relatif au faux en matière d'administration militaire, avec les articles 141-149 du C. P., révèle certaines particularités qu'il est assez difficile de justifier. D'un côté l'administrateur ou comptable militaire, coupable d'un faux dans ses écritures ou sa comptabilité, est puni seulement des travaux forcés à temps (Art. 257 C. J. m.), tandis que l'art. 145 C. P. punit tout « fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions aura commis un faux... des travaux forcés à perpétuité. » On ne comprend pas bien la raison de cette situation de faveur faite au comptable ou à l'administrateur militaire. — A l'inverse, l'art. 259 C. J. m. punit de la réclusion tout militaire qui contrefait ou tente de contrefaire « les sceaux, timbres ou marques militaires destinés à être apposés soit sur des actes ou pièces authentiques relatifs au service militaire, soit sur des effets ou objets quelconques appartenant à l'armée, ou qui en fait sciemment usage. » Dans la même hypothèse la peine édictée par le Code pénal (Art. 142) est seulement un emprisonnement de 2 ans au moins et de 5 ans au plus. La qualité de militaire est donc ici considérée comme une circonstance aggravante. — Quant aux articles 141 C. P. et 260 C. J. m. qui tous deux prévoient des hypothèses analogues, la comparaison est difficile à établir entre eux, eu égard et à la différence de leur rédaction et à la non concordance des peines qu'ils établissent.

4° L'usurpation d'uniformes. — Les peines portées par le Code pénal (Art. 259) et celles édictées par le Code de justice militaire (Art. 266) sont sensiblement iden-

tiques. Le maximum est le même (un emprisonnement de 2 ans), et si le minimum indiqué par le Code de Justice militaire (emprisonnement de 2 mois) est inférieur à celui fixé par le Code pénal, on ne saurait en conclure que la loi militaire est en ce cas moins rigoureuse. Il ne faut pas oublier en effet que les juges militaires ne peuvent pas, relativement à cette infraction, accorder au condamné le bénéfice des circonstances atténuantes, tandis que l'art. 463 C. P. permet aux juges correctionnels d'abaisser toutes les peines au minimum de un jour d'emprisonnement ou de un franc d'amende.

Délits punis de peines plus sévères par le Code de Justice militaire. — C'est au sujet de cette catégorie de délits que s'élèvent les plus vives controverses. Un grand nombre d'auteurs pensent que tous les délits qui, à raison des circonstances particulières dans lesquelles ils ont été commis, sont réprimés plus sévèrement par la loi militaire que par la loi commune, constituent des délits militaires. La considération qui nous paraît dominer toute cette matière, c'est que les circonstances aggravantes d'un délit ne doivent pas, en principe du moins, en modifier la nature et partant entraîner un changement dans l'attribution de la compétence. Au reste, si l'on peut, avec quelque raison, prétendre que les juges des tribunaux ordinaires sont incompétents pour réprimer les violations du devoir militaire et les atteintes à la discipline, il paraît difficile de soutenir raisonnablement que les mêmes juges, qui connaissent d'un délit lorsqu'il est commis par un simple particulier, ne sauraient apprécier sainement le même délit parce qu'un militaire s'en est rendu coupable. Passons en revue ces délits :

1° Rébellion. — La rébellion est réprimée par

l'art. 225 C. J. m. et par les art. 209 et s. C. P.; c'est la résistance à l'autorité. On comprend donc qu'elle soit punie plus sévèrement lorsqu'elle émane d'un militaire astreint très étroitement à la discipline.

2° Outrages par paroles, gestes ou menaces envers un supérieur. — Ces délits sont prévus et réprimés par la loi pénale commune, abstraction faite de la qualité de la personne contre laquelle ils sont commis; mais la circonstance toute particulière du rapport étroit de subordination qui existe entre l'offenseur et l'offensé est très aggravante : ce qui explique l'extrême sévérité des peines établies par le Code de Justice militaire.

Si les outrages ont eu lieu *pendant le service ou à son occasion*, ils sont punis de 5 à 10 ans de travaux publics ; en dehors de ces cas la peine est réduite à un emprisonnement de 1 à 5 ans.

3° Vol. — L'art. 248 C. J. m. réglemeute le délit qu'on est convenu d'appeler *vol militaire*, c'est-à-dire le vol « des armes et munitions appartenant à l'Etat, celui de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou à l'Etat, » au cas où un militaire s'en est rendu coupable. Ce vol présente assurément une gravité particulière ; plus facile à commettre au milieu d'une réunion d'hommes vivant en commun, sous le régime d'une camaraderie exclusive de toute défiance, il doit être réprimé très sévèrement. C'est bien là un des cas où la rigueur de la peine servira, non seulement à la répression, mais encore à l'intimidation par l'exemple.

Le militaire qui dérobe à un camarade un objet quelconque lui appartenant enfreint-il une règle imposée par la discipline ou au contraire commet-il une infraction de droit commun ? Il nous semble hors de doute que ce fait

rentre dans la catégorie des délits de droit commun, malgré la circonstance aggravante qui l'a accompagné. (En ce sens, Laloé *op. cit.* p. 212). Quant au vol d'armes ou de munitions, ce qui prouve bien qu'il ne constitue pas une infraction militaire, c'est qu'il peut être aussi bien commis par un simple particulier.

4° Pillage, destruction, dévastation d'édifices. — Ces infractions sont prévues par les art 250 et s. C. J.m. et les art. 95 à 102 C. P. La principale différence à signaler entre les peines édictées par les deux législations, c'est que le militaire coupable de ces infractions encourt, en dehors des peines établies par la loi commune, la peine de la dégradation militaire. Ces délits plus dangereux de la part de soldats à qui on a confié des armes, doivent être punis plus sévèrement.

5° Meurtre sur l'habitant. — « Le meurtre commis par un militaire sur la personne de l'habitant chez lequel il reçoit le logement, sur sa femme ou sur ses enfants, est puni de mort » (Art. 256 C. J. m.). En toute autre circonstance le meurtre n'est puni que des travaux forcés à perpétuité. L'aggravation de peine établie en ce cas se justifie d'elle-même.

Nous croyons donc que les articles concernant les délits de cette deuxième catégorie devraient disparaître des dispositions du Code de Justice militaire. Une telle réforme entraînerait une modification concomitante du Code pénal. Il serait évidemment nécessaire de permettre au juge, par une disposition spéciale, l'application d'une peine plus sévère à l'auteur de ces délits, en raison de sa situation militaire, ce progrès pourrait, ce semble, être réalisé, comme on l'a proposé, par la restriction, dans de certaines limites établies par la loi, des pouvoirs du juge relativement à l'application des circonstances atténuantes. (Voir à ce sujet l'art. 80 de la

loi du 15 juillet 1889.) (1) Les dispositions du Code de Justice militaire seraient dès lors relatives aux seuls délits militaires.

Définition du délit militaire. — Il ressort de l'étude que nous venons de faire des délits militaires que le caractère essentiel de ces infractions est la violation des règles spéciales imposées aux seuls militaires ; et puisque nous nous sommes proposé de définir l'infraction militaire, nous croyons pouvoir le faire de la façon suivante : d'après nous, *le délit militaire est la violation d'une obligation découlant exclusivement des règles de la vie militaire.*

Il résulte de cette définition que, pour se rendre coupable d'un délit militaire, il est nécessaire de faire partie de l'armée à un titre quelconque. Cette idée était exprimée en termes très nets par la loi du 19 octobre 1791, art. 4 : « Nul délit n'est militaire s'il n'a été commis par un individu qui fait partie de l'armée. Tout autre individu ne peut jamais être traduit comme prévenu devant les juges délégués par la loi militaire. »

Si, en temps de guerre, il résulte des articles 63 et 64 C. J. m. que tout individu peut se rendre coupable de délits militaires, c'est qu'alors la loi militaire domine tous les citoyens : notre définition ne se trouve pas pour cela en défaut.

Tel n'est cependant pas l'avis de tous les auteurs, et les partisans du système de la compétence réelle (2) indiquent un certain nombre d'infractions militaires

(1) Un semblable procédé suppose admise l'extension du bénéfice des circonstances atténuantes à tous les délits militaires.

(2) Nous examinerons plus loin la deuxième conséquence de ce système ; ses partisans la formulent ainsi : tout délit militaire quel qu'en soit l'auteur, doit être déféré aux tribunaux militaires.

dont un civil est susceptible de se rendre coupable, soit comme auteur principal, soit comme complice.

D'après ces auteurs, un non militaire peut se rendre coupable comme *auteur principal* des délits militaires suivants : 1^o la trahison et l'espionnage, 2^o la violation de consigne, 3^o le vol des armes et munitions, 4^o le pillage et la destruction d'édifices militaires.

Nous ne croyons pas que l'on puisse considérer ces délits comme des délits militaires. Nous nous sommes déjà expliqué sur la trahison et l'espionnage ; quant à la violation de consigne, c'est seulement en temps de guerre qu'un étranger à l'armée peut se rendre coupable de ce délit ; or, en temps de guerre, tous les citoyens sont assujettis à la loi militaire.

En ce qui concerne le vol des armes et munitions, nous avons soutenu, après de très compétents auteurs, que, même émanant d'un militaire, cette infraction devait être considérée comme une infraction de droit commun ; à plus forte raison, admettrons-nous que le vol d'armes commis par un civil dans ces conditions ne présente pas le caractère militaire. Enfin, pour ce qui est du pillage et de la destruction d'édifices militaires, la simple lecture des art. 251 et s. C. J. m. montre suffisamment qu'ils ne visent que le cas où ces délits sont commis par des militaires. Si des civils s'en rendent coupables, ils encourent les pénalités prévues par les art. 434 à 462 C. P.

Les délits militaires dont un civil peut se rendre *complice*, soit par provocation, soit par aide et assistance, sont, d'après M. Taillefer (1) : « le refus d'obéissance, la révolte, la rébellion, les voies de fait envers les supé-

(1) V. TAILLEFER, *op. cit.*, p. 428.

rieurs, l'insoumission, la désertion, la vente d'effets, la corruption ».

En ce qui concerne ces trois dernières infractions — désertion, vente d'effet et corruption — nous avons déjà démontré que la participation d'un civil ne constituait pas une véritable complicité. Le fait de provoquer ou de faciliter la désertion, l'achat des armes, leur recel, leur réception en gage, constituent des délits distincts des infractions militaires correspondantes, la désertion et la vente d'effets (Art. 242 et 247 C. J. m.). De même pour la corruption, nous avons vu que le fait de corrompre et celui d'être corrompu sont considérés par la jurisprudence comme des délits distincts.

Le civil qui se rend complice de rébellion ne commet pas à proprement parler une infraction militaire, nous le savons déjà. Quant aux voies de fait envers un supérieur, le civil qui s'en rend complice commet le délit pur et simple de voies de fait, et il n'est puni que des peines afférentes à ce délit.

Pour ce qui est des infractions purement militaires de refus d'obéissance, de révolte et d'insoumission, on ne comprend pas bien à première vue comment les civils peuvent s'en rendre complices. Il semble en effet qu'on ne puisse être condamné comme complice d'une infraction que l'on n'aurait pu commettre soi-même directement, et tel est bien le cas ; les délits dont nous venons de parler ne sont susceptibles d'être commis que par des personnes qu'un lien quelconque attache à l'armée. Mais les règles singulières de notre législation pénale en matière de complicité rendent possible cette éventualité : la jurisprudence est fixée définitivement en ce sens que l'on peut être condamné comme complice d'une infraction que l'on n'aurait pu commettre soi-même. L'individu quelconque, même non serviteur à

gages, qui se rend complice d'un vol domestique, est puni des peines qui frappent l'auteur principal de ce vol qualifié ; de même le complice du crime de parricide, alors même qu'aucun lien de parenté ne le rattache à la victime, encourt néanmoins la peine du parricide. Il convient cependant de remarquer que, contrairement à l'art. 59 C. P., les peines prononcées contre le complice civil seront non pas les peines portées par le Code de Justice militaire contre un militaire, mais celles prononcées par les lois ordinaires.

Mais en y réfléchissant, on arrive aisément à constater que si l'on envisage dans la pratique de semblables infractions comme des faits de complicité, elles constituent bien en réalité des délits distincts, tombant directement sous le coup de la loi pénale commune. Dans la plupart des cas, pour ne pas dire toujours, le civil poursuivi comme complice d'un refus d'obéissance ou d'une révolte s'est rendu coupable du délit prévu par l'art. 25 de la loi du 29 juillet 1881.

Le complice d'une insoumission ou d'une désertion n'est-il pas, lui aussi, l'auteur principal de l'infraction prévue par la loi du 24 brumaire de l'an VI ?

Ces infractions constituent donc de la part des personnes étrangères à l'armée, non pas des violations du devoir militaire, mais bien de la loi commune qui oblige tous les citoyens.

On objectera aussi sans doute que le Code de Justice militaire prévoit, en ses art. 242 et 247, des délits dont un civil peut se rendre coupable et qui semblent bien constituer des délits militaires : savoir *la provocation à la désertion* et *l'achat ou le recel d'armes et munitions*. Sans doute il y a une très grande connexité entre la provocation à la désertion et la désertion elle-même, entre l'achat ou le recel d'armes ou munitions et la vente de

ces mêmes objets. Cependant nous avons vu que la jurisprudence les considérait comme des infractions distinctes : le militaire qui déserte ou vend ses armes viole la loi militaire, au contraire le civil qui favorise ou facilite ces mêmes délits ne transgresse pas la loi militaire puisqu'il ne fait pas partie de l'armée.

Nous avons essayé de justifier la définition que nous avons donnée du délit militaire et, de répondre aux principales objections qu'elle pourrait soulever. Sans prétendre être à l'abri de toute critique nous pensons que notre solution, absolument conforme aux principes, a le grand mérite d'être simple. Rechercher, au sujet de chaque délit prévu par les deux codes, quel est l'élément qui prédomine, déterminer si une infraction constitue plutôt une atteinte à la discipline qu'une violation de la loi commune, c'est à notre avis une recherche assez oiseuse : l'entreprendre c'est s'exposer fort à faire fausse route. Dans ce travail, l'imagination des auteurs pourrait se donner libre carrière, mais la précision rigoureuse qui doit toujours être la caractéristique de la loi pénale risquerait fort d'y perdre.

Il convient cependant de signaler que les partisans de la restriction de la compétence des tribunaux militaires aux seuls délits militaires admettent eux-mêmes que cette règle doit comporter certaines dérogations (1). Cette opinion, depuis longtemps déjà soutenue par des auteurs très considérables est aujourd'hui encore adoptée par le gouvernement en son projet. L'art. 1^{er} de ce projet soumet en effet à la compétence des tribunaux militaires : « ... 2° *les crimes et délits commis dans l'exécution du service* ; 3° *les voies de fait, outrages ou menaces entre militaires présents sous les drapeaux,*

(1) BOITARD, *op. cit.* ; CHAUVEAU et FAUSTIN HÉLIE, *op. cit.*

ou rentrant dans l'une des autres catégories visées par l'art. 56 du C. J. m.

Remarquons d'abord que le plus grand nombre des infractions dont un militaire peut se rendre coupable dans l'exécution du service rentre dans la catégorie des délits militaires. En outre, bien que l'on puisse justifier l'exception proposée par des raisons d'utilité pratique et qu'elle ait été inspirée par la préoccupation d'assurer plus efficacement le maintien de la discipline dans l'armée, il n'en est pas moins vrai qu'elle est en opposition flagrante avec les principes. En effet, c'est la seule nature du délit qui doit entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de déterminer la compétence.

Les civils peuvent-ils être justiciables des conseils de guerre? — En présence de toutes les considérations que nous venons de développer, il semble que la théorie de la compétence réelle soutenue avec beaucoup d'autorité par MM. Laloé et Taillefer perde beaucoup de son intérêt et de son importance. Ce système qui détermine les règles de la compétence d'après la nature de l'infraction conduit à une double conséquence :

1° Les militaires coupables d'un délit de droit commun sont justiciables des tribunaux ordinaires ; 2° Tous les auteurs de délits militaires, qu'ils soient civils ou qu'ils appartiennent à l'armée, relèvent des tribunaux militaires.

Nous avons exposé et apprécié plus haut la première de ces propositions ; il nous reste maintenant à examiner la question de savoir si dans certains cas les civils doivent devenir justiciables des tribunaux militaires.

Traduire les civils devant les tribunaux militaires, justice d'exception, n'est-ce pas aller à l'encontre de

tous les principes reçus, n'est-ce pas violer manifestement l'art. 4 de la constitution de 1848 : « *Nul ne doit être distrait de ses juges naturels* ? »

M. Laloé répond fort justement que c'est se méprendre sur la portée de cet article que l'interpréter ainsi. « *Le juge naturel*, dit-il, n'est pas le juge ordinaire, le juge du droit commun, mais le tribunal investi par la loi du pouvoir de juger telles ou telles affaires. Le danger que les rédacteurs de cette constitution ont voulu éviter, c'est qu'on ne pût créer des juridictions exceptionnelles et passagères pour juger des faits déjà acquis. Ils ne prétendaient pas empêcher que, pour certains faits, des citoyens fussent soumis à des juridictions spéciales pourvu qu'une loi antérieure ait fixé leur compétence et réglé leur fonctionnement (1). » En l'état actuel de notre législation, les juges naturels des militaires sont les conseils de guerre. Du jour où interviendra une loi décidant que tous les délits militaires, quels qu'en soient les auteurs, relèvent de la compétence des mêmes tribunaux, les juges de l'armée deviendront, en cette matière spéciale, les *juges naturels* de tous les citoyens.

On a également objecté à cette théorie que les tribunaux d'exception, répondant à des nécessités particulières, ne sauraient compter parmi leurs justiciables que les individus appartenant à une même classe de la société et astreints aux mêmes obligations spéciales. Si l'on passe en revue les divers tribunaux disciplinaires existant actuellement en France, on remarquera que le législateur s'est constamment inspiré de ce principe. Les Conseils des Facultés, le Conseil supérieur de l'Instruction publique ne peuvent faire comparaître devant eux que les professeurs ou les étudiants ; ne sont justiciables

(1) TAILLEFER *op. cit.* p. 386.

du Conseil de l'ordre des avocats que les membres de cet ordre, des Chambres de discipline des avoués, notaires et huissiers que ces officiers ministériels. M. Laloé ne se laisse pas non plus arrêter par cette objection qui semble cependant très sérieuse. Il cite certains exemples où la prétendue règle de la compétence personnelle des juridictions d'exception est formellement en défaut : un simple particulier s'est-il immiscé dans une gestion administrative, il est justiciable de la Cour des comptes comme comptable occulte; ainsi encore le Conseil de Préfecture, juridiction d'exception, connaîtra, quels qu'en soient les auteurs, de certaines contraventions particulières telles que les contraventions de grande voirie.

Mais où les partisans de ce système paraissent le plus embarrassés, c'est lorsqu'on leur fait remarquer que la solution qu'ils proposent a pour conséquence nécessaire de priver les citoyens des garanties auxquelles ils ont droit, en les livrant à une juridiction sommaire, à la discrétion de juges peu instruits et peu expérimentés dont les décisions sont souveraines et sans appel. Ces auteurs ont une singulière façon d'éluder cette grave difficulté : « ne seront déférés aux conseils de guerre, écrit M. Laloé (1), que *ceux qui l'auront voulu*, ne les plaignez donc pas ; si personne ne viole la loi militaire, aucun citoyen ne sera jugé par les tribunaux chargés d'appliquer les pénalités prévues par la loi militaire. » Avec un semblable raisonnement on arriverait à supprimer toutes les garanties dues aux accusés et l'on peut à bon droit s'étonner de rencontrer un tel argument sous la plume d'un jurisconsulte si compétent !

Nous ne partageons pas cette manière de voir et nous

(1) LALOÉ, *op. cit.* p. 168.

croyons, avec M. Chanson (1), « qu'au lieu d'étendre le domaine des juridictions d'exception, surtout en matière criminelle, il faut s'attacher à le restreindre dans les plus étroites limites.... Nous voudrions qu'en temps de paix, pour aucun motif, ni en aucune circonstance, le simple citoyen ne pût devenir justiciable d'un tribunal d'exception. Autant le salut de la patrie justifie, en temps de guerre, la suprématie du régime militaire, autant, lorsque la nation coule sa vie normale, nous paraîtrait dangereux l'empiètement de l'armée sur le domaine civil en matière judiciaire. »

Ces craintes si légitimes étaient déjà exprimées par le législateur des 18-19 avril 1886 (2). On lit en effet dans les travaux préparatoires de cette loi : « le fonctionnement des conseils de guerre étendu à des civils d'une façon permanente, constituerait une sorte d'état de siège général qui serait peut-être difficilement accepté par l'opinion publique ».

Sans insister davantage nous croyons qu'il faut s'en tenir au principe qui depuis longtemps domine notre législation militaire, et qui a été posé en des termes très précis par les lois de l'époque intermédiaire : « un civil ne peut jamais être traduit comme prévenu devant les juges délégués par la loi militaire ».

Aussi bien, croyons-nous que la préoccupation principale des partisans de cette doctrine est de soustraire à la compétence du jury le jugement des infractions contre la défense et la sécurité nationales. Une semblable innovation répond-elle à des besoins sérieux ? Peut-on craindre que le jury ne protège pas suffisamment les intérêts de la sûreté du pays ? Rien n'autorise à insinuer

(1) CHANSON, *op. cit.* p. 224.

(2) Loi des 18-19 avril 1886 qui établit des pénalités contre l'espionnage.

un semblable soupçon. « Est-il nécessaire pour obtenir une répression efficace de recourir à des moyens exceptionnels ? L'application du droit commun suffira pour atteindre le but : assurer la sécurité extérieure de l'État (1). » Voudrait-on se réclamer de la nécessité du huis-clos rigoureux incompatible avec les débats devant une cour d'assises ? « Le moyen serait facile d'imposer, même au grand criminel, un huis-clos impénétrable. Et, dès lors, la conscience du devoir unie au patriotisme de tous les acteurs, en nombre très restreint d'ailleurs, du drame judiciaire ne suffirait-elle pas, comme au sein de l'armée, pour assurer le commun respect d'un secret absolu » (2) ?

Nous l'avons déjà dit, les militaires seraient mal venus à prétendre qu'eux seuls savent garder les secrets concernant la défense nationale.

Enfin, et cette dernière raison nous semble décisive, la trahison et l'espionnage, ainsi que nous avons essayé de le montrer, sont, non pas des violations du devoir militaire, mais des violations de la loi commune.

Résumé de l'étude sur la compétence

Pour réduire à quelques propositions cette étude longue et compliquée de la compétence des conseils de guerre disons :

1° que le seul principe auquel il faut s'attacher pour déterminer la compétence, c'est la nature du délit et non la qualité de la personne.

2° En conséquence, les conseils de guerre ne doivent

(1) Trav. préparat. de la loi des 18-19 avril 1886.

(2) CHANSON, *op. cit.* p. 222.

connaître en temps de paix que des délits militaires, tandis que les délits de droit commun commis par des militaires relèveront des tribunaux ordinaires.

3° Enfin, le délit militaire est la violation d'une obligation découlant exclusivement des règles de la vie militaire.

CONCLUSION

Notre étude sur les tribunaux militaires serait incomplète si nous passions sous silence une proposition récente déposée sur le bureau de la Chambre française par quatorze députés (1) (Annexe au procès-verbal de la séance du 25 octobre 1898.), et tendant à la suppression des conseils de guerre en temps de paix.

Empressons-nous d'ajouter que les membres du Parlement français ne sont pas seuls à prendre l'initiative d'une semblable réforme. Lors des travaux de révision du Code pénal militaire belge, promulgué le 15 juin 1899, un amendement avait déjà été proposé en ce sens. Les discussions récentes qui se sont produites à la Chambre italienne sont également fort instructives à cet égard et révèlent bien, elles aussi, une tendance très marquée vers la mesure radicale de la suppression des conseils de guerre. (Voir *Journal des débats* du 25 novembre 1900 : *La suppression des conseils de guerre en Italie*. — M. Raymond Kœchlin.)

Si les promoteurs de cette importante réforme n'ont encore abouti devant aucun parlement à une solution définitive, il est cependant difficile de contester qu'un

(1) MM. Edouard Vaillant, Allard, J. L. Breton, Chauvière, Coutant, Dejeante, Dufour, Arthur Groussier, Lassalle, Létang, Poulain, Marcel Sembat, Walter, Renou.

mouvement d'opinion, accentué déjà, mais dont l'avenir marquera de plus en plus nettement le caractère, qui n'est encore qu'un vœu avant de prendre la forme d'une loi impérative, se soit produit depuis quelques années en faveur de cette solution.

Les faits sont là pour contredire celui qui en nierait l'existence, et il serait trop aisé d'en contester la valeur en qualifiant de subversive et de déraisonnable la proposition d'une semblable mesure; nous croyons, quant à nous, qu'elle soulève une question qui mérite d'être sérieusement discutée.

Toutefois, il faut le reconnaître, on adresserait avec beaucoup de raison des critiques de ce genre aux partisans de la suppression des conseils de guerre, s'ils s'associaient tous aux motifs énoncés dans la proposition Vaillant dont nous avons parlé et s'ils n'avaient au service de leur cause de plus solides arguments. « Un code militaire, lit-on dans cette proposition, et les conseils de guerre sont à la fois des instruments de tyrannie contre les soldats et, en cas de coup d'Etat, des instruments, odieux et redoutables entre tous, de destruction des libertés et de la sécurité des citoyens et de la République elle-même. » La conséquence logique de semblables considérations c'est, non seulement la suppression des conseils de guerre, mais la suppression du Code de Justice militaire lui-même. L'article 1^{er} de la même proposition est en effet ainsi conçu : « le code militaire et la juridiction militaire, les conseils de guerre, sont supprimés. »

Il y a là, à n'en pas douter, une exagération manifeste, et c'est à bon droit, répétons le, qu'on accuse les promoteurs d'une réforme aussi radicale de ne poursuivre qu'un seul but : la ruine de l'autorité des chefs et la désorganisation de l'armée. On ne peut en effet,

nous semble-t-il, sérieusement contester que les militaires doivent être soumis à des règles et obligations spéciales. En entrant à la caserne ils abdiquent leur liberté pour se soumettre à la discipline, règle suprême de l'armée. Les violations des devoirs particuliers découlant de la vie militaire constituent des infractions d'une nature bien déterminée et l'on est obligé de reconnaître que le maintien du bon ordre et de la discipline dans l'armée serait insuffisamment assuré par les dispositions du Code pénal commun.

Mais ce qui peut paraître plus contestable c'est de considérer, ainsi qu'on l'a généralement admis jusqu'ici, la justice militaire comme le complément nécessaire des moyens de la discipline et d'affirmer que, du jour où les conseils de guerre auront disparu, la discipline sera à jamais ruinée.

Quels que soient les perfectionnements apportés à l'administration de la justice dans l'armée, il n'en demeurera pas moins que les magistrats des conseils de guerre sont à la fois des juges et des chefs. Si, aux yeux d'un grand nombre, le double caractère dont ils sont revêtus présente un très sérieux avantage, certains esprits très pondérés y voient un danger menaçant.

Chefs, c'est-à-dire hommes d'action avant tout, les juges militaires ne manqueront-ils pas de cette réflexion scrupuleuse, de cette méditation intime avec lesquels on devine les mobiles qui ont présidé à l'exécution de la faute, sans lesquels on ne peut mesurer exactement la gravité de l'infraction ? — Se conformer rigoureusement aux principes de la justice et assurer le maintien de la discipline, voilà les deux impérieux devoirs qui s'imposent aux membres des conseils de guerre ; or, il arrive que leur conciliation est quelquefois très difficile et qu'il est nécessaire de choi-

sir. Il se présente fréquemment des cas où la solution logique et équitable serait l'acquittement de l'accusé et où cet acquittement produirait inévitablement, au point de vue de la discipline, les plus fâcheux effets. Dans la lutte entre ces deux considérations, quelle est celle qui prédominera, les juges ne seront-ils pas, de ce fait, exposés à des erreurs ?

Aussi bien, comme nous l'avons maintes fois répété, le maintien des conseils de guerre ne peut se justifier que par une considération : les juges de l'armée sont seuls à même d'apprécier sainement les infractions à la discipline et au devoir militaire. Ce principe, que l'on a jusqu'ici considéré comme incontestable, ne semble-t-il pas actuellement quelque peu ébranlé ? C'est bien timidement que le projet du gouvernement s'en prévaut. « Il est bon, y est-il dit, *sinon indispensable* que le magistrat militaire ait vécu dans l'armée, qu'il en connaisse l'esprit et les usages, etc. ». Les expressions dont se sert M. le Ministre de la guerre ne permettent-elles pas de penser qu'il a entrevu comme possible, dans un avenir plus ou moins lointain, la suppression des tribunaux militaires et la remise du jugement des infractions disciplinaires aux tribunaux de droit commun ?

Nous sommes intimement persuadé que, dans l'esprit de la plupart des auteurs qui proposent la restriction de la compétence des tribunaux militaires, cette réforme n'apparaît que comme un acheminement vers la solution définitive : la suppression des conseils de guerre.

M. Massé exprime d'ailleurs bien nettement son opinion à cet égard. S'il ne propose pas la suppression des conseils de guerre, c'est parce qu'il craint que « malgré la substitution de notre armée nationale à l'armée de corporation d'autrefois, la nation ne soit encore

suffisamment rompue à la conception entière de la loi militaire, de ses nécessités et des rigueurs que lui impose le besoin de la discipline », c'est dire implicitement qu'il ne considère la réforme qu'il propose que comme une mesure transitoire.

Assurément la question est d'une gravité exceptionnelle et mérite une très sérieuse réflexion ; avec M. Massé, nous pensons que la mesure radicale de la suppression des conseils de guerre serait peut-être à l'heure actuelle difficilement acceptée par l'opinion, et qu'elle pourrait occasionner de dangereuses perturbations.

Il ne nous appartient pas de nous prononcer ici sur le mérite et sur l'urgence d'une semblable proposition, mais qu'il nous soit permis de dire qu'étant donné le courant actuel des idées sur cette matière, le vote plus ou moins prochain de la suppression des conseils de guerre ne nous étonnerait pas outre mesure.

Vu : *Le Président*, Vu : *Le Doyen*,
R. SALEILLES. GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
PREMIÈRE PARTIE	
<i>Organisation des tribunaux militaires</i>	
CHAPITRE I	
Composition des conseils de guerre et des conseils de révision.	9
CHAPITRE II	
Appréciation des règles de la législation actuelle et pro- jets de réforme	19
CHAPITRE III	
Aperçu sur l'organisation des tribunaux militaires dans les principaux Etats de l'Europe. — Réformes ré- centes.	61
DEUXIÈME PARTIE	
De la procédure devant les tribunaux militaires. . . .	79
CHAPITRE I	
De l'information préparatoire	83
CHAPITRE II	
De l'instruction proprement dite	99
CHAPITRE III	
Procédure de jugement.	129

CHAPITRE IV

Procédure devant les conseils de révision	144
---	-----

TROISIÈME PARTIE

Compétence des conseils de guerre	151
---	-----

CHAPITRE I

Compétence générale et compétence restreinte des conseils de guerre	153
---	-----

CHAPITRE II

Examen critique des règles de la compétence.	183
--	-----

CHAPITRE III

Des délits militaires : Caractères. — Définition.	196
---	-----

CONCLUSION.	220
---------------------	-----

IMPRIMERIE DODIVERS. — BESANÇON
